MÉMOIRES D'UN NANTAIS

Je suis né à Nantes le 19 mai 1793, l'année terrible. Mon père était le onzième des dix-neuf enfants de mon grand-père. Presque tous sont morts sans héritiers. L'un se fit bénédictin ; deux filles se sont mariées, l'une à M. du Buisson, l'autre à M. Cotelle.

M. du Buisson, officier de marine, fut tué près de Saint-Malo en défendant les côtes de France attaquées par les Anglais. Ma tante était ma marraine, je devins l'objet de sa prédilection.

Ma mère était une demoiselle Le Tort des Perrières, dont le père était avocat, sénéchal de Haute-Goulaine. Cette famille était de Saint-Domingue, où elle avait presque toute sa fortune.

Je n'avais qu'un mois lorsque l'armée vendéenne attaqua Nantes. Deux ans après, nous allâmes demeurer entre les Coëts et Bouguenais. Mon père était mort quatre mois après ma venue au monde. Les visites domiciliaires répétées lui causèrent deux attaques de paralysie, il succomba.

Le plus jeune de mes frères avant moi s'appelait Auguste, aussi charmant de caractère qu'il était beau de visage. Ma mère, très sensible à la beauté, avait une prédilection pour Auguste et pour ma sœur Suzanne. Il en résulta une guerre continuelle que maître Auguste soutenait en vrai polisson.

C'est pendant notre séjour à la campagne que j'ai entendu prononcer un nom qui occupait déjà toute l'Europe. Un dimanche d'hiver, les bonnes gens du village étaient assemblés au coin d'un champ entre deux chemins. Là, aux rayons déjà réchauffants du soleil, ils devisaient sur les affaires du temps. Je m'approchai d'eux

comme font tous les enfants et j'entendis qu'ils parlaient de Bonaparte, de retour d'Egypte. Peu de temps après on rouvrit les églises de Rezé et de Bouguenais.

Je me rappelle aussi le passage de la bande de Beillevert, partisan républicain. Il fut signalé par la disparition de mouchoirs et chemises étendus à sécher sur les haies.

Deux événements signalèrent les dernières années de notre séjour aux Basses-Landes : *d'abord l'entrée des chouans à Nantes en 1799,* puis l'explosion de la poudrière du château, explosion qui fut entendue à Châteaubriant.

Peu après nous nous embarquâmes, ma sœur et moi, dans la diligence de Rennes. Suzanne avait alors dix-sept ans et était réellement une beauté ; aussi fut-elle l'objet des soins les plus assidus de tous les voyageurs. Les routes n'étaient pas encore très sûres. Cependant il ne nous arriva rien, si ce n'est de verser au milieu de la route à la hauteur de Gèvres. Le lendemain, vers midi, nous arrivâmes. Ma tante du Buisson nous attendait.

Les mœurs grecques étaient alors en vogue et la mode pour les femmes de se découvrir beaucoup était loin de plaire à ma tante. Sans être sévère, elle ne voyait pas avec indifférence sa nièce imiter les élégantes du jour. Une voisine de ma tante, Mme de la Tribonière, avait une fille et deux garçons. Cette maison était triste : M. de la Tribonière, l'aîné, colonel de chouans, venait d'être tué. Sa mère déjà souffrante mourut peu après son fils.

Nous étions depuis peu chez ma tante lorsque nous apprîmes la mort de mon frère Auguste. Ma mère était revenue habiter Nantes ; Auguste lui demanda à aller se promener avec son frère [aîné René — « Non, lui dit ma mère, ton frère va aller se baigner, et je ne veux pas que tu te baignes. » Auguste insista et promit tant de ne pas se baigner qu'il obtînt la permission désirée. Arrivés sur la prairie de Mauves, ils rencontrent un chirurgien qui avait soigné Auguste. Ce médecin proposa à Auguste de lui apprendre à nager et finit par vaincre la résistance des deux frères. Ce chirurgien l'emmène au large et le laisse se noyer. René n'osait plus se présenter chez sa mère qui demandait qu'on lui rendît ses enfants morts ou vifs. Elle n'a depuis jamais prononcé le nom de son fils, ce qui a paru à tous une preuve de son profond chagrin.

Ma tante avait promis de s'occuper de mon instruction. Elle n'eut garde d'y manquer. Deux sœurs qui habitaient la même maison que ma tante, rue Veaux-Saint-Germain, confiantes dans les opinions de ma tante, consentirent à achever de m'apprendre à lire et écrire. L'abbé Dublot me donna des leçons de latin.

Mme du Buisson était royaliste, elle avait versé des larmes à la mort de Louis XVI, et elle se montrait froide à l'égard des dames qui allaient à la messe des prêtres assermentés. Cependant elle me menait voir toutes les fêtes nationales. Elle m'achetait des estampes représentant grossièrement les généraux illustres d'alors, avec en marge le récit de leurs hauts faits. J'ai ainsi appris à lire avec les noms de Pichegru, Georges Cadoudal, Charette, Jourdan, Moreau, Lannes, Bessières, Desaix, Bonaparte. Après ce dernier, le nom que je remarquais le plus était celui de Charette, parce que ma tante m'avait dit que nous étions parents de ses neveux par ma mère.

Suzanne resta quatre mois chez ma tante avec moi. Un an après ma tante alla demeurer place des Lices, au coin de la rue Porte-Saint-Michel. Je fus alors envoyé chez M. Hazard, rue d'Orléans, près du Pont-Neuf. C'était un ancien chouan, élève du séminaire. Puis chez M. Baré, qui ne brillait pas par la douceur. Un jour il dit à un élève assis auprès de moi : Le feras-tu encore ? — Oui, répondis-je sans lever la tête. M. Baré furieux donne un vigoureux soufflet à mon camarade. Surpris et indigné je me lève : « C'est moi qui ai dit oui. » M. Baré lève sa règle, mais s'arrête parce que je lui observai qu'il ne me frapperait pas deux fois. La victime était Emmanuel Gaudiche, duquel je parlerai plus d'une fois dans la suite. M. Corbière, alors avocat distingué, était le protecteur de la famille Gaudiche. Je fus ensuite envoyé chez M. Blanchard, grand-vicaire du diocèse, qui, par sa prévoyance, rendit les plus grands services. Son école n'avait que le titre d'école secondaire, mais le public l'appelait petit séminaire, et c'en était un, de fait. Tous les professeurs étaient prêtres. M. Blanchard s'établit aux Cordeliers. J'avais alors dix ans et demi. J'entrai en troisième.

Pendant les trois années écoulées depuis mon arrivée à Rennes, les événements s'étaient succédé rapidement. Bonaparte, de premier consul, était devenu Napoléon Ier empereur.

Je fis ma première communion à la paroisse Saint-Aubin. Nous demeurions place des Lices lorsque Toussaint Louverture fut amené en France. Je l'ai vu passer accompagné par des gendarmes.

Lorsqu'on publia le traité de paix avec l'Angleterre, j'étais bien jeune ; je vois encore toute la municipalité avec les écharpes tricolores, M. Laurin, maire, en tête, criant : Vive Napoléon le Grand !

Ma tante me serra dans ses bras en pleurant de joie. La paix, croyait-elle, allait rendre à ses chers neveux leurs biens de Saint-Domingue. Espérance promptement évanouie après la mort du général Le Clerc, beau-frère de Napoléon. On sait que la belle veuve ramena le corps de celui qu'elle avait suivi au delà de l'Océan. Trop jolie pour ne pas oublier, la belle Pauline devint la princesse Borghèze.

La jeunesse de Rennes est par nature turbulente et guerrière. Le manque de commerce fait que tous ceux qui ne se destinent pas au barreau prennent la carrière des armes.

Arrive à Rennes un M. de Thuri. Ce personnage, qu'on a accusé, à tort peut-être, d'être un espion du gouvernement, se mit à fréquenter les cafés et surtout le café Liévaux, qui était le rendez-vous de tous les désœuvrés, et ils étaient nombreux surtout dans la noblesse. M. de Thuri ne tarda pas à se lier avec MM. de Piré, Dupont et de la Bourdonnais. Le jeu qui les rapprocha fut cause de querelles. En ce temps-là et entre gens de cette qualité un différend ne pouvait se terminer que par un duel. M. Dupont se mesura le premier avec le Parisien. Il passait pour bon tireur ; néanmoins il reçut un coup d'épée au travers du corps dont il fut bien heureux de ne pas mourir. M. de la Bourdonnais prit immédiatement sa place. Le combat cette fois eut lieu au pistolet. M. de Thuri, le sort lui étant défavorable, dut essuyer le feu de son adversaire et reçut une balle qui lui fracassa la mâchoire. Il ne fut pas tué. Cette affaire fit du bruit. Pour se soustraire aux poursuites du ministère public, ces messieurs quittèrent Rennes. M. de la Bourdonnais alla servir dans la légion étrangère. En 1823 j'ai revu M. Dupont à Bayonne, il était porte-étendard dans un régiment de cavalerie.

Plus heureux, M. de Piré partit pour l'Italie, se présenta à l'empereur dont il était personnellement connu, et obtint tout de suite un grade supérieur. Il est devenu lieutenant-général, a figuré à

Rennes dans les Cent Jours et en 1830. Je ne sais si son attachemen à son bienfaiteur lui a suscité des ennemis, et s'il s'est attiré par là la haine de la classe à laquelle il appartient par sa naissance; mais je l'ai souvent entendu accuser, surtout de n'avoir qu'une bravoure de circonstance et qui ne se produisait jamais lorsque l'éloignement du chef lui faisait craindre de s'exposer sans profit pour son avancement. On ne peut nier cependant que ce ne soit de la bravoure.

Pendant mon séjour à Rennes je vins une fois à Nantes passer les vacances avec mon frère Benjamin, âgé de 4 ans de plus que moi. Je fus présenté à la famille de Charette de la Contrie dans laquelle j'allai beaucoup ensuite. Benjamin était très lié avec l'aîné, Ludovic. Le jeune Athanase et moi sommes restés liés depuis. Athanase était alors un gros garçon annonçant la force physique et déjà de ma taille, quoique j'eusse près de 3 ans de plus que lui. La famille de Charette possédait à Nantes, rue Basse-du-Château, un hôtel qu'elle habitait l'hiver; elle passait le commencement de la belle saison à la Trémissinière, non loin de Saint-Donatien, et l'automne à la Contrie, tout près de Couffé, vieille demeure et berceau de la famille où est né le général vendéen. Aussi la Contrie était l'habitation de prédilection. La veuve du général n'eut pas d'enfants de lui et se remaria au comte de Lépinay. Toute la gloire du fameux général revint à ses neveux On raconte que lorsque Mme de Charette se remaria, l'employé de l'état civil lui dit : « Si je portais un nom comme celui-là, je ne voudrais pas le changer. »

Je fus invité à aller avec Athanase passer quelques jours à la Contrie. Aller de Nantes à Couffé n'était pas petite affaire. La veille du jour fixé nous vîmes arriver un métayer de Couffé envoyé à notre intention par Mme de Charette. Il avait six bœufs à son véhicule, ce qui n'attestait pas le bon état des chemins. Chacun des six bœufs avait un nom que le métayer répétait tous les uns après les autres, espèce de chant inintelligible et que les oreilles non habituées prenaient pour une langue étrangère. Dans les chemins creux, étroits, bordés de haies épaisses et élevées, il est impossible de reculer, surtout si on descend. Le cri du métayer avertit ceux qui s'avanceraient au bas de ne pas s'engager. Dans la Biscaye espagnole les essieux en bois des charrettes ne sont point

graissés et font un bruit perçant qui remplit le même but. Partis à 10 heures du matin, nous arrivâmes à la Contrie à la nuit tombante : nous avions fait 32 kilomètres en 10 heures. L'église de Couffé est située sur le sommet d'un coteau en forme de pointe, terminé de chaque côté par deux vallons délicieux au fond desquels coulent deux ruisseaux qui confondent leurs eaux au bas du bourg et forment le Gâvre, qui se jette dans la Loire à Oudon. Athanase a depuis fait bâtir un beau château à côté de la maison où est né son oncle, dont il a voulu respecter le souvenir et le berceau. C'était un vieux manoir bâti à plusieurs reprises et sans plan général. On critique beaucoup ces créations anciennes; remarquons cependant que les constructions dont nous censurons l'irrégularité sont celles qui produisent le plus d'effet dans un paysage, avec lequel elles se marient mieux, tandis que les maisons modernes à la forme compassée jurent avec le négligé élégant et sans prétention de la nature.

Je faisais brillamment ma rhétorique lorsque ma mère me rappela près d'elle à Nantes. Je n'obéis pas sans révolte. Ma bonne tante, aussi peinée que son filleul, retint ses larmes et je partis. Ma mère me laissa une liberté illimitée. Ainsi je pus m'absenter plusieurs jours de suite sans avoir prévenu. On supposait que j'étais à la Trémissinière, ce qui était vrai. Un jour, en compagnie d'Athanase de Charette et autres nous faisons une partie dans un canot loué à Barbin. C'était au commencement du printemps, l'eau était haute ; nous décidons d'aller au pont du Sens, conduire notre petite embarcation là où n'avait jamais paru un bateau. Une épithète injurieuse fut infligée à quiconque parlerait de reculer avant le but. Par les détours nous évitâmes bien des obstacles ; mais plus nous avancions, plus le terrain ferme se montrait, puis les branches d'aune ou de saule attestaient qu'avant nous personne n'avait tenté le passage. Sans le dire, le découragement s'emparait de l'équipage, sauf d'Athanase et de moi dont le courage grandissait avec les difficultés. Nous venions de triompher d'un obstacle sérieux lorsqu'à un détour nous nous trouvons en face d'un arbre abattu en travers du ruisseau. On aurait pu le croire mis exprès pour faire un pont ; sa garniture de branches par dessous rendait notre passage impos-

sible. Le silence de chacun était significatif, l'avis unanime était de s'arrêter. Debout sur un banc du trois-ponts, dans l'attitude la plus héroïque, je lançai une de ces harangues capable de fomenter une révolution à Rome ou à Athènes. D'abord quelques signes approbatifs apparaissent, mais les regards s'étant portés sur le saule malencontreux, sa grosseur effraya mon auditoire qui resta sourd à mes plus belles phrases. Indigné, je saute d'un bond sur la prairie : les chaussures enlevées, le pantalon relevé, j'entre dans le ruisseau, me glisse entre les branches, me place courbé sous l'arbre, et me redressant, je montrai à mes matelots ébahis un superbe passage : « Allons, paresseux, aurez-vous au moins le courage de pousser le canot? » Obéi alors comme un capitaine de vaisseau, deux poussent le canot, tandis que deux autres, bravant la fange qui couvrait les branches, soulèvent la tête du saule, ce qui me permet de sortir sans rentrer dans l'eau comme j'avais dû le faire. Par prévoyance nous reposâmes l'arbre de manière que les branches pussent le maintenir dans une position qui nous permît de passer au retour. Nous étions près du pont du Sens, sous lequel nous passâmes triomphants ; les gens du village accoururent nous voir. Le courant aida notre retour. Athanase, avec sa taille élevée, sa vigueur, était toujours pour les aventures. .. Prédestination ! Nous devînmes inséparables. Je lui appris à nager, il était dur au mal, presque indifférent à la douleur. Il était dans son caractère de vouloir réussir tout de suite dans tous les exercices du corps, et presque toujours il y arrivait. J'étais plus prudent, opiniâtre, je préférais avancer pas à pas et plus sûrement. Dès qu'il put se tenir sur l'eau, il voulut se lancer au large. Cette audace me semblait téméraire ; je le suivais avec un canot qui par un faux mouvement de sa part lui passa sur le corps. Il eut le dos écorché. Je sautai dans l'eau pour aller à son secours ; je le vis reparaître aussitôt et gagner la rive avec un sang-froid digne d'un âge plus avancé. Bientôt l'élève fut plus fort que le maître.

On n'élevait pas alors les enfants avec autant de soins qu'aujourd'hui. L'Empire était au plus haut degré de puissance et de gloire, du moins en apparence. La France, au bruit des *Te Deum* et au récit des actions d'éclat, applaudissait sans réserve ; la jeu-

nesse ne rêvait que guerres et combats. On ne croyait pas que supporter la fatigue, s'imposer des privations, fût un mérite : tous les jeunes gens pratiquaient cette vie-là, jugeant comme par instinct qu'elle leur était réservée.

Napoléon a dit : « Tout Français naît soldat. » Tous les Français d'alors s'exerçaient à l'être. On doit admirer les mères de ce temps-là, l'indifférence n étant pas admissible. Lorsque ma mère allait rendre visite à Mme de Charette, elle demandait où nous étions : « Je n'en sais rien, car on vient de les appeler et ils n'ont pas répondu. Suivons, si vous voulez le bord de la rivière, nous les trouverons dessus ou dedans. » C'était exact. Nous n'avions guère de rivaux à la nage ou pour manier un aviron. Nous pouvions défier les plus robustes, surtout lorsque nous eûmes dressé à tenir le gouvernail un petit garçon appelé Marin Béas, élevé par charité chez Mme de Charette. Pauvre Marin ! lorsque son maître qu'il ne quittait guère se mettait à passer sur les murs et les toits, chose fréquente, sans que les bosses dues à sa passion grimpante pussent le corriger, Marin *tirait au renard*, il fallait qu Athanase répétât de sa plus grosse voix : Marin, suis-moi ! Allons, Marin ! — Quand Marin tremblant se cramponnait où il pouvait, n'osant ni avancer, ni reculer, son maître revenait, le saisissait et l'emportait, comme l'épervier fait du petit oiseau qu'il va dévorer. Ce temps a été une des époques des plus heureuses de ma vie.

Ma mère, en me retirant de chez ma bonne tante, interrompait mes études : c'était me fermer la porte du barreau Je suivais à Nantes les cours de mathématiques et de physique au lycée. Mon professeur était M. Galbaud du Fort. Je fus très surpris la première fois que j'assistai à son cours : il mit d'abord son crâne à nu en ôtant sa perruque de ville, et se couvrit d'une autre perruque et d'un bonnet de nuit apportés dans un carton. Sa parole calme et monotone était un véritable somnifère.

Les lettres de ma tante me prouvaient que la pauvre bonne femme ne s'habituait point à mon absence. Bientôt une idée fixe s'empara de moi et aucun plaisir ne put m'en distraire. Ma tante souffrait, je demandai à retourner près d'elle. Après avoir consulté, ma mère me laissa libre. J'écrivis le jour même à ma tante, et

24 heures après je me mis en route à pied. Il faisait nuit et fort mauvais temps lorsque je partis ; j'étais déjà hors de Nantes lorsque je m'aperçus que j'avais quitté la maison maternelle à minuit. Malgré la pluie et le mauvais état de la route, j'avançais, péniblement, il est vrai. A 3 heures j'étais à Gèvres sans avoir rencontré âme qui vive. Je ne m'arrêtai qu'à Bout-de-Bois, 5 lieues de Nantes. Il faisait à peine jour. Cependant l'auberge était ouverte. Je mangeai un morceau et me remis à marcher. Les gens de l'auberge, très étonnés, j'avais 15 ans à peine, vinrent voir quelle direction je prenais. A 8 heures j'étais à Nozai, et à midi j'entrais à Derval, 56 kilomètres de Nantes. Je dînai et dormis 2 heures, et à 7 heures du soir j'arrivai à Bain, 82 kilomètres de Nantes. J'étais fatigué. Je me couchai avec plaisir. Le lendemain je me sentis les jambes tellement raides que je pris un cheval. J'arrivai chez ma tante avant l'heure convenue et vis une voiture à la porte. Ma bonne tante, à la réception de ma lettre, avait été effrayée de me voir lancé sur une route si longue et allait venir au devant de moi pour m'épargner de la fatigue.

J'avais perdu à Nantes un temps précieux. J'entrai chez M. Joüon, avoué. Je comptais suivre l'école de droit et prendre mes inscriptions. Le sort en avait décidé autrement. Ma tante fut frappée d'apoplexie et je la perdis au bout de quelques semaines. Ma douleur fut profonde : je ne pleurai point, mais n'en souffris que plus. Ma mère ne voulut pas me laisser à Rennes. Je fus ainsi arraché à ma vocation, presque au moment où les événements changeant la face de l'Europe, l'épée allait céder la place au talent de la parole, force dominante dans les états constitutionnels.

Je quittai Rennes avec regret, mais sans éprouver, comme dix mois auparavant, le chagrin d'y laisser ma tante aux mains d'une bonne. Je portai son deuil comme le deuil d'une mère dont elle avait la tendresse.

Je passai encore deux ans à Nantes ; mais mon temps ne fut pas employé d'une manière aussi avantageuse à mon instruction qu'à mon plaisir. Je suivais le cours de mathématiques de M. Rollin, petit homme pâle aux yeux pétillants d'intelligence. On ne pouvait mieux démontrer, ni tracer avec plus d'adresse une figure de

géométrie. Il suivait la méthode de Bésoult. Il nous faisait parcourir dans une seule séance toute l'arithmétique, debout auprès du tableau, la craie à la main. Toutes les propositions devaient être démontrées sans écrire un seul chiffre. On appelait M. Rollin le bonhomme Centime, parce qu'on lui attribuait l'invention du système décimal. Ma sœur, qui avait quelques notions de musique, m'apprit à connaître les notes. J'étudiai le violon avec un M. de Latulais, qui avait pour rival un artiste, Carilès.

J'appris aussi à faire des armes. Ludovic de Charette était élève de Moreau, maître remarquable par la beauté de son jeu. La salle Moreau était dans le bas de la rue du Calvaire. Comme ma mère demeurait place du Bon-Pasteur, j'étais voisin de la salle, je me livrai avec passion à ce noble exercice. Grâce à mon application je pus faire assaut au bout de trois mois : dès ce moment je devins le tenant de la salle, de cinq heures du matin à trois heures après-midi, prêtant collet à tous ceux qui voulaient s'escrimer, forts ou faibles. Mes progrès furent rapides ; aussi les meilleurs tireurs prenaient plaisir à les constater. M. Patoureau surtout, qui était plutôt fort tireur que beau tireur, avec une force de poignet rare, ne passait guère de jours sans me boutonner. Il fallait un solide tempérament pour résister à un exercice aussi violent, et ne pas craindre le mal. J'avais tout le côté droit, l'épaule, le bras, la poitrine marbrés par les coups de bouton qu'on ne m'épargnait guère. J'étais devenu insensible, infatigable. Ludovic, quoique inférieur à MM. Boitard et Patoureau, était d'une jolie force. Nous tirions souvent ensemble à la salle et chez lui. Deux fois j'ai failli être victime de son extrême vivacité : la première fois, après l'avoir averti que son fleuret était démoucheté, et croyant qu'il allait s'arrêter, je baissai la main, il me fit à la poitrine une blessure de trois centimètres de profondeur, bien que le quart du bouton existât encore. On peut juger de la violence du coup. La même circonstance se présenta plus tard : cette fois je parai et m'effaçai, le fleuret me passa sous le bras droit et me blessa légèrement les chairs.

A quelque temps de là le pauvre Ludovic fut moins heureux. Il allait quelquefois dans une autre salle où il trouvait un tireur de sa force. Ils se fendirenttous les deux ensemble. Ludovic manqua le

corps, tandis que son adversaire l'atteignait au milieu de la poitrine, et comme Ludovic avait le défaut de jeter le corps en avant, le fleuret se brisa et le tronçon, assez long encore, lui perça la partie droite du cou, passa entre l'omoplate et sortit dans le dos. Il eut la force de se rhabiller et de se rendre à Barbin, d'où il se fit conduire en bateau à la Trémissière. Arrivé là, il se trouva mal. Mme de Charette était à Couffé, le médecin appelé en toute hâte sonda la blessure et déclara qu'il n'y avait aucun danger.

On devait penser que ces trois accidents arrivés coup sur coup durent nous mettre sur nos gardes ou provoquer quelques représentations maternelles; personne n'en eut même la pensée, tant on était convaincu que la jeunesse était destinée à affronter la mort sur les champs de bataille, dans les conspirations ou les affaires particulières.

(A suivre.)



MÉMOIRES D'UN NANTAIS[1]

(Suite).

La salle de Moreau avait aussi ses moments de tumulte. Ce brillant maître d'armes avait fort bon caractère, aimait la plaisanterie, était sans méchanceté et ne se fâchait jamais. C'était presque toujours lui qui commençait par quelques mots piquants en échange desquels il recevait des coups de fleuret sur les épaules. Il avait alors recours à ses seilles toujours pleines d'eau. Il nous les vidait sur le dos avec une dextérité admirable. Cette douche était le signal d'un branle-bas général : fleurets, gants, sandales, masques, tout lui était jeté à la tête au milieu d'éclats de rire sans fin. Il évitait ou parait presque tout avec adresse. Les murs étant dégarnis, nous n'avions plus rien sous la main, il prenait l'offensive et nous pourchassait avec l'eau des seilles, à moins que, nous sentant en nombre, nous nous précipitions sur lui. Sa force était réelle; saisi de tous les côtés, il nous traînait d'un bout à l'autre de la salle ; si un bon mot nous faisait rire, il en profitait pour nous échapper, et gare l'eau s'il en restait. Un jour, le vacarme devint tel que les voisins montèrent, se demandant si les cris étaient sérieux ou pour rire. Revenus au calme, étonnés nous fûmes de voir ce groupe de figures souriantes encadrées dans la porte. C'était le cas de s'écrier comme Mme d'Abrantès, parlant du consulat et de l'Empire : quel temps ! — Sans doute, c'était le bon temps, puisque nous étions jeunes, le trop-plein de vie débordait en fou rire et en luttes qui nous donnaient conscience de nos forces. Pourquoi faut-il que Louis XIV et Napoléon aient abusé des ressources de la France !

Nous étions alors à l'époque de la campagne qui fut terminée par la bataille de Wagram. Un peu de repos, troublé seulement au Sud par la guerre de l'indépendance, accompagna le mariage de l'Empereur avec la fille des Césars. Cette alliance, qui sembla mettre

[1] Voir la livraison d'Avril 1893.

le sceau à la grandeur du chef de la France et qui entraîna tant de royalistes dans son parti, n'ébranla point les de Charette. Dans cette maison, tout le monde resta fidèle à son drapeau et à la ligne tracée par le général indomptable qui mourut si dignement au haut de la place Viarmes à Nantes. On peut dire que la constance, l'opiniâtreté, est une vertu héréditaire dans cette famille : les femmes ont la fermeté, l'abnégation, aucun sacrifice ne les fait hésiter, les hommes sont la bravoure même.

J'ai trop parlé de notre vie sévère et dure pour omettre un fait qui prouvera qu'à Nantes comme à Rennes la jeunesse précédente donna dans des excès, souvent condamnables, mais qui démontrent l'exaltation des idées d'alors. A Nantes s'était formée la Société des sauvages. Dans les environs de la ville avait été louée une maison où ils se réunissaient pour se livrer à leur goût pour la sauvagerie. L'un d'eux, du nom de Goyau, homme remarquable par sa belle taille et sa bravoure, cachait sous une politesse exquise des mœurs détestables. Il est mort sans postérité. Un jour que la fameuse société était réunie, après maintes folies et beaucoup de vin consommé, on décida que pour mériter d'une manière satisfaisante le nom de sauvage, on devait faire un acte si singulier que personne ne pût mettre en doute les sentiments qui animaient la société. On se détermina à tirer le nom d'un des membres qui serait immédiatement mis à la broche, rôti et mangé par ses amis. Le sort tomba sur un gros garçon appartenant à une famille honorable. Il fut immédiatement attaché à une broche et mis à rôtir devant un grand feu. Un camarade fut chargé de tourner et d'arroser le rôti. Malgré les nombreuses libations qui avaient précédé, le patient ne tarda pas à trouver que la plaisanterie allait bien loin et commença à se plaindre de la chaleur. Le camarade lui rappela son serment de mourir en vrai mohican, serment qui lui interdisait toute espèce de plaintes et l'obligeait même à célébrer son trépas par des chants d'allégresse. Le rôtissant goûta peu ces raisons et redoublait ses cris à mesure que le feu bien entretenu prenait plus de force. Le camarade crut devoir l'arroser copieusement avec de l'eau fraîche qui rendit plus cuisantes les douleurs du patient. Enfin, la troupe de ces insensées attirée par les

cris rentra au moment où le rôtisseur dégrisé venait de débrocher le malheureux plus dégrisé encore. Goyau indigné de la lâcheté de ses deux collègues en barbarie leur reprocha leur faiblesse en termes énergiques, ajoutant qu'ils s'étaient déshonorés et que la mort seule pouvait laver l'affront fait à la Société. Saisissant un pistolet il l'appuya contre l'oreille de celui qui ne s'était pas laissé rôtir et fit feu avant qu'on pût deviner son intention. L'arme, non chargée ou mal amorcée, ne partit pas. Cette scène terrible fit réfléchir les sociétaires ; Goyau lui-même demeura épouvanté du meurtre qu'il allait commettre. L'assemblée décida qu'on se bornerait à exercer les prérogatives du sauvage seulement sur les animaux. En conséquence chacun dut se munir de flèches et de carquois. Après s'être exercés au tir, les sauvages dans le simple appareil de la nature se mirent à courir les champs voisins de leur habitation. Tant qu'ils se bornèrent à courir et à sauter les haies, les paysans, bien que scandalisés, se contentèrent de les suivre des yeux ; mais quand ils virent leurs bestiaux blessés par les flèches, ils s'armèrent de fourches et donnèrent une si belle chasse à MM. les sauvages que ceux-ci eurent mille peines à gagner leur demeure. Assiégés dans cette retraite, ils durent payer les dommages à bons deniers. La Société fut bientôt dissoute par l'autorité.

Après deux années passées à m'amuser plutôt qu'à terminer mon instruction, je fus subitement amené à prendre un parti par un décret impérial qui organisait les bataillons de haut bord pour la marine et affectait certains départements au recrutement spécial de ces bataillons. La Loire-Inférieure en fit naturellement partie. D'après les termes du décret, je pus craindre de n'être pas exempté de la conscription par la présence de mon frère sous les drapeaux. Je demandai à entrer dans une des écoles pour la marine fondées récemment à Brest et à Toulon. Le ministre de la marine me répondit assez tardivement qu'il verrait. Me rappelant alors que M. de Fermont, alors ministre des domaines, était un ami de mon père, je lui écrivis pour le prier de me faire entrer à l'Ecole militaire de Saint-Cyr. M. de Fermont me répondit sans délai — en moins de huit jours — en m'envoyant la réponse du ministre de la guerre. Le duc de Feltre promettait de me comprendre sur le premier travail en préparation.

Mieux eût valu pour moi de continuer mes études à Rennes et de suivre une carrière plus indépendante que celle des armes.

Peu de temps après je me présentai à l'École militaire commandée alors par le général Bellavesne. Introduit devant lui je fus tellement intimidé par sa prestance et son air sévère que je ne pus répondre aux questions qu'il me fit, je crois même que je ne les compris pas, bien que je fusse certainement plus fort que lui en mathématiques. Il m'envoya en conséquence à l'école préparatoire de Versailles, tenue par M. de Lavigne, professeur à Saint-Cyr. Je ne saurais dire le chagrin que j'éprouvai de cet échec qui me parut d'autant plus humiliant que le général avait admis d'emblée des élèves qui passaient pour n'être instruits en rien. Reprenant courage je gagnai Versailles et me présentai chez M. de Lavigne avec la lettre du général. Je ne fus pas longtemps à m'apercevoir que tous mes camarades m'étaient inférieurs, sans en excepter même ceux par qui le maître se faisait suppléer. Au bout de quelques jours je demandai à M. de Lavigue à subir un examen. Après un interrogatoire assez long j'obtins d'être mis au nombre de ceux qui ne recevaient des leçons que du professeur, et le 56e jour j'entrai à Saint-Cyr. C'était un succès, car tous mes camarades étaient à l'école préparatoire depuis six mois au moins. M. de Lavigne qui vivait de cela se montra désintéressé et à Saint-Cyr me garda au nombre de ses élèves, prévoyant bien, m'a-t-il dit depuis, que je lui ferais honneur. Il s'est toujours montré bon pour moi.

Que n'ai-je le talent de décrire, de peindre ce que l'Ecole militaire me parut être, l'effet qu'elle produisit sur mon imagination lorsque j'y entrai !...

A l'époque dont je parle, l'Empire était à l'apogée de sa gloire et de sa puissance. Nous étions à la fin de 1811. Napoléon avait un fils qui semblait réservé aux plus hautes destinées. L'Europe, vaincue dans toutes les guerres, subissait le joug. La Russie seule restait debout, encore puissante ; l'Espagne disputait sa liberté aux armées françaises comme elle l'avait fait jadis aux Arabes et, quoique l'affaire de Baylen eût eu lieu déjà, on n'admettait nulle part la possibilité de faire rétrograder l'étoile du grand homme.

L'École militaire était le résumé de l'opinion publique exaltée au plus haut degré sous tous les rapports d'admiration et de dévoue ment à l'Empereur ; ajoutez à cela la discipline la plus sévère, les idées les plus exagérées sur le point d'honneur, un esprit entièrement militaire joint à un dédain pour l'étude qui rappelait les temps où l'ancienne noblesse se piquait de ne pas savoir signer, vous aurez la clef de tout ce qui se passait d'extraordinaire. Cet établissement renfermait huit cents jeunes têtes de 16 à 19 ans, toutes plus folles les unes que les autres et mettant en pratique les idées les plus bizarres avec le sang-froid et le calme le plus parfait. L'École militaire formait un bataillon partagé en 10 compagnies dont une de grenadiers et une de voltigeurs. Lorsque j'y entrai le colonel venait de mourir ; l'état-major se composait de 2 chefs de bataillon, et 5 capitaines classés comme adjudants majors. Chaque chef de bataillon dirigeait 2 ou 3 compagnies, les autres compagnies étaient sous les ordres des capitaines ; mais de fait elles étaient commandées par un sergent-major, 4 sergents, 1 fourrier et 8 caporaux. Tous ces gradés pris parmi les élèves s'acquittaient de ces fonctions avec une habileté et une rigueur remarquables. Malgré bien des bizarreries que je signalerai, la discipline était telle qu'on aurait pu abandonner l'Ecole à elle-même, personne n'eût songé à profiter de l'absence des officiers pour contester aux sous-officiers leur autorité.

Sous les armes, le bataillon en présence du général était commandé par le chef de bataillon de semaine ; à l'exercice c'était toujours un élève. Jamais les officiers ne se mettaient dans le rang; tous les pelotons étaient commandés par les sous-officiers, et à l'exercice par des élèves gradés ou non indistinctement.

Le bâtiment que nous appelions la caserne était celui que Mme de Maintenon avait fait construire pour recevoir les jeunes filles nobles et peu fortunées. La Révolution de 93 lui avait donné une autre destination. Quand Napoléon Ier voulut rétablir une École militaire, il la plaça d'abord à Fontainebleau ; lorsque je fus admis, il y avait déjà plusieurs années que l'École était transférée à Saint-Cyr.

Les divers bâtiments dont se composait la caserne abou-

tissaient à un grand carré auquel attenait un escalier spacieux jusqu'au second étage. Pour atteindre les mansardes dont on avait fait de vastes études, le passage était assez étroit, ce qui en temps ordinaire était sans inconvénient, les élèves étant toujours sans armes pour aller à l'étude. Les rez-de-chaussée étaient occupés par les salles nécessaires aux divers cours d'histoire, de littérature, de mathématiques et de dessin. Les cours de fortifications avaient lieu dans les études déjà mentionnées. Il y avait encore au rez-de-chaussée l'habillement, la lingerie, les magasins. Au pied de l'escalier, sur le vaste carré donnaient les cuisines et deux grandes salles servant de réfectoires. D'autres bâtiments faisant angle droit avec ces derniers étaient séparés par un petit espace; dans chacun d'eux était logée une compagnie. La chambrée était coupée en deux dans sa longueur par une cloison en briques, haute de 4 à 5 pieds. Les lits étaient rangés en ordre de bataille, la tête appuyée à la cloison qui s'arrêtait un peu avant la porte. De sorte que, en ouvrant la porte, on voyait d'un seul coup d'œil tous ces lits parfaitement alignés et toujours faits avec un soin minutieux. Le lit du sergent major était placé à droite ou à gauche en entrant et de l'autre côté celui du fourrier. Les sergents et les caporaux avaient leurs lits placés le long du mur entre les fenêtres et vis-à-vis leurs subdivisions ou escouades. On appelait cela être en serre-file; car toutes les expressions étaient militaires. Les officiers commandant les compagnies s'occupaient peu de la tenue intérieure des chambrées; ils savaient par expérience que cette surveillance de leur part était à peu près inutile par suite de la sévérité inouïe avec laquelle les élèves gradés exerçaient leurs fonctions.

On allait jusqu'à peigner les couvertures de laine et tracer chaque jour des dessins. Un général à qui le commandant de l'École faisait visiter les chambres demanda de quelles manufactures provenaient ces couvertures; grand fut son étonnement d'apprendre que les élèves prenaient chaque jour la peine de les former et surtout que, pour cela et se nettoyer, on leur donnait un quart d'heure tout au plus.

En hiver, on se levait à 5 h. moins un quart pour monter dans

les études. L'été nous étions plus heureux : nous nous levions une heure plus tard et allions immédiatement à l'exercice qui dans la mauvaise saison avait lieu à midi.

Il y avait douze tambours et un tambour major, à moitié sourd. Lui et ses tambours étaient d'anciens soldats, qui avaient pour nous une déférence bienveillante, mêlée de respect. Ils nous considéraient déjà comme leurs supérieurs. La jeunesse inspire toujours de l'intérêt à l'âge mûr. D'ailleurs ils trouvaient leur compte à nous passer des espiègleries dont ils étaient quelquefois victimes, mais dont ils riaient de bon cœur, sans jamais vouloir s'en plaindre. Ainsi, pendant longtemps, un tambour venait battre la diane jusque dans les chambres. Cette mesure avait été ordonnée pour mieux réveiller les élèves. On dort bien à cet âge. Un des élèves jeta son traversin au malencontreux tambour, à la tête duquel arrivèrent à l'instant tous les traversins de la chambre qui s'en donna à cœur joie. Depuis ce jour la diane ne fut battue que dans les cours.

Le général Bellavesne était d'une grande sévérité ; mais il savait distinguer les fautes contre la discipline des malices ne pouvant en rien diminuer l'esprit de subordination qu'il avait su établir dans l'École. Dans cette circonstance il rit beaucoup et ne punit personne.

M. Bellavesne était officier supérieur de l'époque de la République. Adjudant général avec Ney à l'armée dont Jourdan était le général en chef, il eut une jambe emportée. Colonel de hussards il s'était fait remarquer par sa fermeté à maintenir la discipline dans son régiment. Napoléon qui se connaissait en hommes le mit à la tête de l'École d'officiers créée au début de son règne. Le caractère du général était plein de loyauté, de justice et même de sensibilité. Il avait souvent de grands ménagements à garder ; beaucoup de fils de généraux, de maréchaux de France et de grands fonctionnaires de l'Empire lui étaient recommandés d'une manière assez spéciale pour qu'il lui fût impossible d'échapper à une sorte de partialité. Il sentait bien qu'il ne pouvait renvoyer ceux-là que pour des fautes extrêmement graves. Par système de compensation il leur faisait attendre plus longtemps l'épaulette de sous-lieutenant. « Les

protections ne devant leur faire faute, disait-il, ils ne manqueraient pas d'avancement. » Il s'établissait au contraire le protecteur né de l'élève non protégé, et s'il se conduisait bien, celui-là était sûr d'être distingué et récompensé. Son extrême vivacité augmentait sa difficulté à parler, il bégayait beaucoup. Il sut inspirer aux élèves un grand respect pour sa personne et leur inculqua les principes les plus honorables. Non seulement manquer à sa parole était un déshonneur, mais la donner légèrement était une faute grave, et le scrupule à cet égard était tel qu'on avait adopté une autre expression afin d'échapper au danger de l'habitude. Pour arriver à ce résultat le général avait employé un moyen bien simple, il montrait la plus grande confiance dans la parole d'honneur d'un élève.

(*A suivre*).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(*Suite*[1]).

L'abus qu'il combattit avec le plus d'énergie et de constance, sans parvenir à le détruire, fut le duel. Dès qu'il avait connaissance qu'un duel était décidé, il faisait venir l'un des élèves accusés, le menaçait des punitions les plus rigoureuses, et si le jeune homme disait : « Mon général, je m'engage sur l'honneur à ne pas me battre, » le général devenait aussi calme qu'il s'était montré violent et congédiait l'élève avec autant de politesse que s'il eût été son égal, sans manifester l'ombre d'un doute, lui persuadant ainsi qu'il venait de s'élever jusqu'à son supérieur. Il n'y a jamais eu d'exemple qu'un élève ait manqué à l'engagement pris. Le général eut une autre idée qui aurait dû avoir les plus beaux résultats et qui lui causa bien des tourments Dans le but de lier ensemble pour toujours les jeunes gens qui lui étaient confiés, dans le but surtout de procurer à ceux qui n'avaient d'autre fortune et d'autre protection que leur épée un appui pour l'avenir, il leur inspira la pensée de former un ordre de chevalerie dont les statuts lui furent secrètement soumis. Cette mesure produisit d'abord les meilleurs effets. Le général les encouragea encore en prenant les gradés de préférence parmi les admis dans l'ordre. Malheureusement un élève qui briguait l'honneur de la chevalerie fut refusé. Dans son dépit partagé par quelques amis il fonda un autre ordre. Les premiers virent tout de suite que leur institution allait être atteinte par cette rivalité. Il s'ensuivit en effet une guerre acharnée entre les deux ordres, et des duels nombreux dont quelques uns eurent des suites funestes ; plusieurs élèves

[1] Voir la livraison de juin 1893.

furent tués. Le général, consterné, infligea les peines les plus sévères. Le sergent commandant la subdivision, le caporal de l'escouade et le survivant furent chassés ; quelques-uns même furent renvoyés, comme soldats, dans les régiments, si à la conscription ils avaient eu un mauvais numéro. Ce fut en vain, les provocations se multiplièrent ; les duels étaient convenus avec un secret qui les faisait échapper à la surveillance la plus rigoureuse. Les officiers, poussés par leur chef, multipliaient inutilement les rondes de jour et de nuit. Les hommes d'ordre, presque tous gradés et obligés par leurs fonctions de garder les carrés, prêtaient leur concours aux combattants, pour lesquels tous les endroits étaient bons. C'était presque toujours dans les latrines qu'on se battait, la nuit, nus et avec des compas attachés au bout d'un manche à balai. La rigueur du point d'honneur était telle qu'on remarquait le carreau sur lequel chaque combattant mettait le pied gauche, et rompre d'une demi-semelle était considéré comme une lâcheté. Or, une seule action pareille était punie de l'abandon simultané de toute l'école. L'élève ainsi abandonné subissait l'épithète de buson et ne trouvait plus aucune société qui voulût l'admettre. Semblables aux âmes qui n'avaient pu passer l'Achéron, les busons erraient sous un bouquet de bois situé dans la cour dite des élèves. Dans cette cour, tous les élèves de l'école, par fractions de huit, quinze ou vingts ordinairement du même pays, se promenaient en se donnant le bras. Lors de mon entrée, l'école était fortement agitée par une querelle semblable à celle dont je viens d'essayer de donner une idée. L'exemple donné par l'élève refusé dans le premier ordre fut imité plus d'une fois, avec des chances variées. Un des ordres qui fit le plus de bruit fut celui des Séraphins. Ses membres finirent par s'attirer la haine de tous les ordres rivaux, au point que ceux-ci se réunirent et leur firent une guerre si acharnée qu'ils furent obligés de se dissoudre. Le nom de Séraphin devint une épithète insultante. A bout de moyens contre cet élément de désordre, et après avoir exclu des grades tous les élèves reçus dans les ordres, le général alla jusqu'à exiger des gradés la promesse de n'entrer dans aucune de ces associations. C'était en former une nouvelle. Aussi la première querelle entre

un gradé et un des membres des sociétés disgraciées fut une étincelle qui mit toute l'école en feu. Tous les ordres mirent de côté leurs anciennes rivalités et se réunirent contre les gradés, qui ne montrèrent pas moins d'ensemble et de fermeté à défendre leurs prérogatives. On se battait par six et huit chaque nuit, et c'était les sous-officiers et caporaux qui donnaient généreusement à leurs adversaires les moyens de soutenir leurs querelles, car ils étaient maîtres du terrain. La discrétion avec laquelle on agissait empêcha quelque temps le général de connaître l'état des esprits. Jamais son école ne parut plus calme, jamais on ne parut plus attentif à observer les règles de la discipline. Toute idée d'espionnage eût répugné à un cœur aussi noble que celui de M. Bellavesne et n'aurait d'ailleurs eu qu'un succès momentané. Des accidents graves vinrent tout d'un coup révéler au chef un état de choses dont il n'avait pas le moindre soupçon. Deux élèves furent blessés le même jour. L'un d'eux était mort lorsque la nouvelle de ce cruel accident parvint au général. Dans cette pénible circonstance, il ne se contenta pas d'infliger les peines dont j'ai parlé plus haut à tous ceux qui par leur présence ou leur défaut de surveillance avaient pris part à l'affaire ou n'avaient pas su l'empêcher; il envoya en congé extraordinaire dans leur famille ce qui restait d'anciens gradés soupçonnés d'appartenir aux ordres et ceux des élèves qui lui furent signalés par les officiers comme y étant agrégés ou comme susceptibles de concourir à leur propagation.

Ces mesures, et surtout le malheur qui les avait provoquées, rétablirent momentanément la tranquillité; il y eut un instant de calme.

Peu de temps après, la manie des duels reprit avec plus de fureur qu'auparavant, et toujours entre les ordres et les gradés. Ce fut pendant cette recrudescence d'animosité que je fis mon entrée. Je fus frappé de l'air sombre, préoccupé, des membres des différents ordres qui avaient entrepris de soutenir leurs prétentions contre les gradés et de leur faire mettre les pouces. Une espèce de récréation de trois quarts d'heure était accordée après la soupe du soir, et comme, à cette époque de l'année, le jour finissait de bonne heure, surtout lorsqu'il pleuvait, nous ne descendions pas dans

la cour. Toute liberté était laissée aux élèves de se visiter, d'aller d'une compagnie dans l'autre. Les conspirateurs de duels profitaient de ce moment pour s'entendre entre eux et arranger les diverses affaires qu'ils préméditaient pour la nuit suivante. Réunis par groupes, l'œil au guet, de peur d'être surpris par les officiers qui se promenaient sans cesse, ils causaient à voix basse et convenaient avec leurs adversaires du choix des combattants, du lieu, de l'heure, et des moyens de se soustraire à la surveillance des officiers de service. Tout cela avec une gravité et surtout une discrétion difficiles à comprendre dans d'aussi jeunes cervelles. Si j'avais été seul à examiner tout ce qui se passait, je n'aurais rien vu, rien compris. Je fus initié par deux camarades plus anciens, qui m'avaient reçu à mon arrivée et fait admettre dans la société des Bretons. L'un était Normand, fils du général de ce nom.

J'entrai à l'école sous le numéro 3482. Le numéro 3483 était avec moi à Versailles, chez M. de Lavigne : Perrin était un brave jeune homme que j'ai retrouvé en garnison à Brest en 1818. Il était estimé dans son régiment, mais il avait un fond de tristesse dont il me confia alors la cause. Son père, ancien prêtre, s'était marié pendant la Révolution de 93, et Perrin pensait que la Restauration devait lui en vouloir pour cela. Je parvins non sans peine à lui démontrer la puérilité de ses craintes, rien sur ses états de services n'indiquant cette origine exceptionnelle. J'ai eu un autre camarade dans une position analogue. Son père, ancien curé assermenté de la paroisse de Sucé, n'était pas encore oublié quand je suis venu habiter ce pays. Il s'appelait Coudray ; son fils était fort joli garçon, malheureusement très frivole dans ses goûts. Nous nous sommes retrouvés dans le 23e ; j'en reparlerai.

Les deux chefs de bataillon, pendant mon séjour à Saint-Cyr, étaient MM. Fayard et Gossel. Ce dernier commandait particulièrement la 2me compagnie dans laquelle j'entrai et où étaient déjà Normand et Coudray. M. Fayard était Gascon et en avait conservé l'accent au point de dire Moussé, pour Monsieur. Il y avait cinq capitaines, MM. Viennot, Simon, Saget, Merle et Létendart. Ce dernier était d'une originalité telle, que ses dires furent recueillis en une *etendariana*, j'en citerai à l'occasion.

Viennot et Simon ne peuvent être séparés. Ces deux amis dévoués étaient deux anciens braves de la vieille garde que l'empereur affectionnait avec raison. Ils étaient entrés à l'Ecole comme sous-officiers instructeurs, avec le grade d'adjudants. On connaissait Viennot sous le nom de « Robustus ». Simon, grand, mince et sec, parlait du nez, on l'avait surnommé « Pisse-froid ». Tous les deux tireurs très forts : Viennot à la contre-pointe, Simon à l'épée. Quiconque insultait l'un avait affaire aux deux ; le choix de l'arme décidait du combattant. Instructeurs consommés, ils aimaient l'exercice avec passion. Bien qu'ils connussent leur métier dans la perfection, ils passaient tous les deux pour ne savoir ni lire ni écrire. De fait, lorsqu'ils procédaient à des examens théoriques, soit pour admettre au peloton, au bataillon, soit lors des concours pour les promotions, ils n'avaient jamais de livres, et personne n'interrogeait avec plus de sévérité et d'intelligence. Simon surveillait plus spécialement les exercices de détail, jusqu'à l'admission au bataillon exclusivement ; Viennot s'occupait de l'école de bataillon.

M. Saget était un officier de la ligne laissé pour mort sur le champ de bataille, où il avait reçu je ne sais combien de coups de bayonnettes dans la poitrine et dans le cou. Il fut envoyé à l'Ecole militaire après la guérison de ses blessures. C'était bien le meilleur homme de la terre, quoiqu'il nous répétât souvent : « c'est que je suis méchant, moi, très méchant, moi, très méchant, entendez-vous. » « Personne ne le croyait et chacun de nous l'aimait comme un père, ce brave capitaine.

M. Merle sortait d'un régiment d'infanterie légère ; il était lieutenant, à Wagram, où il perdit un bras, après s'être distingué et avoir été décoré sur le champ de bataille.

Je ne sais ce qui avait valu à Létendart son envoi à l'Ecole, il était dans la force de l'âge et ne paraissait privé de l'usage d'aucun membre. Il passait pour avoir de beaux états de service. Tous ces officiers étaient décorés, et l'avaient bien gagné, inutile de le dire ; c'était la règle alors, règle à peu près sans exception.

Il y avait en outre un chef de bataillon d'artillerie, un capitaine du génie, plusieurs sous-officiers et caporaux d'artillerie ; j'en parlerai plus tard.

L'échec subi à mon début et, dont la conséquence fut 56 jours perdus à Versailles, m'avait servi de lecon ; je résolus de ne plus perdre de temps, afin de ne pas faire un long séjour à Saint-Cyr. Nombre de romans couraient l'École en cachette ; j'en avais heureusement beaucoup lu déjà et savais qu'après cette lecture il est difficile de se livrer à un travail sérieux. Je résolus d'y renoncer complètement, et je n'en ai pas lu un seul pendant mes onze mois d'école.

Je suivis le cours de littérature de M. Pesseau, professeur sévère mais juste. S'il lisait les compositions, c'était toujours sans faire connaître le nom de l'auteur, dont l'amour-propre n'avait point ainsi à souffrir de la critique, même la plus juste. La première fois que je subis cette épreuve, nous eûmes pour sujet le récit de la bataille de Fontenoy, M. Pesseau loua mon style, déclarant que son élève n'était pas à son coup d'essai et avait l'habitude d'écrire. J'en conclus que mes camarades n'étaient pas de première force.

En fortification j'échus à M. Savard, auteur du traité suivi dans l'Ecole. M. Savard était un excellent homme, à la santé chancelante. Voyant mon exactitude et mon amour du travail, il me prit en affection et me chargea de le remplacer dans les démonstrations et les explications dont la longueur le fatiguait. « Ecoutez-le, disait-il aux élèves, ce qu'il dit et la manière dont il le dit n'est point inférieur à ce que je ferais moi-même. »

En histoire j'entrai chez M. de la Courcelle, homme aussi bon que M. Savard, aux yeux pétillants d'esprit et aux paroles toujours aimables. Son cours était le rendez-vous de la bonne société. Cette aristocratie de l'Ecole se composait des gradés et de tous ceux qui jouissaient des privilèges accordés aux galons qu'ils avaient portés.

(A suivre.)



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(*Suite*[1])



Les professeurs en général, offrant peu de garantie au maintien de l'ordre et de la discipline, avaient près d'eux un sergent ou un caporal qui prenait note des punitions infligées, ou qui suppléait largement à leur manque de sévérité. A mon arrivée il n'était bruit que des connaissances historiques de Gense, élève du premier cours de M. de la Courcelle. Mon ambition excitée par cette réputation, je voulus égaler Gense ; je n'avais antérieurement suivi aucun cours d'histoire ; j'avais beaucoup lu et mes études avaient ajouté quelques connaissances chronologiques, sur lesquelles pourtant je me sentais faible. Doué d'une heureuse mémoire, j'espérai qu'en écoutant attentivement je mettrais de l'ordre dans mes idées et atteindrais mon rival. Plusieurs jours se passèrent avant qu'on interrogeât les nouveaux ; les réponses des anciens étaient généralement pitoyables ; l'un d'eux répondit qu'Alexandre était le fondateur de Rome. Le bon M. de la Courcelle, à qui parfois on ne répondait rien du tout, incapable de froisser un élève, dit en se rongeant les ongles : « C'est bien, cependant je crois entendre quelqu'un souffler que c'est Romulus, et je pense que ce quelqu'un a raison. » Après cette petite scène qui fit rire même ceux qui auraient dit la même balourdise, le professeur annonça qu'il désirait faire connaissance avec les arrivants. Je fus le second appelé Le premier avait répondu d'une manière passable, avec hésitation. Je pensai qu'il fallait mieux pour atteindre à la hauteur de Gense. Je répondis avec précision à la question posée par le professeur, et sans en attendre une seconde je repassai avec méthode tout ce qui

[1] Voir la livraison de juillet 1893.

avait rapport au sujet et m'arrêtai lorsque je crus l'avoir épuisé. Dès mes premières phrases j'aperçus un mouvement de tête approbateur de M. de la Courcelle. Me voyant continuer, sa main resta en l'air, toute sa physionomie exprima l'étonnement, la satisfaction, sa main s'abaissa peu à peu, un profond silence se fit dans la salle où se trouvaient plus de 200 élèves. Sentant tous les regards attachés sur moi, j'eus un moment d'émotion; enfin je me remis et parlai pendant un bon quart d'heure. Lorsque je cessai on entendit un murmure d'approbation. « Bien, très bien, dit le professeur, ne pourriez-vous continuer. Ces messieurs et moi nous vous écouterons avec plaisir, si vous n'êtes pas fatigué. — Non, Monsieur, lui dis-je, je me suis arrêté par discrétion. » Et je repris mon récit qui continua jusqu'au roulement de tambour annonçant la fin de la classe. Comme nous sortions, je me sentis presser la main par Perrin qui les larmes dans les yeux me félicita de mon succès. Au même instant une main moins amicale me saisit le bras. C'était le caporal surveillant de la classe : « Conscrit, me dit-il avec un air rustique qui m'effraya presque, il paraît que vous êtes un *sinus* en histoire, hein? » Ces paroles étaient de l'hébreu pour moi peu familiarisé encore avec le langage de l'école. — « Allons, suivez-moi, M. de la Courcelle veut vous parler. » Le professeur était entouré de toute l'aristocratie à laquelle il donnait les nouvelles du jour, sans oublier les bruits de guerre qu'il savait toujours agréables aux oreilles de ses jeunes auditeurs. Avec beaucoup de peine mon conducteur me fit parvenir jusqu'à M. de la Courcelle, et me présenta en disant : « Monsieur, v'là le conscrit que vous demandez... Eh bien ! qu'est-il donc devenu, ce gueux-là?... Ah ! le voilà. » « Monsieur, me dit le professeur en me prenant la main, je suis enchanté de vous avoir dans mon cours. Continuez, avec un peu de travail et de persévérance vous arriverez à bien savoir et surtout à bien dire. » Il m'interrogea sur mes études précédentes et me congédia après beaucoup de paroles bienveillantes que je n'ai pas oubliées ; ce moment a été un des plus flatteurs de ma vie. Ma réputation fut faite du premier coup.

Comme toute médaille a un revers, je ne jouis pas de mon triomphe

sans inquiétude. En montant l'escalier au milieu de la foule qui l'encombrait, j'entendis le dialogue suivant : « Dis donc, es-tu allé chez La Courcelle aujourd'hui ? — Non. — Pourquoi ? — Ah pourquoi... je vais te le dire pourquoi. Imagine-toi, mon cher, qu'on a interrogé les conscrits. — Eh bien, après ? il faut bien qu'on les interroge, ils ne seront toujours pas plus bourriques que les anciens, je pense, à commencer par toi ! — C'est vrai, je ne suis pas fort en histoire, ni n'ai envie de le devenir, mais laisse-moi donc dire. Imagine-toi qu'il y a un de ces gueux de conscrits qui a parlé pendant au moins deux heures. On aurait dit Gense, et même... je crois que c'était un peu mieux. Ah ! si je le tenais, quelle presse nous lui donnerions ! — Je ne vois vraiment pas le sujet de ta colère ; tu peux bien rester ignorant et lui *sinus*, peut-être ? — Pas du tout. Ne vois-tu pas que si le nombre des savants va ainsi en augmentant, les ânes pourriront à l'école ? — Té pas si bête pour un ancien. Je commence à comprendre et je suis d'avis de donner la presse le plus tôt possible.

Or la presse était un moyen ingénieux d'étouffer, ou à peu près, l'élève auquel on en voulait, souvent pour des motifs tout aussi justes que celui rapporté plus haut. Au plus vite je m'éloignai de mes peu bienveillants voisins, me promettant de faire connaissance avec eux le plus tard possible.

Peu après mon entrée à l'école, mon ami Normand eut un duel. Les deux combattants couchaient près de moi et cependant je n'appris l'affaire qu'en voyant l'adversaire de Normand très souffrant du coup de compas qu'il avait reçu dans la poitrine. J'étais trop nouveau pour qu'on daignât me mettre dans la confidence. Discrétion incompréhensible dans ces têtes dont chaque affaire prouvait la légèreté. Le pauvre blessé souffrit horriblement pendant huit jours, sans dire un mot, ne manquant à aucun exercice, à aucun cours : son avenir en dépendait. Sa pâleur et son attitude gênée dénotaient seules et malgré lui sa douloureuse position.

Peu à peu je me mis au courant des usages et des termes de l'école. Je me familiarisai avec le langage excentrique des anciens. Les diverses obligations de service qui m'incombaient se classèrent dans ma tête, je pus y voir un peu clair dans ces détails qui avaient d'abord été pour moi un ténébreux chaos.

Tous les trois mois le général visitait les divers cours et présidait lui-même, surtout en mathématiques, à l'admission des élèves dans la première classe et à leur exemption de certains cours. En agissant ainsi, M. Bellavesne remplissait rigoureusement ses fonctions; si tous ceux qui étaient sous ses ordres avaient tenu leurs obligations, la grande masse des élèves eût été plus instruite. Il n'en était pas ainsi. Presque tous les professeurs, les uns par faiblesse, les autres par faux amour-propre, s'entendaient avec les élèves pour tromper le général. Le sévère M. de Lavigne lui-même savait faire causer M. Bellavesne et distraire son attention s'il y avait au tableau un ignorant qu'il voulait faire avancer.

J'étais à l'école depuis six semaines environ lorsque arriva l'époque des examens pour l'admission aux cours de 1re classe. M. Pesseau nous fit composer. Aussitôt après nous avoir dicté le sujet à traiter, il s'absenta, et par une exception dont j'ignore la cause, la police resta confiée au capitaine Létendard, dont je commençai ce jour-là à connaître l'excentricité. Tout en nous recommandant le silence et une attention exclusive à ce que nous avions à faire, il entretint la conversation avec tous ceux qui préféraient ce genre d'occupation à celui qui devait les faire admettre dans le 1er cours de littérature. Bien résolu à ne rien négliger pour hâter une sortie de l'école, trop nouveau d'ailleurs pour me permettre de prendre part à cette causerie, je m'occupai sérieusement de ma composition, et ce ne fut qu'après l'avoir bien lue plusieurs fois et l'avoir remise au capitaine Létendart que je pus me livrer au plaisir de l'entendre.

Sous le rapport de l'esprit Létendart eût été un homme ordinaire sans cette manie de montrer une instruction dont il n'avait pas même les premiers éléments. Il s'efforçait d'acquérir et, il faut le dire, il y mettait une persévérance digne d'un meilleur succès. Livré à lui-même, marchant au hasard, sans méthode e sans principes, recueillant çà et là, dans l'étude du français à laquelle il avait senti le besoin de s'adonner plus spécialement, des expressions qu'il employait sans discernement, il prenait pour base de toutes ses phrases les participes ayant ou étant et les fourrait partout. Les rapports concernant les punitions infligées

par lui contenaient invariablement la même expression. C'était toujours pour *ayant* ou pour *étant* qu'on était puni.

M. Pesseau me fit passer en première de littérature dont je fus exempté trois mois après avec d'excellentes notes. Ces notes ne me furent pas inutiles lorsque s'ouvrit l'examen pour les aspirants au grade de sous-lieutenant. Les choses se passèrent de même en histoire. En première, je fis connaissance avec Gense qui, loin de me jalouser, fut très aimable et me recommanda à l'aristocratie du cours de M. de la Courcelle. Notre bon professeur, enchanté de nous voir assis près l'un de l'autre et disposés à nous faire briller mutuellement, nous en félicita publiquement. Depuis, M. de la Courcelle n'a jamais négligé de nous donner des témoignages d'intérêt, et après le départ de Gense, il me continua une affection dont j'ai gardé le souvenir.

Rien dans ce monde ne peut se passer sans inconvénient. J'eus donc à subir les tracas inhérents à la réputation de *sinus*. Après avoir heureusement échappé à la presse, je me trouvai en butte aux sollicitations de bon nombre d'élèves me jugeant digne de répondre pour eux lors des examens. La position était embarrassante : d'un côté la crainte de me faire des ennemis en refusant, de l'autre le danger d'être reconnu. Par cette dernière raison je me débarrassai d'une bonne partie des solliciteurs. Pour Coudroy, qui appartenait à un autre professeur que moi, je crus ne pouvoir refuser et je faillis en être victime. Je me laissai fort mal à propos entraîner à une discussion sur l'histoire de Bretagne. Le professeur piqué de mes réponses qui l'embarrassaient un peu finit par me dire : « Qui êtes-vous donc, Monsieur, pour montrer tant d'assurance? — Je suis Breton, répondis-je, heureusement sans me nommer. » Le professeur loua cette affection pour ma province, et tenant à me prouver qu'il n'avait pas tort, il donna plusieurs raisons que je n'eus garde de combattre. Cette leçon me rendit plus circonspect dans les actes de dévouement souvent forcé dont je parlerai.

Je passai au bataillon au bout de quelques mois, le commandant Gossel appréciait ma volonté de bien faire. Peu de temps après, je devins voltigeur. L'école venait de subir une nouvelle organisation : les compagnies d'élite avaient cessé d'être en chambrées spéciales,

sous les armes seulement elles figuraient à la droite et à la gauche du bataillon. Voltigeur depuis quelques semaines, je passai caporal; puis M. Gossel qui m'avait pris en affection voulut m'avoir comme sergent dans une compagnie de nouvelle formation. Cette compagnie, n° 10, alla occuper l'ancien logement des voltigeurs, où l'on venait d'y faire des réparations urgentes et resta avec la 2e sous le commandement de M. Gossel. J'en fus très content. Dès ce moment mon existence devint fort agréable. A l'école être sergent, c'était jouir de grands privilèges comparativement au reste des élèves. Un sergent était un grand seigneur. Je n'étais pas encore sergent lorsque Normand et Guillot de la Poterie furent nommés officiers. Normand, devenu par ancienneté le chef de notre société des Bretons, nous fit ses adieux, il prédit mes succès et finit sa harangue en disant avec une gravité superbe : « Conscrits, continuez à soutenir l'honneur de la Bretagne. Autrefois l'amitié unissait tous les Bretons. Un jour, pour des causes que les anciens ne m'ont pas transmises, il y a eu scission. Réunissez-vous de nouveau, j'ai préparé les voies et me suis entendu avec Delfaut, le chef de l'autre société : il sera le vôtre jusqu'à ce que mon ami — Normand me touchait l'épaule — ait les galons de sergent, ce qui ne tardera pas. »

(A suivre.)



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(*Suite*)[1].



Les ordres de Normand furent exécutés le jour même de son départ. Delfaut, notre chef par ancienneté, voulut que de ce jour j'aie la même autorité que lui, et lorsque j'eus les galons de sergent nous continuâmes à vivre en bons camarades : rien ne fut décidé par l'un sans l'approbation de l'autre.

Le dessin au lavis était ma partie faible. Mon professeur, M. Alm, un Alsacien, était aussi bon que le bon M. de la Courcelle. Pour rien au monde il n'eût voulu faire de la peine à un élève. J'étais loin d'être un de ses meilleurs ; mais comme il n'avait jamais eu à se plaindre de mon assiduité, ce fut tout peiné qu'il m'apprit que mes dessins étaient égarés et que le seul moyen de réparer ce malheur était de m'adresser directement au général à qui il parlerait en ma faveur. Un jour donc que le général était venu voir manœuvrer le bataillon, je demandai la permission d'aller lui parler. Quelques minutes s'écoulent vite, et malgré mes excellentes jambes, je ne pus rejoindre le général qu'au moment où il mettait le pied sur la première marche de ce que nous appelions la caserne. Tout essoufflé, je dis pour l'arrêter : « Mon général... » — Il se retourne et me regardant : « Ah ! que... que voulez-vous, Monsieur ? » — Voyant mon impossibilité de lui répondre, il reprend : « A... allons, nous avons couru comme un fou... reprenez haleine... » Dès que je fus un peu reposé, j'exposai ma demande et surtout ma crainte que la perte de mes dessins ne me privât des bénéfices du prochain concours.

— Combien avez-vous d'Ecole, me dit M. Bellavesne ?

— Neuf mois, mon général.

— Ah ! c'est bien peu... mais nous sommes un bon sujet. Je suis content, très content de vous... Vous êtes bien jeune d'Ecole.

[1] Voir la livraison d'Août 1893.

Neuf mois !... C'est bien peu. Enfin, en raison de votre bonne conduite et des bonnes notes que m'ont données tous vos maîtres, je vous accorde l'exemption que vous sollicitez. Allez, mon ami.

J'étais à peine de retour au bataillon que le sergent de planton chez le général m'apportait mon exemption.

A peine nommé sergent, je dus payer tribut aux préjugés. J'avais consigné un ex-caporal qui voulait passer pendant que je faisais gratter l'escalier. Un de ses amis vint m'apprendre les droits du coupable et me sommer d'annuler la punition ou de lui en rendre raison. Suivant les us et coutumes de l'Ecole les galons d'or ne devaient rien à des galons de laine. La question, posée devant les 4 grosses têtes de la société : Delfaut, Hervouet, Coudroy et moi, fut résolue dans ce sens. Je fis alors observer qu'aussi peu ancien de grade et même d'Ecole je devais plus qu'un autre prendre grand soin de ma réputation, que je croirais mal répondre aux dernières recommandations de Normand en me retranchant derrière ma dignité, la réputation des Bretons devant être soutenue dignement. Mes raisons approuvées, je me battis. Mon adversaire reçut deux coups de compas dont un assez dangereux entre les côtes, il chancelait, je baissai la main, croyant le combat terminé. Grande imprudence : par un mouvement nerveux, naturel à un homme gravement blessé, il me perça la joue droite. Il pouvait m'éborgner. Nos témoins firent cesser le combat et emmenèrent l'ex-caporal qui pouvait à peine marcher. Néanmoins ses blessures n'eurent pas de suites fâcheuses. J'étais bien meilleur tireur que lui, il le dit très franchement, ajoutant même que si j'avais voulu je pouvais le maltraiter cruellement.

J'avais encore, passée sous le menton et attachée sur la tête, une cravate de soie noire sous le prétexte de mal aux dents, mais en réalité pour cacher ma blessure à la joue, lorsqu'on nous fit prendre les armes pour reconnaître le général Meunier, le nouveau chef de l'Ecole de Saint-Cyr. M. Bellavesne était récemment nommé par l'Empereur inspecteur général des écoles de Saint-Cyr, Saint-Germain et la Flèche. On me donna le commandement de tous les élèves non admis au bataillon, à moi qui ne pouvais sans douleur ouvrir la bouche. Il fallut surmonter le mal, car le général était capable de me faire arrêter immédiatement pour montrer à son

successeur comment il fallait traiter les duellistes. On ne fit, ou on ne voulut pas faire attention à moi, et j'en fus quitte pour quelque souffrance.

Peu de temps après, une nouvelle affaire me tombe sur les bras. Coudroy, d'une violence qui en faisait un élève assez difficile à mener, surtout depuis qu'il était caporal, refuse obstinément d'obéir à un sergent-major appelé Dumirail qui le consigne. Coudroy exaspéré voulut lui en demander raison ; je dus l'accompagner, sans cela Dumirail avait le droit de le dénoncer aux officiers de service. Comme il était facile de le prévoir, celui-ci déclara ne pouvoir se battre avec un caporal, mais n'avoir rien à refuser à un sergent. Il y eut partie carrée : un ami du sergent-major ayant une affaire demanda à profiter de nos moyens d'échapper à la surveillance des officiers. Les deux adversaires portaient presque le même nom : Ladevèze et Devèze. Ladevèze reçut en pleine poitrine un coup terrible, il pâlit affreusement et aurait peut-être étouffé si son adversaire, suivant l'usage, ne se fût empressé de sucer la plaie. Nous en fûmes pour une peur effroyable.

J'avais blessé Dumirail à la cuisse, il offrit de continuer si nous n'étions pas satisfaits ; devenu réservé, je m'en rapportai à la galerie, puisque je me battais pour un autre. Cet autre ne se montra pas très délicat, seul sur 6 il demanda la continuation du combat ; sa demande fut mal accueillie.

Le temps de ma sortie approchait et aussi l'époque des examens. L'affaire de Coudroy m'avait dégoûté de cette vie aventureuse qui pouvait compromettre mon avenir. Perrin, particulièrement recommandé au capitaine Simon, sut par lui que nous avions tous été découverts. On ne donnait pas suite à l'affaire à cause de Dumirail et de moi, la conduite des deux étant irréprochable. Au bout de peu de temps on saisit un prétexte. Coudroy fut puni et cassé. Coudroy voulut encore que je passe pour lui en fortification. Ce garçon que j'avais connu chez M. de Lavigne était pour moi une fatalité à laquelle je n'avais pas le courage de me soustraire. Nous ne suivions pas le même cours, ce qui semblait rendre moins dangereux le service qu'il demandait avec instance. Je promis. Malheureusement, M. Savard tombé tout à fait malade, ses élèves durent se joindre à ceux de M. Bléry, peut-être le plus rigide de l'Ecole.

Sans retard M. Bléry commence les examens. Coudroy appelé le 2e reste muet. Il allait être porté manquant, lorsque, forcé par ses signes de colère et de détresse, je réponds : « Présent. » Le surlendemain je suis appelé pour mon compte. En me voyant me placer au tableau le sévère professeur dit : « Ce n'est pas vous que j'ai appelé, vous avez déjà passé. » — Sur un signe de dénégation de ma part il ajoute : « Vous êtes Coudroy, je vous ai interrogé avant-hier. vous avez bien répondu, je vous ai donné le no 2. — Vous faites erreur, Monsieur, je ne suis pas Coudroy, la preuve est que si vous avez la bonté de m'interroger, vous me donnerez le no 1. »

Cet excès d'audace démonte M. Bléry ; fronçant les sourcils, il me regarde fixement et dit : « Ah ah ! c'est ce que nous allons voir, vous êtes présomptueux. »

Non, en ce moment ce n'était pas présomption : c'était conscience de ma situation, je me sentais perdu si je ne payais d'effronterie. L'examen fut long, rigoureux. Le maître irrité n'aurait pas été fâché de me donner une bonne leçon ; enfin mes réponses le satisfaisant, sa mauvaise humeur se calma — il n'était pas homme à se venger par une injustice — il se montra plus aimable que je n'avais droit de l'espérer. « Vous avez dit vrai, me dit-il, je vais vous donner le no 1 ; c'est d'autant plus flatteur pour vous que j'étais peu disposé à le faire. » En écrivant mon nom, il lève la tête : « Seriez-vous l'élève auquel M. Savard confiait son cours depuis quelque temps? — M. Savard m'a quelquefois chargé de ce soin — Et vous vous en acquittiez parfaitement, je me rappelle votre nom, M. Savard m'a souvent parlé de vous. Il vous a voué une réelle amitié. Que ne le disiez-vous? — Ne me serais-je pas montré peu digne de la bonté de M. Savard, si j'avais, sans son aveu surtout, invoqué l'intérêt qu'il veut bien me porter, pour me soustraire à un examen ? — Bien, voilà qui est très bien. Vous méritez l'amitié de votre professeur. Je ne puis vous donner mieux que le no 1, mais j'y vais ajouter une note. »

Ainsi se termina cette petite affaire qui pouvait avoir de très fâcheuses conséquences.

Les examens concernant l'artillerie étaient du ressort des officiers et sous-officiers appartenant à cette arme qui, par ordre spécial de l'Empereur, devait être théoriquement et pratiquement connue

des élèves. Depuis plusieurs mois tous ceux admis au concours étaient organisés en détachement dit d'artillerie et suivaient avec exactitude un cours pratique de manœuvres, passant alternativement des pièces de 4, 6, 8, à celles de siège et au service des obusiers et des mortiers. Chaque détachement défaisait et refaisait un épaulement et une redoute. Le tout se terminait par des exercices à feu, les élèves se montraient souvent adroits. Un cours d'artifice pratique complétait notre instruction. Enfin venaient les examens. Rien de plus terrible pour ceux qui n'avaient pas l'habitude du travail : ils avaient pour seules connaissances ce qu'ils avaient retenu des explications pendant les manœuvres. Depuis longtemps toutes mes soirées étaient consacrées à l'étude de la théorie de toutes les branches si variées de l'artillerie : manœuvres de force, des mortiers, des obusiers, des pièces de campagne et de siège, la nomenclature de toutes ces pièces et ce qui concernait l'artifice. Lorsque je me crus un peu ferré, je me réunis à deux élèves réputés intruits ; Grancour et Imbert. Nous procédâmes à des examens sérieux qui nous furent d'une grande utilité et nous donnèrent beaucoup d'assurance. Bien m'en prit, car je tombai entre les pattes de Buzey et Valet, deux artilleurs qui, sans savoir ni lire ni écrire, connaissaient leur théorie mieux que bien des officiers très instruits. Pendant deux heures, ils me mirent à la torture, demandant beaucoup de choses non inscrites dans les livres de théorie. Heureusement Grancour, Imbert et moi avions retenu et répété les explications données sur le terrain. Sans cela Buzey et Valet aimaient avec trop d'amour ce qui leur était personnel pour admettre la moindre observation. L'examen fut tel, que 15 ans après maître Buzey se le rappelait.

Au bout de quatre mois et demi, M. de Lavigne m'avait fait exempter des mathématiques ; je me trouvai donc assuré de sortir avant peu avec l'épaulette de sous-lieutenant. Une très légère indisposition, dont je n'eus pas fait le moindre cas huit jours auparavant, me donna l'idée d'entrer à l'hôpital. Le major, après m'avoir examiné, me regarde de côté : « Etes-vous du concours ? — Oui, major. — Vos examens sont finis ? — Oui, major. — C'est cela, vous voulez vous mettre à l'abri de méchantes affaires qui pourraient compromettre vos épaulettes » — et, se penchant à

mon oreille sans vouloir écouter ma réponse : « Nous connaissons ces ruses-là, M. le sergent, et... je vous admets. »

Avant d'entrer à l'hôpital, j'appris que ma sortie était certaine. Un élève chaudement recommandé au major du génie (lieutenant-colonel) directeur des études dînait un jour chez le gros major. Celui-ci, en parcourant divers papiers, lui dit : « Tenez, vous voyez ce nom-là. Si vous aviez les notes qu'il a, je vous ferais nommer officier, bien que vous n'ayez que trois mois d'Ecole. »

Je n'étais pas inconnu à l'hôpital où j'avais été plusieurs fois de planton comme sergent. Ce service consistait à maintenir l'ordre et surtout à faire respecter les sœurs, trop bonnes en général pour empêcher les abus. Il y avait cinq sœurs dont la Supérieure, une à la pharmacie, une à la lingerie et deux aux malades partagés en blessés et fiévreux. Les sous-officiers aimaient le serservice de l'hôpital. Ils y restaient vingt-quatre heures, pendant lesquelles on ne leur épargnait ni le pain blanc frais, ni les pruneaux et autres friandises. Ils pouvaient même en faire provision pour régaler leurs amis. Il suffisait de se montrer un peu sévère lorsque le médecin venait faire sa visite. La tâche était facile dans la chambre des fiévreux, la chambre des blessés était plus difficile à mener. Sans montrer une grande sévérité, j'avais assez bien réussi à maintenir l'ordre ; comme ancienne connaissance, je ne fus pas astreint à la diète de rigueur.

En disant qu'un sergent était nécessaire pour faire respecter les sœurs, il ne faut pas entendre qu'aucun de nous eût voulu leur manquer d'égards, leur bonté inépuisable et leurs soins maternels inspiraient trop de reconnaissance, c'était l'exécution de leurs ordres qui avait besoin d'être assurée par une autre autorité.

A l'hôpital n'existait pas l'étiquette militaire qui donnait à l'Ecole une physionomie à part ; physionomie peu en rapport avec les jeunes et joyeux visages de ceux qui affectaient dans toutes leurs actions la gravité des vieux soldats. Le costume militaire y était même banni ; tous les malades portaient uniformément le pantalon, le gilet et la longue robe de chambre en laine blanche, avec le bonnet de coton blanc.

Dans la chambre des blessés principalement se tramaient les espiègleries contre les sœurs. Ces malices dépassaient rarement

les limites des convenances; aussi les sœurs étaient-elles les premières à en rire et à les raconter à la Supérieure pour laquelle c'était un réjouissant délassement. La Supérieure était appelée « *ma Mère* » par les sœurs comme par les malades. Un de ceux-ci, à l'hôpital depuis longtemps pour un mal au pied, imitait parfaitement la voix de la Mère. Lorsqu'il voyait une sœur bien occupée au second, il descendait et l'appelait. La sœur, croyant être appelée par la Mère, s'empressait d'accourir prendre ses ordres. « Vous êtes encore victime de sa malice, disait la bonne vieille en souriant, je ne vous ai point appelée. Faites-le descendre que je le gronde. » Le coupable venait d'un air bien humble, on le menaçait du sergent, en lui faisant promettre de ne plus recommencer, et après lui avoir dit qu'il était un mauvais sujet, on lui donnait des pruneaux pour l'encourager à se corriger. Lui s'en allait bien déterminé à mériter plus tard la même punition. Les sœurs étaient au courant de toutes les expressions usuelles de l'Ecole et ne manquaient point de s'en servir, ce qui avait bien son originalité. Elles auraient bien voulu nous inspirer de la piété, souvent elles y perdaient leur temps. Le moyen employé avec le plus de persévérance était la prière du soir : « Un tel, dites la prière. — Volontiers, ma sœur, si vous me donnez des pruneaux. — Mais, Monsieur ? — Ma sœur, donnez-moi des pruneaux ou je ne dirai pas la prière. — La bonne sœur mettait la main dans la poche de son tablier blanc et donnait des pruneaux au récalcitrant. Celui-ci commençait la prière, personne ne répondait. — Répondez donc, messieurs. — Non, ma sœur, disait-on en chœur, si vous ne nous donnez pas des pruneaux. » La pauvre sœur vidait ses poches en leur répétant qu'ils étaient des vauriens, que le bon Dieu les punirait, et la prière se disait d'une manière exemplaire.

(A suivre.)



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(Suite).

J'étais à l'hôpital lorsqu'un matin le sergent de planton vint afficher la liste du concours. J'étais en tête avec Grancour. Le capitaine de service en me complimentant me dit de la part du général que tout ce que je demanderais serait accordé aussitôt ma rentrée à l'Ecole. Tous mes camarades et aussi les excellentes sœurs me félicitèrent. Le lendemain je leur fis mes adieux. La liste était affichée partout, mes amis m'embrassaient, j'éprouvais une grande joie. Je courus remercier le commandant Gossel de toutes ses bontés, puis je montai demander au général à aller dans ma famille.

M. de Lavigne m'emmena chez lui et voulait me retenir à coucher. Je désirais aller à Paris que je n'avais jamais vu et arrêter ma place pour le lendemain. M. de Lavigne me laissa libre. Arrivé à Paris assez tard — c'était en octobre — je marchais sans projet me demandant où j'irais passer la nuit et presque décidé à retourner à Versailles, fût-ce à pied, lorsque je fus accosté par un élève de Saint-Cyr qui me reconnut à mon uniforme et à mes galons de sergent. Il m'appelle par mon nom et me demande où je vais. — « Ma foi, lui dis-je, je crois que je n'en sais rien. — Comment tu n'en sais rien ? Pourquoi es-tu à Paris, comment as-tu quitté l'Ecole ? — J'ai quitté l'Ecole parce que je suis officier. — Ah !... diable, dis donc, mais... tu n'as pas perdu de temps ; car tu n'es pas très ancien, il me semble. Je t'ai vu arriver, il y a peu de temps ? — Il y a onze mois. — Et tu sors ! Es-tu heureux ! Quel numéro as-tu ? — Le numéro 1, avec Grancour, c'est pourquoi tu me vois ici, le général m'a accordé de rester dans ma

famille jusqu'à mon envoi dans un régiment. Voilà la nuit qui vient, je ne connais point Paris, je retourne à Versailles où je prendrai demain matin la diligence de Bretagne. Je viens d'arrêter ma place. — Allons donc, ne fais pas cela, reste ici à passer la nuit. Tiens, si tu veux, je t'emmène dîner au restaurant ; puis nous irons au spectacle. — Et où coucher ? — A mon hôtel. » Sans attendre de réponse il me prend par le bras et m'entraîne vers le palais royal, dont nous n'étions pas éloignés. Chemin faisant il me raconte qu'il est à Paris pour rétablir sa santé qui l'a forcé à quitter momentanément l'Ecole. Il me dit son nom que j'ignorais et que j'ai bien oublié. Après le dîner nouspassons la soirée à l'Odéon et il me ramène à son hôtel. Tout autre qu'un élève de Saint-Cyr n'eût pas été, même pour une nuit, reçu sans passeport. Mais la police impériale avait ordre de nous protéger. L'hôtesse le savait, car elle ne fit plus de difficulté lorsque mon obligeant camarade lui eut montré mon uniforme.

Je quittai Paris le lendemain de très bonne heure. Ce fut dans cette matinée qu'éclata la conspiration Mallet. Deux heures plus tard j'aurais été arrêté à la barrière et le talisman attaché à mon uniforme n'aurait pu me la faire ouvrir. A Versailles, après avoir dit adieu à M. de Lavigne, je pris la diligence partie de Paris un quart d'heure avant les événements. Je me mis gaîment en route pour Nantes sans me douter de la gravité des faits qui se déroulaient derrière moi.

Singulier hasard, dans cette diligence je retrouvai un M. Bonnement avec lequel un an auparavant j'avais fait le voyage de Nantes à Versailles.

Le général Meunier avait écrit à ma mère pour la prévenir de mon arrivée et lui faire part de mes succès. Je ne surpris donc personne et reçus force compliments.

Vers le milieu de décembre je reçus du ministre de la guerre l'ordre de rejoindre à Toulon le 29e de ligne. J'allai à Couffé faire mes adieux à la famille de Charette qui contre son habitude ne revenait pas à la ville passer l'hiver. L'économie était le motif avoué, la véritable raison était que l'horizon politique commençait à s'obscurcir. Les provinces de l'Ouest inquiétaient le gouver-

nement. Une active surveillance était exercée à l'égard de certaines familles en tête desquelles se trouvait celle-là. Mme de Charette se crut plus en sûreté à Couffé qu'à Nantes. Malgré mon uniforme je fus reçu comme par le passé. Ludovic surtout avait l'air d'envier mon sort.

Je ne restai que 24 heures, Athanase voulut m'accompagner. Nous couchâmes à Ancenis chez Mme de Fleuriot dont le fils était de nos intimes. Nous prîmes la diligence et nous séparâmes à Angers. A Tours je pris la route du Berry comme plus courte. A la Charité je rejoignis la diligence de Paris à Lyon. Au nombre des voyageurs étaient M. Pasquier, frère du futur président de la Chambre des pairs, un capitaine aide de camp, une marchande de modes à Lyon, un frère des écoles chrétiennes nommé Jonas, et un employé au ministère de la guerre qui espérait rétablir sa santé dans le midi.

Le froid était rigoureux ; toutes les routes couvertes de neige et de verglas, nous avancions lentement. Le voyage n'était pas désagréable, nous eûmes bientôt fait connaissance. L'aide de camp sortait aussi de Saint-Cyr, à ce titre il me donna des conseils que j'acceptai avec plaisir.

— Vous êtes sans doute persuadé, me dit-il, qu'on va vous tâter en arrivant. Détrompez-vous. Cette sotte habitude est depuis longtemps passée de mode. Vous serez reçu avec bienveillance. Vous ne serez même pas envié par les sous-officiers auxquels la guerre fait une trop large part : l'arrivée d'un ou deux élèves de Saint-Cyr ne saurait faire sensation parmi eux. Croyez-le bien, un sous-lieutenant n'est pas dans l'armée un homme important comme on se le figure à l'Ecole militaire. Par votre grade, par ancienneté de grade vous allez vous trouver le dernier officier de votre régiment. Pénétrez-vous bien de cette idée, c'est important afin de vous montrer réservé, modeste comme il convient à votre position et à votre âge. Vous allez avoir pour égaux des hommes qui pourraient être votre père. Vous aurez à ménager la susceptibilité de beaucoup d'entre eux à l'égard même de la science du métier, mais surtout du langage et de l'éducation. Gardez-vous d'afficher ce que vous savez. Si vous parvenez à éviter ces écueils vous vivrez heureux, car

il y a beaucoup de loyauté et de bonhomie chez vos futurs camarades. »

Excellents avis qui m'ont été fort utiles. Toutes les fois que je m'en suis écarté, quelque désagrément me les a rappelés et m'a prouvé leur sagesse.

Au pied de la montagne de Tarare, impossible d'aller plus loin : les chevaux ferrés à glace ne pouvaient tenir debout. Tous les voyageurs descendirent, poussèrent à la roue : vains efforts, il fallut renvoyer à Roanne demander des chevaux de secours, — au moins 4 ou 5 heures d'attente. — Nous nous blottîmes dans la diligence hermétiquement fermée, la modiste proposa de jeter à la mer le frère Jonas et la température subitement radoucie, rien ne nous arrêterait plus. Le frère Jonas, homme d'esprit, rit beaucoup de la plaisanterie.

Nous arrivâmes enfin à Lyon. Au théâtre je vis les soldats du 29e, mais en Grecs et en Romains, ce qui m'empêcha de soupçonner que j'étais rendu à destination ; 4 jours après j'arrivai à Marseille. Quelques lieues avant je fus émerveillé du superbe coup d'œil qui s'offrit à mes regards. Pour la première fois je voyais la mer, moi né presque sur ses bords. Je me serais arrêté plus volontiers à Marseille qu'à Lyon. On me conseilla de faire à pied le trajet de Marseille à Toulon, je le fis à ma grande satisfaction.

En passant à Avignon j'avais pu aller au théâtre entendre le joli opéra *Jean de Paris*. En sortant du spectacle, j'entrai souper dans un restaurant où j'appris les désastres de la campagne de Moscou. On y lut tout haut le terrible 23e bulletin qui faisait connaître que la plus belle armée des temps modernes, l'élite des enfants de la France venait de périr dans les neiges du Nord. Il y avait de la tristesse sur le visage de tous les assistants. Cependant on n'y découvrait aucun indice de désespoir, ni même de crainte, tant était grande la confiance dans les ressources de l'Empire et dans la puissance du génie de l'Empereur. Toutefois ce serait une erreur de prétendre qu'il fût impossible à quelques esprits d'élite d'entrevoir déjà l'avenir. Les événements qui suivirent n'ont-ils pas été la conséquence de cette immense catastrophe. Dans le café où nous étions, peut-être y avait-il de ces profonds calculateurs ; prudem-

ment ils s'abstinrent de toute réflexion. Quant à moi j'y vis une large porte ouverte à l'avancement. A mon âge pouvais-je m'occuper d'autre chose.

J'arrivai à Toulon par un fort mauvais temps et par suite très fatigué. Aussi la déception perça malgré moi en apprenant dans les bureaux de la guerre que depuis 6 mois le 29e était en garnison à Lyon. Le commissaire comprenant mon mécontentement répara le mal autant qu'il était en son pouvoir en m'allouant l'indemnité de route de Toulon à Lyon. J'arrivai dans cette ville le 31 décembre. Le lendemain je demandai le commandant du 29e au premier militaire que je rencontrai dans la rue. C'était un fourrier. Il me dit que sur la place Bellecour dont je n'étais pas loin les officiers se réunissaient pour faire les visites du premier jour de l'an. Je trouvai avec eux d'Alméras que j'avais connu caporal à Saint-Cyr. Il vint à moi les bras ouverts et m'embrassa avant que j'aie pu saluer mes nouveaux chefs et les camarades auxquels il me présenta.

Le dépôt était commandé par le plus ancien capitaine. Il y avait en outre 4 capitaines. Le capitaine d'habillement et le capitaine trésorier étaient intelligents et les véritables chefs du dépôt. Rien ne se faisait sans leur avis.

Puis, 2 lieutenants dont le plus ancien dans un état de santé déplorable ne faisait aucun service ; l'autre appelé Blaignan n'avait pas la sympathie de l'adjudant major Blondel qui ne lui épargnait pas les arrêts ; et six sous-lieutenants y compris d'Alméras et moi.

Je fus placé dans la compagnie du commandant. Après les visites d'Alméras m'offrit de partager sa chambre en attendant mieux. Nous nous trouvâmes si bien de cet arrangement qu'il a duré tant que nous sommes restés à Lyon. Notre intimité fut vite remarquée par nos vieux camarades. Ils l'approuvèrent et nous traitèrent comme leurs enfants. Un jour à table ils nous faisaient raconter ce qui se faisait à l'École militaire : « Allons donc, s'écrie tout à coup une de ces vieilles moustaches, c'est-il possible que l'on traitait ainsi ces enfants là ! Des becs à sucre, quoi ! » Rouge jusque derrière la tête je saute sur ma chaise : — « Monsieur, dis-je à mon interrupteur, nous ne pouvons nous fâcher de ce que vous venez de dire, vous êtes notre ancien et nous n'avons encore rien fait ;

mais nous n'attendrons pas longtemps, je crois, l'occasion de vous prouver que nous sommes dignes de marcher sur vos traces.

— C'est-il vrai, mon petit, que tu penses ce que tu dis là ! Eh bien, tu es un bon enfant et je ne voudrais pas t'avoir désobligé. Tu ne m'en veux pas, n'est-ce pas ?

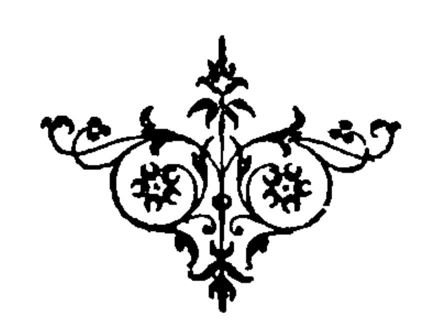
— Certainement non, Monsieur, je ne vous en veux pas, je tiens seulement à votre estime et à celle de ces messieurs.

— Qu'est-ce qu'il dit donc lui avec son Monsieur ? Il n'est pas fâché et il me répond Monsieur. — C'est vrai, dirent les autres, ça ne convient pas. »

Complètement ignorant des coutumes de ces anciens soldats devenus officiers je ne voyais pas la cause de leur mécontentement. Le sous-lieutenant Le Brun se penche à l'oreille d'Alméras qui me dit : « Tutoie-le, ou tu vas avoir une affaire. — Mais, lui répondis-je, ce n'est pas possible, la différence d'âge est trop grande. » Alors Le Brun expliqua tout haut à son camarade et voisin de table que c'était par égard pour lui, me trouvant trop jeune pour me permettre ce qui me semblait une trop grande familiarité. J'ajoutai que je serais très flatté s'il continuait à me tutoyer. La figure du vieux troupier se dérida tout à coup, il me tendit la main, me versa une pleine rasade et la paix fut faite. Cet incident, après avoir failli devenir fâcheux, acheva de nous mettre au mieux. Chez nos vieux camarades le cœur valait mieux que la tête et surtout que les manières. Depuis lors ce fut entre nous échange de bons procédés. Notre instruction militaire y gagna sous le rapport de la pratique qui nous faisait défaut, et aussi des usages particuliers à chaque régiment. A cette époque l'armée était loin d'avoir la régularité et l'uniformité actuelles. Le service, la tenue, l'exécution des manœvres et le maniement des armes se sont perfectionnés. Pour y parvenir il a fallu la longue paix qui a succédé aux guerres incessantes de la Révolution et de l'Empire. Nos anciens de leur côté ne tardèrent pas à s'apercevoir de la supériorité de notre instruction théorique qui se montrait surtout dans la conversation, malgré tous nos ménagements de peur de blesser leur amour-propre. Ils nous avouèrent qu'ils n'entendaient pas grand'chose à l'école de peloton et que l'école de bataillon leur était inconnue. Ils n'étaient pas sans

inquiétude. Le capitaine adjudant major Blondel était très sévère et ne les manquerait pas quand on en serait là. Et ça ne devait pas tarder. Les recrues arrivaient en quantité, il y en avait déjà un nombre suffisant pour former un beau bataillon. Nos services furent cordialement acceptés. Excepté Le Brun, aucun ne savait assez bien lire pour recourir à une théorie.

(A suivre.)



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE)

Il fut convenu qu'après le dîner, seul instant dont nous pouvions disposer, nous nous occuperions, sous forme de causerie, de la théorie de l'école de peloton, dont la pratique ne leur était pas tout à fait étrangère.

En revanche ces messieurs nous apprirent à connaître l'intérieur du régiment, principalement son personnel. Le lieutenant Blaignan n'était pas bien vu, il vivait éloigné de ses camarades, affectant d'habiter un autre quartier, ne voyant que des bourgeois étrangers au corps et par lesquels il se laissait volontiers appeler le capitaine Blaignan. Tout cela et beaucoup d'inexactitude dans le service lui avaient valu plusieurs rudes réprimandes du capitaine Blondel, le dur à cuir, la terreur du régiment. Au dire de nos bons camarades, l'adjudant-major Blondel pouvait être classé parmi ces vieilles culottes de peau dont la sévérité inintelligente était le seul mérite. Blaignan était tant soit peu gascon et enclin à faire des dettes. Dans notre chambre, d'Alméras et moi, après avoir résumé tout ce que nous venions d'entendre, nous résolûmes de mettre une prudence extrême dans nos rapports avec Blaignan. Sa conduite ne nous regardait point, et le moindre signe désapprobateur eût été ridicule ; mais nous avions à ménager la susceptibilité de *Messieur* Blondel : son despotisme allait fort loin, il eût été dangereux d'entamer avec lui une lutte inégale et peu fondée en droit. L'isolement dans lequel se campait *Messieur* Blaignan, comme l'appelait l'adjudant-major, nous vint en aide. Nous lui offrîmes un dîner à notre pension pour répondre à sa politesse de même nature, et tout fut dit entre nous. Nous nous rencontrions aux jours

de réunion. Ils étaient rares. Une moitié du bataillon logeait à la Douane, l'autre moitié en Serin, où d'Alméras et moi habitions. Le tort de Blaignan était d'habiter les Terneaux, éloignés des deux quartiers où nous appelait le service. Un des sous lieutenants s'appelait Dupont, un brave, mais un ivrogne. *Messieur* Blondel était plus disposé à l'indulgence envers lui qu'envers Blaignan. Le défaut de Dupont était alors le péché mignon de bien des vieux officiers et *Messieur* Blondel ne se croyait obligé de le réprimer que s'il se manifestait d'une manière trop ostensible. On pardonnait ce vice pourvu qu'il ne compromît pas les épaulettes.

Dupont avait de l'esprit naturel. Sa conversation avait beaucoup d'attrait pour nous (d'Alméras et moi). Il savait la rendre piquante par le récit de ses longues campagnes.

On se tromperait si on jugeait les officiers du temps de l'Empire sur les portraits tracés plus haut. Je l'ai vu plus tard, tous les dépôts étaient à peu près composés de la même manière. Il existait une énorme différence entre les cadres des dépôts et les cadres des bataillons de guerre. Sans doute un grand nombre des officiers de cette époque devaient leurs épaulettes bien plus à leur bravoure qu'à leur savoir. L'instruction devait même être généralement médiocre chez ceux qui avaient débuté par être soldats. Il ne faut pas oublier que toutes les ressources avaient été épuisées pour soutenir la malheureuse lutte dans la péninsule et former la belle armée qui devait aller de victoire en victoire jusqu'à Moscou. Aussi, pour quiconque avait de l'ambition, rester au dépôt était, sinon un stigmate, au moins une disgrâce. Y restèrent donc seuls les gens dénués de toute protection et de talents, ou convaincus de quelque défaut physique ou moral. A son retour de Moscou, Napoléon rappela dans les cohortes presque tous les officiers mis en demi-solde ou en disponibilité après le traité d'Amiens, officiers que cette mesure avait fait considérer alors comme les moins capables de l'armée. Lorsque l'Empereur fit sortir de sous terre cette nouvelle armée qui débuta par deux victoires,il dut, pour les cadres, donner le grade d'officier à une partie des sous-officiers. L'avancement fut inoui, l'armée se peupla de sujets si peu lettrés, qu'une bonne partie savait à peine lire. Le corps des officiers doit être aujourd'hui

bien supérieur, et si de ses rangs surgissait un capitaine de la trempe de Napoléon, il ferait encore le tour de l'Europe. Hélas ! le Maître de l'univers ne favorise point deux fois en si peu de temps la même nation. Chacune à leur tour, les grandes puissances de l'Europe ont possédé de grands capitaines qui leur ont assuré une supériorité momentanée, suprématie disparue avec celui qui l'avait conquise. Dieu a voulu, ce semble, apprendre aux puissants de la terre qu'il ne sera jamais donné à aucun d'eux de soumettre les autres pour toujours.

Dès le commencement de février, le commandant du dépôt reçut l'ordre de former un bataillon de six compagnies du centre, la formation des compagnies d'élite fut ajournée. Le commandement de ce bataillon fut donné à *Messieur* Blondel, chaque compagnie fut commandée par un lieutenant ou sous-lieutenant. Nous étions sept, j'étais le 6e, mon grade de sergent à l'Ecole me donnant rang d'ancienneté sur d'Alméras qui était caporal. Néanmoins, je n'eus pas de compagnie à commander, on me désigna pour les fonctions d'officier payeur, je réclamai en vain. Le trésorier auquel j'eus affaire me ferma la bouche en disant : « Vous et votre ami d'Alméras êtes les seuls du bataillon à qui on puisse confier une caisse et des écritures, vos camarades sont dénués de l'instruction la plus élémentaire. Je vous donnerai un de mes secrétaires qui fera tout. » Pour quelle raison d'Alméras aurait-il été plutôt que moi chargé de cette besogne? Je dus me soumettre, bien résolu à ne confier la caisse qu'à moi-même.

Le secrétaire qu'on me donna s'appelait Plumel, ce Dauphinois était sergent-major d'une des nouvelles compagnies. Je n'eus qu'à me louer de son travail. Il avait certes de meilleures façons que nos camarades les officiers. Aussitôt l'organisation du bataillon terminée, nous quittâmes Lyon. Notre feuille nous dirigeait sur Hambourg par la Bourgogne, la Lorraine, Metz, Cologne, Wesel, Munster, Osnabruck et Bremen. Les premiers jours de marche me furent très pénibles. A l'exception du jour du départ où je restai quelques heures en arrière, je conduisais l'avant-garde, composée d'un fourrier et d'un homme de chaque compagnie. Arrivé à l'étape, j'avais à établir le logement des officiers

et de la troupe, à assurer les moyens de transport pour les vivres qui chaque jour devaient suivre le bataillon. Mon inexpérience et le mauvais vouloir des fournisseurs me causèrent beaucoup d'embarras jusqu'à Châlons, notre premier séjour. J'eus un violent accès de fièvre qui dura 24 heures. Je ne consultai même pas le chirurgien aide-major. Ma bonne constitution et mes 18 ans prirent le dessus. Après Châlons, le service et moi avions fait connaissance : tout marcha sans entraves.

Ce chirurgien s'appelait Carlin, il était Piémontais. Il avait plus d'éducation que nos officiers et s'arrangeait mal de la familiarité parfois grossière et prétentieuse de *Messieur* Blondel.

Nous avions 53 jours de marche avant d'arriver à destination. Tout était fort calme sur la route que nous suivions. A Metz nous croisâmes une partie de l'armée que l'Empereur dirigeait sur le centre de l'Allemagne. Lorsque nous entrâmes dans la place (Metz), elle était encombrée de soldats de toutes armes et de matériel d'artillerie. Nous y fîmes séjour. Pour la première fois un commissaire des guerres passa sérieusement la revue du bataillon. Sur la physionomie de ce commissaire, lorsqu'il inspecta la 1re compagnie (Blaignan), je vis qu'il se passait quelque chose d'incorrect. Son front se dérida en examinant les autres compagnies. Après la revue il me prit à part, et, quittant l'air sévère, il me dit : « Quel âge avez-vous, monsieur l'officier payeur ? — 18 ans, monsieur. — Y a-t-il longtemps que vous remplissez les fonctions de comptable ? — Seulement du jour de notre départ de Lyon. — Votre secrétaire s'occupe, je crois, plus que vous de la tenue de la comptabilité ? — Naturellement, monsieur. Chargé de beaucoup d'autres détails et, par suite, dans l'impossibilité de m'instruire, car je n'en connais que la théorie et superficiellement, j'ai dû m'en rapporter en grande partie à celui qui m'a été donné comme homme de confiance par le trésorier du régiment. — C'est très juste. Et... vous ne le croyez pas capable de s'entendre avec d'autres pour... — Monsieur le commissaire, je suis au régiment depuis 4 mois ; excepté un autre officier, élève de l'Ecole comme moi, je ne connais personne assez pour oser ni soupçonner ni cautionner. — Parfait. Vous répondez avec une prudence rare à votre âge ; toutefois mon

devoir me prescrit de vous éclairer ; veuillez donc bien retenir ceci : Il y a du désordre dans ce bataillon! La 1re compagnie surtout porte présents beaucoup d'hommes que je soupçonne manquants depuis plusieurs jours. Surveillez de près le sergent major de cette compagnie et, pour votre responsabilité, conservez avec soin les états de situation qui vous seront remis sur votre demande. Veillez à ce qu'ils soient toujours signés par le commandant de la compagnie. Adieu, jeune homme, faites en sorte de tout voir par vous-même, et surtout ne confiez à personne la clef de votre caisse et le soin de faire le prêt. Je regrette que le temps ne me permette pas de vous emmener chez moi pour vous donner de plus amples instructions. Vous êtes intelligent, tâchez de mettre à profit le peu que je viens de vous dire. »

Je remerciai vivement le commissaire et lui promis que ses conseils seraient suivis ; j'ai tenu parole et m'en suis bien trouvé. D'ailleurs il avait donné l'éveil à *Messieur* Blondel qui ne demandait qu'à trouver en faute le lieutenant Blaignan. Ce dernier, pourchassé vivement, se tint sur ses gardes, et, s'il ne fut pas plus correct, du moins eut-il soin de couvrir l'irrégularité de son effectif par une plus grande régularité dans ses écritures.

Nous allâmes faire visite à Mme Rousselot, femme de notre colonel. Elle voulut avoir tous les officiers à dîner. Mme Rousselot était une demoiselle Menuisier, fille d'un conseiller de préfecture dont la famille tenait un rang très honorable dans cette ville. J'ai connu un des frères de Mme Rousselot, il nous rejoignit à Hambourg et devint mon capitaine. Je m'amusai beaucoup *in petto* de la contenance de *Messieur* Blondel. Vu sa qualité de chef, il fut l'objet de tous les égards. Mme Rousselot et ses frères lui adressaient toujours la parole. Plusieurs fois le sourire erra sur les lèvres de MM. Menuisier, dont la distinction annonçait des gens bien élevés. Blaignan se désopilait. Mme Rousselot demanda l'heure du départ et, en l'apprenant, se récria sur l'impossibilité d'avoir fini son courrier. Alors je dis quelques mots à l'oreille de notre commandant et avec son assentiment je m'offris à rester le lendemain jusqu'à l'heure que Mme la colonelle indiquerait pour venir prendre ses lettres. Ma proposition acceptée me valut une invitation à

déjeuner. Un des Messieurs Menuisier déjeuna seul avec moi pendant que sa sœur finissait une longue lettre à son mari. Elle était loin de le croire bloqué à Dantzig et de se douter qu'elle ne devait le revoir qu'à la paix. Tout cela était encore couvert d'un voile épais et la confiance dans l'étoile et le génie du grand homme ne permettait pas, surtout dans l'armée, de douter qu'avant peu il ne reconquît le terrain perdu. Le génie était suprême, mais l'étoile pâlissait.

Pendant le déjeuner, les façons grotesques de Blondel furent le sujet de la conversation, à laquelle se mêla souvent Mme Rousselot tout en continuant d'écrire. Le soir je rejoignis le bataillon. De la capitale de la Lorraine nous nous dirigions sur Cologne. Là nous fûmes rejoints par notre chef de bataillon, M. Reissejac, qui prit le commandement et rendit ainsi Blondel à ses fonctions d'adjudant-major. Sans trop de présomption, et vu les circonstances exceptionnelles, Blondel avait pu espérer conduire le bataillon jusqu'à son entrée en campagne et être promu au grade de commandant. Il faut lui rendre justice, il ne montra pas d'humeur et sut bien dissimuler son désappointement.

Notre nouveau commandant nous attendait à Cologne depuis quelques jours ; il nous invita tous à dîner afin de faire connaissance à table : c'était l'usage alors. M. Reissejac était un homme de bonnes façons et respectable par son âge. Il m'a toujours montré de la bienveillance. Je gagnai beaucoup à ce changement de chef, car, malgré mes efforts, M. Blondel ne me témoignait pas de sympathie. Nature orgueilleuse, il ne pardonnait aucune supériorité, moins peut-être celle de l'éducation que toute autre.

Nous continuons en suivant la rive gauche du Rhin que nous passons vis-à-vis Wesel, place qui me parut très fortifiée. De là nous nous dirigeons sur Munster, Osnabruck et Niembourg. Jusque-là notre marche avait été aussi régulière qu'en France. La veille du jour où nous devions entrer à Niembourg, le commandant me fit dire de me rendre chez lui dans la soirée, fort tard même. « Demain vous ne partirez pas avec l'avant-garde, me dit-il. Je suis prévenu, l'ennemi est peu éloigné. Ainsi, vous marcherez avec le bataillon et à portée de fusil jusqu'à ce que je vous envoie

d'autres ordres. » Le maître de la maison où était logé le commandant l'avait engagé à se tenir sur ses gardes, il avait la certitude que les Russes étaient entre l'Elbe et le Weser. Nous fûmes très heureux de rencontrer cet homme dévoué, chose des plus rares dans le pays que nous traversions : la domination française y était détestée.

A une demi-lieue de Niembourg, le commandant fit arrêter le bataillon et vint à moi avec 25 grenadiers. On avait formé en route des compagnies d'élite. Il me donna l'ordre de partir immédiatement, de me rendre à Niembourg avec mon avant-garde ordinaire augmentée des 25 grenadiers et de marcher au pas de course. — « Vous commanderez le logement pour mille hommes, et si vous éprouvez de la résistance, faites tirer des coups de fusil de minute en minute jusqu'à mon arrivée. Je vous suis. » En moins de vingt minutes est franchi l'espace qui nous sépare de la ville. Nous traversons le Weser sur un pont en pierres. Je le fais garder comme point de communication avec nos gens et comme ligne de retraite au besoin. Je me fais indiquer l'hôtel-de-ville, peu éloigné du fleuve, et je m'y présente. Grand était l'étonnement des habitants, on leur avait dit qu'il n'y avait plus d'armée française, qu'elle était tout entière restée sous les glaces de la Russie. L'autorité locale faisant quelque difficulté pour les logements, je fais monter un caporal et quatre grenadiers qui semblent un argument sans réplique. Le travail était déjà fort avancé lorsque se firent entendre les tambours du bataillon. N'entendant aucun signal, le commandant ne s'était pas pressé. Il me loua d'avoir fait occuper le pont et mis des factionnaires aux extrémités des rues avoisinant la mairie. Depuis ce jour mes rapports avec lui devinrent plus intimes, il me montra une confiance très flatteuse pour mon âge. J'en eus la preuve la nuit suivante.

(A suivre).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

SUITE

Il y avait au plus deux heures que j'étais couché, M. Reissejac entre dans ma chambre : « Levez-vous, me dit-il, l'ennemi est à Werden où, suivant notre feuille de route, nous devons nous rendre demain. Un jeune auditeur au conseil d'Etat vient de m'avertir. A Werden il a failli être pris par les Cosaques. Les factionnaires l'ont arrêté lorsqu'il s'est présenté ici à l'entrée de la ville et me l'ont amené sur sa demande. Préparez-vous à partir avant le jour, pendant que je vais écrire au général en chef dont le quartier général est à Brémen. Vous lui porterez ma lettre. Faites-vous accompagner par deux hommes. La mairie vous fournira une voiture. » Cette voiture était un simple chariot à quatre roues avec une espèce de panier en osier long de deux mètres sur un mètre de large. Au moyen de deux ou trois bottes de paille on voyageait sans trop de secousse et même assez promptement, grâce à deux bons chevaux.

M. Reissejac m'avait recommandé de suivre la rive gauche, j'en fis autant à mon conducteur qui me répondit : « Ya, mein herr. » J'aurais dû en examinant le courant du fleuve m'assurer de la bonne foi de ce guide. Je n'y pensai pas ; et d'ailleurs, au moment de notre départ, il faisait bien petit jour. Quelques heures plus tard j'appris que nous suivions la rive droite. Depuis deux heures environ nous roulions sur un terrain assez uni, lorsque, nous écartant un peu du Wéser, nous apercevons un groupe de trois ou quatre cents paysans entourant un homme en uniforme vert occupé à

écrire sur une table. Nous passons rapidement à demi-portée de fusi du rassemblement. L'attention de ces gens parut vivement excitée par l'apparition de nos uniformes. L'homme vert surtout montra beaucoup d'inquiétude. Tout cela se passa très rapidement grâce à la bonté de notre attelage. Mon conducteur me prouva dans cette circonstance que c'était sans mauvaise intention qu'il avait suivi la rive droite du Wéser. Une heure après nous arrivons à Oya, petite ville occupée par les Français. La garnison, avertie comme nous, se tenait sur ses gardes. Le pont était coupé de manière à ne laisser de communication avec la rive droite qu'au moyen d'une planche. Plus de 500 femmes de douaniers se pressaient à l'entrée de ce passage. Un officier de carabiniers s'efforçait de mettre un peu d'ordre parmi ces malheureuses que la peur des cosaques faisait fuir de Werden. Il n'était pas facile de pénétrer à travers cette foule. La frayeur de ces femmes était telle qu'à la moindre panique elles se seraient précipitées dans l'eau. Enfin je pus me faire apercevoir de l'officier de garde qui eut mille peines à leur faire comprendre qu'il ne pouvait pas y avoir de tour pour moi. — « D'où venez-vous, me dit-il, dès que j'eus franchi la planche ? — Je viens de Niembourg. — Par là ? Vous êtes bien heureux de n'avoir pas rencontré l'ennemi. — C'est vrai, car j'étais facile à prendre. Je crois cependant avoir fait plus de peur que je n'en ai eu. » Je lui racontai ce que j'avais vu sur ma route. Il m'engagea à en rendre compte au commandant de la place et me fit conduire par un carabinier. Le commandant de place, très satisfait d'apprendre qu'il y avait un bataillon à peu de distance, me donna les moyens de poursuivre ma route vers Brémen où j'arrivai peu après midi. Même encombrement qu'à Metz, la route de France était couverte de troupes se rendant au quartier général. Je fus arrêté à la porte et sur ma demande conduit au logement du général Vandamme. Je fus reçu par un adjudant commandant : c'était le chef d'état-major. Il ouvre ma dépêche et dit à haute voix. « Mon général, le 29e de ligne est à Niembourg, il demande des ordres. » Le général sort de sa chambre et sa figure joyeuse dénote toute l'importance qu'il attache à cette nouvelle ; puis, se tournant de mon côté : « C'est vous.

Monsieur l'adjudant, qui apportez cette nouvelle? — Oui, mon général, mais pardon, vous faites erreur, je ne suis pas adjudant. — Ah, vraiment! qu'êtes-vous donc, s'il vous plaît? — Sous-lieutenant, mon général. » Il part d'un gros éclat de rire en disant: « Excellent, excellent... et, quelle différence si grande y trouvez-vous, Monsieur le .. sous-lieutenant? — Mais... mon général, je suis officier et un adjudant est sous-officier. — Il a raison, dit le chef d'état-major. — Oui, parbleu, ajoute le général. Je n'y pensais pas et j'aime que l'on défende ainsi ses épaulettes. » Et me frappant sur l'épaule : « Bien, jeune homme, je vois que vous n'avez pas froid aux yeux. Je vous le prédis, avant peu vous aurez de l'avancement. — Colonel, expédiez au 29e l'ordre de rester à Niembourg pour le moment. Vous, Monsieur, allez vous reposer. Tenez-vous prêt à partir demain. — Mon général, lui dis-je, je ne suis point fatigué. Si vous le jugez convenable, je me remettrai tout de suite en route. — Bien, Monsieur, très bien. Votre chef a bien placé sa confiance, partez donc aussitôt que vous serez expédié. »

Une heure après je roulais vers Niembourg où j'arrivai à la pointe du jour, au grand étonnement de M. Reissejac qui ne m'attendait que vers le soir. J'avais marché toute la nuit, mais en remontant cette fois par la rive gauche du Wéser. Quelques jours après nous marchons sur Werden où nous restons très peu de temps. Nous avions reçu l'ordre de nous rendre au quartier général. Le général en chef y rassemblait son corps d'armée afin de se porter sur Hambourg qui venait de s'insurger et de forcer la garnison française à se retirer derrière l'Elbe. Les pauvres Hambourgeois avaient cru le moment venu de secouer le joug de la domination française, ils s'étaient trop pressés et expièrent cruellement leur erreur. Hambourg était une position importante par sa situation à l'entrée du Danemark qu'elle couvrait.

Lorsque nous entrâmes dans Brémen le quartier général l'avait quitté pour se porter sur Rothembourg à moitié chemin de Lunébourg. Le général en chef couvrait ainsi Brémen et paralysait le mauvais effet de la défaite du général Moran qui s'était laissé surprendre avec sa brigade dans Lunébourg où il avait été tué.

Brémen doit être une ville charmante en temps de paix. Nous y fîmes un séjour court et peu plaisant à cause des inquiétudes que les nouvelles des avant-postes donnaient au commandant de la place. Chaque nuit nous nous attendions à prendre les armes. Nous ne tardâmes pas à être envoyés à l'embouchure du Wéser. Les Anglais y avaient établi une croisière et on craignait une descente. Le flanc gauche de l'armée aurait été compromis si les troupes de débarquement avaient présenté une force un peu imposante. Nous nous arrêtâmes trois jours dans Esflet, village dont une belle nuit le bataillon partit en grande hâte pour se rendre au bord de la mer. On disait que l'ennemi débarquait. La nouvelle était fausse.

Le commandant m'avait laissé à Esflet avec la compagnie commandée par d'Alméras. Nous recevions en subsistance les éclopés jusqu'à ce que nous rejoignions le bataillon, ce qui ne tarda pas. Nous le trouvâmes établi dans un village fort agréable, tout sur le bord de la mer. Les grenadiers capturèrent une embarcation anglaise qui s'était trop approchée de la côte, et que l'équipage fut forcé d'abandonner. Elle fut vendue au profit de la compagnie. Le lieutenant Blaignan eut comme chef une belle part qui rétablit pour quelque temps ses finances toujours en assez triste état. Du reste il se donna beaucoup de peine pour mener à bien cette vente à laquelle s'opposaient des difficultés infinies, à cause des décrets prohibant l'introduction des marchandises anglaises. Pendant que nous étions à l'embouchure du Wéser, il fut question de m'envoyer en parlementaire à la croisière anglaise. Les ordres qu'attendait le commandant n'arrivèrent pas. Avec cette idée fut abandonnée celle de me recevoir franc-maçon sous le manteau de la cheminée. Ce projet avait été arrêté entre le commandant et le chirurgien Carlin et moi. M. Blondel n'avait point été admis dans ce petit conciliabule. En me recevant franc-maçon ces messieurs espéraient me donner quelques garanties contre la chance d'être retenu prisonnier de guerre par les Anglais.

Les douaniers de Hambourg et de toute la côte jusqu'au Danemark avaient dû repasser l'Elbe. On les avait enrégimentés et embrigadés. Ce corps, presque tous d'anciens soldats, excités par l'in-

térêt à reconquérir leurs positions, se battait avec intrépidité. Leur cavalerie surtout était supérieure, elle était la mieux montée et la mieux exercée. Ils avaient en outre à venger les outrages d'une population qui les avait en horreur. Ils nous relevèrent aussitôt que la croisière anglaise ne fut plus en vue. Nous retournâmes à Brémen où nous ne fîmes pour ainsi dire que passer.

L'Empereur venait de donner à la grande armée une nouvelle réorganisation, par suite de laquelle le maréchal Davout vint prendre le commandement du XIIIe corps. Le général Vandamme fut appelé à un autre commandement plus rapproché du quartier général impérial. Après les batailles de Lutzen et de Bautzen, la ville de Hambourg, abandonnée par les alliés dont les troupes évacuèrent toute la rive droite de l'Elbe, fut obligée d'ouvrir ses portes au prince d'Eckmühl qui lui fit payer cher sa défection. La position des Hambourgeois était d'autant plus fâcheuse que le Danemark était resté fidèle à l'Empereur, malgré les menaces de l'Angleterre. De plus, la ville d'Altona et Hambourg se détestaient cordialement depuis certaine guerre avec la Suède. Hambourg avait sans pitié refusé d'ouvrir ses portes aux habitants d'Altona qui était au pouvoir du vainqueur.

Hambourg dut payer une amende énorme et fut en outre condamnée à nourrir l'armée. A cet effet, les officiers subalternes reçurent 100 fr. par mois. Les officiers supérieurs et les généraux furent, bien entendu, rétribués en raison de leur grade. On s'occupa activement de restaurer les fortifications, élevées jadis autour de la ville. C'était une enceinte bastionnée, assez régulière, avec batteries basses et fossés. On y ajouta quelques ouvrages avancés. Le glacis fut partout rétabli avec un chemin couvert.

L'Alster, joli lac dont une partie est dans l'enceinte même de la ville, fut aussi fortifié, et sa partie extérieure, qui est la plus considérable, reçut une flotille de chaloupes canonnières. Enfin le faubourg fut fortifié de manière à pouvoir se défendre contre les ennemis du dehors et du dedans ; car les habitants ne nous étaient pas moins hostiles que les Russes. Presque toute la jeunesse de Hambourg était restée avec les Russes après l'insurrection. Ce dernier mot est l'expression dont on crut alors avoir le droit de

qualifier la conduite des Hambourgeois. Cette ville était incorporée à l'Empire français et le chef-lieu de la 32e division militaire. Des officiers furent employés, sous la direction du génie et de l'artillerie, à la réfection des fortifications. On choisit de préférence les élèves de Saint-Cyr auxquels on savait des connaissances spéciales, puisqu'ils y avaient suivi un cours de fortification. C'est ainsi que d'Alméras s'y trouva employé ; cela lui valut cent autres francs par mois, payés toujours par la malheureuse cité. Tout se faisait à ses frais ; elle aussi fournissait les travailleurs.

Les remparts et l'ancien emplacement des glacis avaient été convertis en jolis jardins anglais et couverts de bosquets qui ombrageaient de charmantes habitations. Tout fut détruit. Hambourg, que son heureuse position sur l'Elbe avait rendu une des villes les plus florissantes de l'Europe, après avoir vu son commerce anéanti par le blocus continental, fut changé en place de guerre. Ses chantiers de construction déserts, ses trésors pillés, sa population fut réduite à relever de ses mains les remparts qui devaient assurer son oppression.

En sortant de Brémen nous allons occuper Rothembourg. Près de ce petit bourg les Français avaient élevé une espèce de fort, pendant que le quartier général se trouvait là. La compagnie d'Alméras va occuper ce fortin où nous le laissons lorsque, quelques semaines plus tard, nous sommes dirigés sur Lunébourg. D'Alméras nous rejoint à Hambourg, où, après la capitulation de cette ville, se réunit tout le corps d'armée.

Nous étions donc à Hambourg lorqu'un armistice de deux mois fut conclu entre les puissances belligérantes afin de donner à la diplomatie le temps d'essayer de poser les bases de la paix. Napoléon, vainqueur dans deux batailles rangées, avait recouvré tout son prestige aux yeux de l'armée qui le considérait comme invincible. Celui que la victoire suivait partout sur le champ de bataille devait succomber sous l'effort de la trahison et d'une nouvelle coalition plus redoutable que toutes les précédentes. Les conférences pour la paix eurent pour seul effet de constater la défection de la Prusse considérée comme déjà accomplie et la défection de l'Autriche. Son mariage avec la fille des Habsbourg avait fait croire

à l'Empereur qu'il pouvait avoir confiance dans l'Autriche, comme si les liens du sang sont comptés pour quelque chose en politique. La maison d'Autriche ne pouvait pardonner à la France la perte de son titre d'empereur d'Allemagne et surtout la conquête de l'Italie. Nous nous occupions fort peu de politique. L'armistice expira le 15 août, jour de la fête de Napoléon. L'armée apprit avec une indifférence complète que nous allions avoir deux puissances de plus à combattre. Il n'en fut pas de même d'un autre événement dont la nouvelle se répandit rapidement et qui fit naître une certaine inquiétude : l'arrivée de Moreau au quartier général de l'empereur Alexandre, avec le titre de major général. Cet acte indigne fit perdre à Moreau toute l'influence qu'il aurait pu exercer, en d'autres circonstances, sur ses anciens compagnons d'armes. Mais cette félonie ne put détruire la réputation qu'il s'était acquise par ses victoires et surtout par sa belle retraite devant les Autrichiens. Malgré la confiance qu'inspirait l'Empereur on eut généralement la crainte que les talents de son ancien rival ne fussent sinon suffisants pour faire reculer son étoile, du moins capables d'atténuer les effets de sa supériorité.

Aujourd'hui que l'expérience et une étude approfondie des moyens employés par ces deux généraux ont arrêté mes idées, je suis loin de vouloir les mettre en parallèle. Je suis convaincu que Napoléon avait sur son rival un immense avantage ; néanmoins les conseils de Moreau ont été, je crois, fatals à la France. Sans eux l'énorme supériorité numérique des alliés n'aurait servi qu'à donner plus d'éclat aux savantes manœuvres qui, dans la campagne de France, montrèrent toute la puissance du génie de leur invincible adversaire.

(*A suivre*).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE).[1]

Dès que l'expiration de l'armistice fut dénoncée les hostilités recommencèrent plus terribles. Napoléon dont l'activité n'avait pas besoin d'être excitée sentait la nécessité de frapper de ces coups décisifs qui assurent le succès de toute une campagne, en remontant le moral de son armée et en jetant l'épouvante dans les rangs ennemis. Le gain de la bataille de Dresde et plus encore la mort de Moreau, atteint dès le commencement de l'action, étaient bien de nature à produire cet effet. Il fut malheureusement paralysé par la destruction du corps d'armée de notre ancien général en chef Vandamme. Chargé par l'Empereur de poursuivre un corps d'armée russe qui battait en retraite dans les environs de Culm, le général Vandamme se laissa entraîner par son ardeur et vit ses derrières vivement attaqués par un autre corps qu'il avait étourdiment dépassé. Avec des troupes plus aguerries le général Vandamme serait sans doute parvenu à faire une retraite honorable. Il n'y avait alors que des recrues dans toute l'armée : les Russes poursuivis ayant repris l'offensive en entendant le canon de leurs camarades, les Français se débandèrent lorsqu'ils se virent enveloppés et furent sabrés par la cavalerie. Vandamme fut fait prisonnier, après avoir vu son corps détruit presque en entier.

On a dit depuis que, de violentes coliques ayant forcé Napoléon à retourner à Dresde, on le crut empoisonné. L'ordre de suspendre la poursuite fut donné, mais Vandamme oublié continua sa marche et fut coupé.

Quoi qu'il en soit, cette déplorable affaire, prélude de tous les malheurs qui suivirent, eut pour premier résultat d'arrêter l'armée française dans sa marche offensive et de relever le courage de nos ennemis.

Ces événements se passaient à la droite et au centre de l'armée.

[1] Voir le fascicule de mai 1894.

Pendant ce temps le 13e corps n'était pas resté oisif; après avoir réorganisé son corps d'armée et laissé une garnison suffisante à Hambourg, le maréchal Davout s'était porté en avant. Le 29e de ligne, alors de 3 bataillons — les deux premiers étaient successivement arrivés de France — était commandé par le colonel Pierre, officier fort estimé de l'Empereur. Notre général de brigade se nommait Avril, le comte Loison commandait la division. Promu lieutenant par décret du 12 août 1813, je fus attaché à la 2e compagnie du 2e bataillon. Mon capitaine, M. Robert, sortait des gardes nationales actives de l'Aude.

L'officier payeur en pied du 29e nous ayant rejoints avec le 2e bataillon, je lui remis mes comptes. Enchanté de n'avoir plus ni comptabilité ni caisse, ce fut avec grand plaisir que je me trouvai faisant le service dans une compagnie.

Le 29e ne fut point au nombre des régiments qui suivirent le maréchal, toute la division Loison fut préposée à la garde de Hambourg. Le général Oguendorf était le gouverneur. C'était un Hollandais d'une dureté et surtout d'une irritabilité excessive Régulièrement chaque jour il assistait à la parade, où il venait suivi de tous les généraux et officiers supérieurs de la garnison. Les autres officiers étaient d'avance rangés sur la place par les soins des chefs de bataillon de semaine. La moindre infraction à ses ordres était punie rigoureusement. De cette manière il réussit à jeter les bases d'une sévère discipline, bien nécessaire dans une armée composée entièrement de jeunes soldats. Sa dureté et surtout les propos plus que choquants dont les réprimandes étaient accompagnées le firent haïr. Plus tard il fut accusé de s'être plus occupé d'assister aux parades que du soin, bien plus important, d'approvisionner la ville, soin dont il était chargé. Ce bruit circula dans toute la garnison lorsque le maréchal vint s'enfermer dans Hambourg. Le gouverneur cessa presque entièrement ses fonctions.

Le général Avril avait assisté à la bataille de Lutzen et de Bautzen. A la fin de l'armistice il avait été désigné pour un commandement dans le 13e corps. Son aide de camp était resté pour amener ses chevaux. M. Avril demanda un officier d'ordonnance au colonel Pierre qui me désigna; mais auparavant le colonel me fit venir chez lui et me prémunit paternellement contre les fonctions

un peu équivoques dont il soupçonnait le général d'essayer de me charger. Le général était un bon homme, près duquel je ne restai pas assez longtemps pour éprouver sa délicatesse sous le rapport indiqué par mon colonel. Mon service consistait à me rendre chez le général à 11 heures. Son chef d'état-major y venait à la même heure. Le général causait avec lui quelques instants, puis nous nous rendions chez le terrible gouverneur que nous suivions à la parade. M. Avril, apprenant que j'étais de Nantes, me dit qu'il n'était pas étranger à cette ville dans laquelle il s'était marié à une demoiselle Lévesque.

Peu de jours après mon installation auprès de lui, le général donna à son chef d'état-major et aux deux colonels de sa brigade un dîner auquel il m'invita. Nous allâmes à Altona où l'ancien aide de camp du général Dumouriez, Rinville, tenait un beau restaurant dans une charmante maison située sur les bords de l'Elbe. Rinville avait suivi son général lorsque celui-ci passa dans le camp autrichien avec le duc de Chartres, depuis Louis-Philippe.

M. Avril, que certaines mauvaises langues appelaient : Avril qui n'est pas Mars, fit très bien les choses ; aussi à la fin du repas les propos joyeux commencèrent. Je m'abstins. Au colonel Pierre qui me regardait du coin de l'œil, mon silence parut d'autant plus convenable que le général me provoqua plusieurs fois. Le lendemain le colonel Pierre me combla d'éloges sur ce qu'il appela ma discrétion.

Mes fonctions d'aide de camp ne furent pas de longue durée. Un jour je trouve chez mon général un officier qui m'était inconnu. C'était son aide de camp qui venait d'arriver. J'accompagnai encore ce jour-là M. Avril à la parade. Mais avant de s'y rendre le nouvel arrivé et son chef eurent la conversation suivante :

« L'Empereur ne m'aime pas, disait le général, et en vérité je ne sais pourquoi, car je lui suis bien dévoué.

— Pardieu, dit l'aide de camp, si l'Empereur ne vous aime pas, ce n'est pas malin à deviner, il a de bonnes raisons pour cela, vous avez pensé lui faire perdre la bataille de Bautzen.

— Lui faire perdre la bataille de Bautzen !... Vous n'y songez pas, Monsieur ? Et comment cela, s'il vous plaît ?

— Comment ? mais en criant le premier : Sauve qui peut ! et en galopant si bien que je ne pouvais pas vous suivre ».

Au lieu de se fâcher comme je m'y attendais, le général sourit tranquillement, se lève et s'adressant à moi : « Venez, Monsieur, allons chez le gouverneur. » Et il ajoute entre ses dents : « Cet homme est d'une impudence qui dépasse toutes les bornes... Mais où en prendre un autre ? »

Cette scène m'a paru si singulière qu'elle est aussi présente à ma mémoire que s'il n'y avait pas 40 ans écoulés depuis. Malgré tout il m'a été impossible de me figurer le général tel que venait de le dépeindre son aide de camp. L'insolente audace de ce dernier fit sur moi une impression peu favorable à celui qui bravait ainsi son chef.

Je n'avais pas voulu cesser de faire le service dans ma compagnie parce qu'il n'y avait pas de sous-lieutenant. Nous quittâmes le quartier de l'Alster pour celui de Neumarquet. La famille juive qui me logea se composait du père, de la mère, de deux jeunes gens de 20 à 25 ans, et d'une jeune fille fort jolie. Je vois encore ses beaux cheveux d'un blond cendré et ses yeux bleus. Elle me prodigua les soins d'une sœur pendant une grave indisposition qui me retint douze jours au lit. Un médecin hambourgeois me traita. Il avait sans doute été appelé par mes hôtes, et, malgré mes instances, il ne voulut accepter que des remerciements. Voici à quoi je dus tant d'attentions de la part de ces Juifs.

Comme tous mes camarades, j'allais dans les cafés de Hambourg. Ces cafés étaient aussi fréquentés par des jeunes gens de la ville et par des femmes plus ou moins suspectes. Là, comme partout, MM. les officiers français n'admettaient aucune rivalité et n'entendaient pas qu'une valse leur fût refusée sous le prétexte d'engagement avec un autre qu'un Français. Affreux despotisme sans doute; mais... *Væ victis.* Nos hôtes étaient donc obligés de courber la tête. Pourtant, un soir, l'un d'eux, jeune homme d'assez bonne mine, ne put supporter l'insolence de ses tyrans, il voulut se révolter. C'est triste à dire, au lieu d'un adversaire le pauvre Allemand en vit une demi-douzaine se lever menaçants et le pousser sans vouloir entendre aucune raison. Cela devint sérieux : accablé par le nombre le malheureux n'eut d'autre ressource que de se sauver à l'autre bout de la salle où je me trouvais, par hasard presque seul. Je n'avais pris aucune part à ce qui venait de se passer, parce

que je ne voulais pas ouvertement blâmer la conduite de mes camarades, et j'étais loin de les approuver. Mon attention fut éveillée par un cruchon à bière qui vint se briser contre le mur à 6 pouces de ma tête. Le vaincu à qui était adressé le projectile réussit à en éviter un second et un troisième en faisant la canne. Je m'étais levé vivement, et ma figure parut à l'infortuné d'autant plus menaçante que ne sachant à qui j'avais affaire je mis instinctivement la main sur la garde de mon épée.

Au milieu de paroles en allemand que je ne comprenais pas ou très peu j'entends ces mots : « Sauvez-moi », accompagnés d'un geste suppliant. Il était à mes genoux. Je me place devant lui en m'écriant : « Messieurs, il est seul contre vous tous, voulez-vous donc le tuer ? »

— Rangez-vous, me répondent les officiers avec fureur, rangez-vous que nous punissions cet insolent comme il le mérite. »

Tous ceux qui parlaient ainsi brandissaient les uns des cruchons de bière, les autres des verres ou des chaises. C'était un tapage assourdissant qui couvrait la voix et ne permettait pas de discuter, ce que j'aurais voulu obtenir pour donner le temps aux têtes de se calmer. Je n'avais pas changé de place, mon attitude annonçait la résolution de ne pas céder. Je n'étais pas sans inquiétude sur l'issue de l'affaire, lorsque, en me détournant pour voir s'il y avait quelque moyen de faire évader mon juif, je vis qu'il avait disparu. Il s'était glissé sous une table et avait gagné une porte que le maître de la maison lui ouvrit. Me retournant vers la réunion je trouvai d'Alméras qui en voyant mon embarras était accouru se placer à mes côtés. Les officiers vinrent à nous, quelques-uns voulurent récriminer ; mais un ancien relevant sa moustache : « Allons donc ! Monsieur nous a peut-être épargné une mauvaise affaire en protégeant le pékin. Et puis, quand c'est un Français qui protège, n'y a pas d'affront, et.... suffit. » Puis prenant un verre, il ajouta : « A la santé des camarades du 29e. » D'Alméras et moi répondons à cette politesse en portant la santé du 28e chasseurs C'était à des officiers de cavalerie que mon Allemand avait eu affaire. L'ancien ne voulut pas me quitter sans me donner une cordiale poignée de mains et me dire à l'oreille : « Au revoir, mon jeune camarade. Vous devez être content ; vous vous êtes crâne-

ment conduit. Suffit, les anciens n'ont pas d'éloquence, mais ils aiment les braves. Jeune homme, j'espère que nous nous retrouverons. »

Cette scène violente qui menaçait de devenir fâcheuse m'avait retenu plus tard qu'à l'ordinaire. Je suis donc surpris de voir toutes les fenêtres éclairées dans la maison que j'habitais. La figure de la domestique qui vient m'ouvrir me paraît moins apathique que de coutume. Elle dit, en montant l'escalier, beaucoup de choses inintelligibles pour moi, et, au lieu de me conduire au deuxième étage, comme elle faisait ordinairement, elle ouvre toute grande la porte du premier et me fait entrer dans le salon où toute la famille était rassemblée. Tous se lèvent en me voyant, le père et la mère me prennent les mains, les serrent affectueusement et me font asseoir entre eux deux. J'étais et j'avais l'air fort étonné. Le plus jeune des enfants vient à moi. La mère me dit une quantité de choses, auxquelles je ne comprenais rien si ce n'est qu'elles devaient être très bienveillantes, au son de leur voix, et au jeu des physionomies, c'était visible. Je commençais à dire quelques mots d'allemand, mais ces gens fort émus parlaient trop vite et trop souvent deux à la fois pour que je pusse les comprendre. Je désespérais de pouvoir me rendre compte de ce qui se passait autour de moi, lorsque j'aperçois la jeune fille appuyée sur le dos d'un fauteuil. Elle était de sa famille la seule personne avec laquelle j'eusse essayé de causer. Ses parents n'avaient jamais paru le trouver mauvais. Elle me regardait avec ses yeux si doux. Je me lève, je vais à elle en prononçant très lentement : « qu'y a-t-il ? » Elle me prend les deux mains et me répond : « lui » et ses yeux me désignaient son jeune frère, puis s'agenouillant presque et joignant les mains elle ajoute : « Sauvez-moi !... » Je comprends alors que son frère est le héros de l'aventure du café. Je m'approche de lui en disant : « Comment, c'est vous, Monsieur ? — Ya, ya, mein herr, répond toute la famille. » Dès lors je reçus leurs marques de reconnaissance avec plaisir. Une partie de la nuit passa à prendre le café préparé pour me recevoir, et sans lequel du reste il n'y avait pas alors de bonne fête en Allemagne. Ma jolie interprète profita de la circonstance pour rester près de moi. Depuis, je ne cessai d'être traité comme l'enfant de la maison.

(*A suivre*).

MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE) [1]

Vers la fin de l'année, le 29e est envoyé à Harbourg, sur la rive gauche de l'Elbe, pour renforcer la garnison que déjà commençaient à inquiéter les Russes et les Prussiens. La défaite du corps de Vandamme avait forcé l'Empereur à abandonner Dresde. Par suite de ce mouvement l'ennemi avait partout repris l'offensive et franchi la barrière que l'Elbe lui opposait. Malheureusement sa confiance dans les ressources de son génie aveugla Napoléon sur les moyens de résistance qui lui restaient. Avec une armée, toute composée de nouvelles levées dont une grande partie n'avait pas 20 ans, il ne put se résoudre à croire qu'il ne réussirait pas à reconquérir le terrain perdu. Il laissa donc derrière lui les garnisons importantes de Dresde, Magdebourg, et surtout celle de Hambourg qui formait le 13e corps à elle seule et ne comptait pas moins de 30 à 40 mille hommes de toutes armes. Le maréchal Davout dut se replier sur la ville dont il activa les travaux relatifs aux fortifications. Toutes les îles qui séparent l'Elbe en plusieurs bras entre Hambourg et Harbourg furent occupées. On commença immédiatement à faire une route à travers ces îles pour assurer la communication entre les deux rives. Partout où on jugea le terrain mauvais, un pont en bois suppléa la chaussée qu'on ne pouvait établir. On construisit des embarcadères sur les deux bras du fleuve, plus des ouvrages pour les protéger.

Quelque temps avant le retour du maréchal une reconnaissance avait été poussée par la rive gauche en remontant l'Elbe. Le 105e de ligne chargé de cette opération rencontra l'ennemi à une certaine distance de Harbourg. Ce régiment bien inférieur en nombre fut repoussé. Il perdit du monde et réussit à opérer sa retraite, grâce à

[1] Voir le fascicule de décembre 1894.

la présence d'esprit et à la bravoure d'un chef de bataillon, lequel reçut plusieurs blessures, notamment à la tête. Ce brave commandant, de retour à Hambourg, ne se crut pas obligé d'observer les prescriptions du gouverneur relativement à l'uniforme. Ses blessures étaient d'ailleurs trop récentes pour qu'il pût mettre un schako. Il fut aperçu en bonnet de police par l'irascible général qui envoya un adjudant-major de place lui signifier les arrêts et lui demander son épée. Le commandant répondit que le général ignorait sûrement sa position : il ne pouvait pas être autrement vêtu, son porte-manteau étant resté au pouvoir de l'ennemi. Il avait perdu son schako dans le combat, et d'ailleurs ses blessures ne lui permettaient pas de supporter d'autre coiffure qu'un bonnet de police. M. Oguendorf furieux donne l'ordre de faire emmener le commandant par la garde. Bien que indigné, le commandant voulut, aux officiers qui l'entouraient dans le café et qui protestaient contre cette violence, donner l'exemple de la subordination. Il rendit son épée et rentra chez lui d'où il écrivit sans retard au colonel pour lui rendre compte de ce qui venait de se passer. Le colonel porta la lettre au maréchal. Depuis ce moment on n'entendit plus parler du général Oguendorf. Le prince d'Eckmül, déjà mécontent, le révoqua de ses fonctions de gouverneur.

La ville d'Harbourg n'avait pas alors une grande importance. On espérait en la conservant garder un moyen de communication avec la France. Le maréchal, qui n'avait point son pareil comme dévouement à l'Empereur, n'admettait pas la possibilité d'une continuation de revers. Dans cette croyance Harbourg fut entourée de redoutes et de blockhaus. Son château qui donnait sur l'Elbe fut restauré et ses fortifications remises en état, ce qui atteignait le double but de servir de citadelle et de protéger la tête du pont débouchant sur la route de Hambourg.

Telle était la situation lorsque nous arrivons sur la rive gauche. Mon bataillon forma la garnison du château. Ma compagnie portait le nº 2, la troisième était commandée par M. Menuisier dont j'avais fait la connaissance en lui remettant les lettres que sa sœur m'avait données pour le colonel. Notre séjour dans le château où nous logions porte à porte nous rendit intimes. Mon capitaine, M. Robert,

continua à demeurer en ville. M. Menuisier était relativement aux officiers de son grade un très jeune homme. En sortant de l'Ecole militaire où il n'était resté que 4 mois, il avait été envoyé en Espagne. Il était ce qu'on appelle un bon enfant, léger de caractère, aimable avec tout le monde et fort bien avec ses camarades qui recherchaient en lui le beau-frère de l'ancien colonel. On lui pardonnait volontiers ses manières d'homme du monde en faveur de sa bravoure éprouvée plus d'une fois dans la guerre de la Péninsule.

Nous ne restâmes pas longtemps au château d'Harbourg dont le séjour nous plaisait peu.

Le colonel Pierre reçut l'ordre de se mettre à la tête d'une colonne composée de 2 bataillons de son régiment, d'une demi-batterie et 2 escadrons de chasseurs à cheval. Il devait se porter à 3 journées de marche sur la route déjà suivie par le 105e, tandis qu'un autre détachement se porterait à peu près à la même distance, mais sur la droite du premier. Ce second détachement se composa de 2 compagnies : la 2e (du 2e bataillon) dont j'étais le lieutenant et celle du capitaine Menuisier. Comme le plus ancien, M. Robert prit le commandement.

Je l'ai déjà dit, M. Robert était un des officiers du bataillon des gardes nationales actives de l'Aude dont le cadre avait été envoyé dans le 29e. Cette incorporation n'avait pas été vue avec plaisir. Elle avait arrêté l'avancement de beaucoup d'officiers et sous-officiers qui avaient dépassé Dantzick sans savoir que leur régiment y avait été retenu par le général Rapp, et qui avaient rejoint le dépôt à Lyon. Le caractère gascon s'accommodait peu avec l'esprit positif des Bretons et des Lorrains. Quelques-uns des nouveaux arrivés justifièrent cette prévention.

Mon capitaine avait, paraît-il, l'instinct que l'on attribue aux corbeaux. Il calcula avec une merveilleuse sagacité que si le colonel qui marchait à notre gauche avec une force bien supérieure à la sienne rencontrait l'ennemi, il le culbuterait ou serait culbuté. Dans les deux cas il courait gros risque, lui Robert, d'avoir sa retraite coupée ou d'être écrasé. Un autre que lui aurait probablement pensé qu'un officier doit exécuter les ordres reçus sans en calculer les suites, et qu'il pouvait même y avoir quelque

gloire à acquérir, soit en se portant au secours du colonel, si son canon se faisait entendre, à partager son danger ou ses avantages, soit en essayant de repousser un ennemi probablement plus fort, mais démoralisé par sa défaite. Certes, la position était belle, et dût-on succomber, on pouvait y trouver l'occasion de mériter des éloges. M. Robert juge plus prudent d'agir d'une autre manière. Nous sortons d'Harbourg avant le jour, c'est-à-dire vers 5 heures et demie du matin. — Nous étions à la fin de septembre. — Nous marchons toute la journée, ne faisant que les haltes ordinaires d'un régiment en marche et une demi-heure à la moitié de la journée pour donner au détachement le temps de manger. Plusieurs heures après le coucher du soleil nous atteignons un petit village situé à trois lieues seulement du but de notre expédition. Nous avions fait vingt et une lieues. Nos pauvres soldats dont le plus âgé avait à peine 19 ans — on tirait alors à 18 — étaient sur les dents. Plusieurs seraient restés en route sans le cheval du capitaine Menuisier qui le chargea du sac des plus fatigués.

A la grande halte, le lieutenant des chasseurs qui formaient notre avant-garde et éclairaient notre marche vient déjeuner avec nous, je veux dire qu'il réunit ses vivres aux nôtres. Je reconnais en lui l'officier du bal où j'avais tiré de presse le fils de mon hôte. Enchantés de nous revoir, il me donne une de ces poignées de main comme en savaient donner les vieux soldats de cette époque. Nos capitaines étonnés de cette connaissance demandent comment elle s'est faite. Le lieutenant des chasseurs raconte mon aventure dans les termes les plus avantageux.

Arrivés au village où nous devons passer la nuit, notre chef se loge, avec le capitaine Menuisier et l'officier de chasseurs, dans la maison qui lui paraît la plus convenable et ne s'occupe pas plus de son détachement que s'il n'existait pas. Malgré mon peu d'expérience, il me sembla indispensable de prendre quelques précautions contre les dangers d'une surprise. Pensant que mon capitaine compte sur ma vigilance, j'organise des moyens de défense : quatre sergents avec chacun dix hommes et deux caporaux vont se placer aux quatre points extérieurs les plus importants, sans tenir à une distance égale entre eux, mais de manière à pouvoir établir une com-

munication non interrompue au moyen de leurs factionnaires qui forment ainsi une ceinture autour du village. Malgré la longueur de la marche que nous avons faite, je veux veiller moi-même à l'établissement de chaque poste et je laisse au sous-lieutenant de la troisième le soin d'installer le reste de notre monde dans la grange qui, selon l'usage en Allemagne, précède l'entrée de la maison désignée pour notre logement. Ma présence parmi les soldats qui durent monter la garde produisit sur eux un excellent effet. Il y en avait qui se traînaient avec peine. Ils protestèrent que si le lieutenant qui au bout du compte avait fait la même marche qu'eux n'était pas venu lui-même les mettre de garde, ils n'auraient pu bouger. Sur le flanc opposé à celui par lequel nous étions arrivés dans ce village se trouvait un bois de hautes futaies d'un demi-hectare environ. Au milieu de ce bois était une cabane en paille, à côté il y avait une calèche, et à quelque distance deux chevaux paissaient tranquillement. Dans la cabane je ne trouvai que de la paille. Le sergent y logea ses hommes.

Il était plus de onze heures losque je fus de retour à mon logement. Les deux compagnies étaient très convenablement placées, la paille ne manquait pas. Sur mon ordre chaque homme dormit le bras passé dans la bretelle de son fusil : précaution nécessaire pour qu'en cas de prise d'armes subite il n'y eût pas de confusion; tout le monde devait ainsi se trouver instantanément en défense.

Mon camarade m'attendait pour souper. J'en avais grand besoin ; mais il était décidé que je me reposerais plus tard. Nous étions à peine à moitié du repas lorsque notre hôte, qui nous regardait manger, se lève d'un air effaré en criant en allemand : « Monsieur... Monsieur, un coup de fusil ! » Nous ne faisons qu'un bond de notre place dans la grange où nous trouvons tous les soldats debout, sous les armes et sur deux rangs, comme je l'avais prescrit. Sans nous arrêter nous allons au factionnaire qui nous dit avoir entendu le coup de fusil, ce qui l'a fait crier : « Aux armes ! » Il n'avait rien vu. Tout cela ne prouvait rien, vu l'obscurité de la nuit. Mon collègue se rend auprès des capitaines prendre leurs ordres et savoir s'ils avaient entendu le coup de fusil. Promptement de retour, il me dit qu'il a trouvé ces messieurs

tranquillement à table. D'après ces messieurs un des factionnaires placés autour du village avait tiré sur un paysan qui apportait de l'avoine pour les chevaux. Ils nous engageaient à nous reposer. Malgré ce conseil très tentant, je prends six hommes avec moi et fais une seconde fois le tour du village, persuadé que les hommes de garde n'étaient pas sans inquiétude. En effet, à ma grande satisfaction, je trouve les quatre postes sous les armes. Je reviens content de ma tournée, mais horriblement fatigué et ne comprenant pas du tout l'indifférence de nos chefs.

Par le capitaine Menuisier j'ai su que M. Robert avait donné au lieutenant des chasseurs l'ordre de partir le lendemain avant le jour avec son peloton et de se porter rapidement au point indiqué comme terme de la reconnaissance. Le lieutenant des chasseurs s'y était absolument refusé : — « Monsieur, lui avait dit Robert, je ferai un rapport contre vous. — Faites, capitaine, faites, je ne crains pas votre rapport, Il sera suivi du mien. J'aurai soin d'y faire mention de la marche forcée d'aujourd'hui, de l'art avec lequel vous avez su vous établir militairement dans ce village, grâce à l'activité d'un jeune homme de 20 ans qui est à sa première campagne et qui n'a jamais vu le feu. Si votre rapport et le mien sont susceptibles de faire du mal à quelqu'un, ce ne sera pas à votre lieutenant, entendez-vous, mon capitaine ? Et pour ce qui m'incombe, nous verrons si je serai blâmé de n'avoir pas voulu éreinter mes chevaux en leur faisant faire plus de quarante lieues en deux jours. Car, je vous vois venir : à peine revenus, il nous faudra partir avec vous pour nous rapprocher d'Harbourg, — si je vous trouve encore ici, toutefois. »

Mon capitaine n'osa plus insister. Le lendemain, de bonne heure, nous nous remettons en marche. Nous rétrogradons, comme l'avait dit l'officier de chasseurs, jusqu'à une petite ville peu éloignée d'Harbourg. Nous nous y reposons deux jours. Nous y fûmes fort tranquilles, à cause de la proximité de notre garnison d'abord, et ensuite parce que cette petite ville avait une enceinte qui la mettait à l'abri d'un coup de main et me permit de nous garder sans beaucoup de peine.

Lorsque nous avons dépensé le temps que nous aurions dû

mettre à nous rendre au lieu de notre destination et à en revenir, nous partons pour Harbourg. Nous y rentrons quelques heures après la colonne commandée par le colonel Pierre. Nous eûmes alors la preuve que mon capitaine avait calculé juste. L'ennemi vivement poussé par le colonel a dû se trouver dans le village où nous avons couché, 24 heures au plus après notre départ.

Comment M. Robert arrangea-t-il son rapport ? Le secret de cette affaire a été bien gardé.

Nous ne fûmes point logés au château. Tout le bataillon fut établi dans les maisons les plus éloignées à l'ouest de la ville. Des avant-postes furent placés dans la même direction. On restaura une petite redoute dont les profils presque effacés attestaient que sa construction première datait de loin. J'ai su depuis qu'elle avait été faite par les Français pendant la guerre de Sept-Ans, cette guerre qui fit tant d'honneur au roi de Prusse et si peu à la France. J'y fus de garde plusieurs fois.

La saison s'avançait. L'horizon politique se chargeait de nuages comme celui de la contrée que nous occupions. Par les dispositions que prenait le 13e corps et par la présence de l'ennemi sur la rive gauche de l'Elbe, il était évident que l'armée française était en pleine retraite. Nous allions avoir un siège à soutenir.

Nous étions en octobre lorsque je fus envoyé avec 30 hommes de ma compagnie dans un hameau situé un peu sur notre gauche. Les Hollandais faisant partie du corps d'armée étaient mieux informés que nous des événements. Ils désertaient en grand nombre et retournaient dans leur pays qui s'était mis en insurrection à l'approche des Russes. Le 33e léger était presque entièrement composé de Hollandais. Le maréchal averti de ce qui se passait fit relever ce régiment et ordonna de ne l'employer qu'aux travaux des fortifications passagères exécutés par le génie pour mettre Harbourg en état de défense.

Arrivé à mon nouveau poste je trouve une compagnie du 33e logée dans le hameau. Elle était commandée par un capitaine et deux autres officiers. Mes instructions m'avertissaient que je n'étais point sous les ordres de ces messieurs, que cette compagnie ne ferait aucun service. Je devais me garder moi-même avec les hommes

de mon détachement plus douze chasseurs à cheval commandés par un maréchal-des-logis qui vint prendre mes ordres dès qu'il fut arrivé. Avant d'aller plus loin, je dois raconter une petite aventure arrivée pendant que nous étions en avant d'Harbourg. Je l'ai dit, nous occupions les maisons les plus avancées. Comme ces maisons devaient être les premières à souffrir du fléau de la guerre, les habitants les avaient abandonnées et démeublées. C'est pourquoi nos capitaines s'y tenaient bien pendant le jour, mais la nuit ils se retiraient en seconde ligne où ils trouvaient encore quelques habitants et par suite un meilleur gîte. Pour être plus tranquilles ils se déchargeaient sur le plus ancien lieutenant du soin de surveiller les rondes de nuit qu'ils faisaient faire par tous les lieutenants. Le plus ancien s'appelait Miel, homme sans instruction ni aucun tact. Il avait pour seul mérite l'ancienneté de son grade et il voulait user largement du pouvoir qui lui était dévolu. Tant qu'il se mêla seulement du service de nuit, il trouva en tous ses camarades une obéissance passive et toute la subordination qu'aurait pu exiger la supériorité hiérarchique. Encouragé par cette soumission, Miel prit avec nous des airs de supériorité et voulut étendre sa surveillance sur le service de jour. Monsieur ne souffrait plus aucune contradiction. Il tranchait du petit commandant. En raison de mon âge et de ma nouveauté au service, il pensa pouvoir prendre ce ton plus impunément encore avec moi qu'avec tout autre. Bien que soucieux de ne pas me faire une réputation de susceptibilité, je résolus de profiter de la première occasion pour lui montrer que je ne me laisserais pas mettre le pied sur la gorge. Elle ne se fit pas attendre. Un jour nous parlions service : l'un de nous, garçon très inoffensif, fort doux pour tout le monde, nous fit part de quelques mesures qu'il venait de prendre dans sa compagnie. Miel le blâme avec rudesse et lui ordonne de ne pas y donner suite. Cet ordre me fit sourire :

— « Qu'est-ce qui vous fait sourire, s'il vous plaît, me dit Miel, en me fixant d'un air mécontent. — J'admire, Monsieur, la bonté de notre camarade d'obtempérer à un ordre que vous n'avez pas le droit de lui donner. Les mesures dont il nous parle concernent le service intérieur de sa compagnie; et, en fût-il autrement, ce serait

encore en dehors du commandement que vous donne votre ancienneté, lequel cesse en présence de nos capitaines qui sont à deux pas d'ici. — C'est juste, dirent les autres lieutenants. Tu as tort, Miel, cela ne te regarde pas. »

Dom Miel s'attendait peu à cette sortie. Il devint rouge de colère, et s'avançant vers moi : « Vous avez une figure qui me déplaît, vous. — Très fâcheux pour moi, Monsieur, mais il n'est pas en mon pouvoir de la changer. Il faudra, s'il vous plaît, la souffrir telle quelle. C'est encore une chose en dehors de votre commandement. — Eh bien, marchons. — Soit, je suis à votre disposition. Si un de ces messieurs veut bien m'accompagner ?... — Mais tu es fou, Miel, lui dit un des officiers, tu as tort. En quoi Monsieur t'a-t-il offensé ? »

Miel ne répond pas et passe comme un furieux dans la pièce voisine où je le suis avec deux de nos camarades. Celui qui avait pris la parole me servit de témoin. Nous ôtons nos habits et tirons nos épées. La mienne était un carrelet très léger, très bien monté. Mon adversaire avait une épée plate telle que le prescrivait alors l'ordonnance. Elle était longue et lourde. Je m'avance vers Miel et lui dis : « Monsieur, nos armes ne sont pas égales. — Tant pis pour vous. — Non, Monsieur, c'est pour vous. Vous ne sauriez parer avec une telle lame. La mienne me donne l'avantage, je dois vous en prévenir et vous engager à en prendre une autre. Je suis du reste tout prêt à vous donner la satisfaction que vous demandez. »

(A Suivre).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE)[1]

Sans répondre un mot Miel remet son épée dans le fourreau, prend son habit et nous laisse tous les trois stupéfaits. — « Ah ça, dit son témoin, l'ancien a-t-il un coup de marteau sur la nuque ? — Dame ! dit l'autre, ça me fait cet effet-là. »

Au même instant nos camarades qui, ne comprenant rien à la subite apparition de Miel, me croyaient mort, au moins blessé. On leur raconte ce qui s'est passé et on rit un peu aux dépens de l'ancien. Il fut deux jours sans reparaître et ne m'a jamais adressé la parole depuis. Peu de temps après il passa capitaine et ne fut pas fâché de cacher sa mésaventure derrière sa dignité. Ce brave lieutenant avait pensé qu'il aurait bon marché d'un blanc-bec et se trouva désappointé en me voyant apprécier les avantages d'une lame sur une autre.

J'étais depuis peu à mon nouveau poste lorsque le maréchal de logis des chasseurs m'annonça la visite de son lieutenant pour l'après-midi. Ce sous-officier était logé dans la même maison que moi, ainsi que le sergent de mon détachement. Autant pour alléger la charge qui pesait sur l'habitant obligé de nous nourrir tous les 3, que pour n'être pas seul, j'avais cru pouvoir déroger aux règles de la hiérarchie et avais autorisé notre hôte à nous faire manger ensemble. Je n'eus qu'à me louer de la discrétion de mes subordonnés. Celui de ma compagnie était jeune. L'autre avait fait plusieurs campagnes. Ses récits aidaient à passer les veillées déjà bien longues. Je le priai de dire à son officier que je l'invitais à dîner avec nous.

[1] Voir la livraison de février 1895.

— Ma foi, mon lieutenant, dit l'ancien soldat, ce que vous me dites là me fait un fameux plaisir. Car, voyez-vous, tous les officiers ne sont pas aussi aimables que vous pour leurs inférieurs qui comme moi n'ont pas eu la chance d'attraper l'épaulette. Le lieutenant est bon enfant, mais il est diablement sur la hanche à l'endroit de la discipline. J'étais un peu embêté dans la crainte d'être maladroit en ne l'invitant pas, ou de manquer à la subordination en l'invitant. Tandis que de votre part.., tout est bien, quoi ! — Eh bien ! mon brave, lui dis-je, faites monter à cheval un de vos chasseurs. Notre hôte, vous le savez, nous fait faire maigre chair ; nous avons donc besoin de provisions pour recevoir convenablement notre invité. Envoyez-moi le commissionnaire, que je lui donne la consigne et de quoi l'exécuter. »

Une ou deux heures après le lieutenant inspectait les chasseurs et je reconnaissais à mon grand contentement l'officier du bal et de notre expédition avec M. Robert et M. Menuisier. Pas besoin de le dire, mon invitation fut acceptée et le dîner fut très gai. C'est la dernière fois que nous nous rencontrâmes.

Je restai peu de temps dans ce cantonnement. En rentrant à Harbourg, j'appris que mon capitaine avait failli se casser les reins en sautant un fossé et que depuis il n'avait pas quitté le lit. Comme il n'avait que moi d'officier, on me faisait rentrer.

Quelques jours se passent.

Un matin le bruit se répand que la compagnie des voltigeurs du 2e bataillon, cantonnée dans un village à une lieue d'Harbourg a été attaquée dans la nuit par des hussards prussiens et qu'elle a eu 12 hommes tués ou pris. A la suite de cette affaire qui annonçait que l'ennemi commençait à nous bloquer, cette compagnie quitta son poste et vint presque à la porte de la ville occuper un hameau où se trouvait un café autrefois très fréquenté.

Le lendemain le colonel me fait venir chez lui et me donne l'ordre d'aller rejoindre la compagnie de voltigeurs. Une heure après j'étais à mon poste et j'apprenais de mon nouveau capitaine que son lieutenant s'était conduit de manière à ne plus permettre de compter sur lui. Il avait tout bonnement refusé d'exécuter ses ordres dans la nuit où il fut attaqué et c'était le sous-lieutenant qui avait

dû marcher à sa place et qui avait reçu la charge des hussards prussiens. Voici comment l'affaire eut lieu : à onze heures, un aide de camp du maréchal venait avertir le commandant des voltigeurs qu'il serait attaqué dans une heure et qu'il eût à prendre les armes et à se replier sur le village où était le café. M. Mareuge (le capitaine) réunit tout son monde et donne l'ordre à son lieutenant de se porter en avant pour explorer la plaine qu'ils ont à traverser. Sur le refus de cet officier, le sous-lieutenant part avec vingt-quatre hommes. Il n'a pas fait quatre cents pas en avant du village qu'il croit voir sur sa gauche et appuyé à un bouquet de bois, qui faisait saillie, quelque chose de noir. Il s'avance pour reconnaître et est arrêté par le cri « *Verda* (qui vive) ? » — Un vieux voltigeur qui, en raison de son ancienneté, avait une grande influence sur ses camarades, répond par un coup de fusil, aussitôt suivi d'une décharge générale. Toute la section se trouvait ainsi sans autre défense que ses baïonnettes. Un hourra énergique s'élève tout à coup. Officier et soldats perdent la tête et se débandent. L'ennemi eut alors bon marché d'eux. Sans l'obscurité il en serait peu revenu. La moitié à peu près réussit à rejoindre la compagnie qui débouchait à ce moment dans la plaine. Formée en colonne serrée, l'ennemi n'osa pas l'attaquer. Le lendemain le capitaine revint à la pointe du jour. Les hussards s'étaient retirés. Il rallia encore quelques hommes et le sous-lieutenant qui avait passé la nuit dans un four. Le même jour M. Mareuge avait écrit au colonel pour lui rendre compte de ce qui s'était passé et demander le changement de son lieutenant, vu sa conduite en face de l'ennemi. Le colonel répondit en lui envoyant la liste des officiers du bataillon. Il lui laissait la liberté d'un choix qu'il ne voulait pas faire lui-même à cause du peu de connaissance qu'il avait des officiers. Le capitaine me donna la préférence parce que j'étais Breton. Celui que je remplaçais était de l'Aude.

Le maître du café habitait encore sa maison lorsque j'arrivai. Chez lui étaient logés les trois officiers. Il avait deux filles toutes jeunes.

Aux avant-postes on ne dort guère. Si on se couche, c'est tout habillé. Vers minuit le capitaine propose d'aller faire une ronde

dans la plaine, jusqu'au bivouac occupé pendant le jour par les dragons. Nous étions près de sortir tous les trois, je fis observer que la compagnie allait se trouver sans officier : il semblait prudent que M. Dubos, le sous-lieutenant, restât. M. Mareuge loua mon idée. Nous partons tous les deux. Il faisait un vent terrible. Je ne connaissais pas du tout le pays, ne l'ayant jamais vu de jour. Mon capitaine marchait si vite que j'avais mille peines à le suivre. Je tremblais de le perdre, pour deux raisons : je n'étais pas sûr de retrouver mon chemin ; et on m'aurait peut-être accusé d'avoir eu peur. Je faisais ces réflexions tout en marchant, lorsque M. Mareuge s'arrête et me dit : « Je croyais trouver par ici le bivouac des dragons. Il paraît que je me suis mal dirigé, nous sommes égarés. — Peu amusant ce que vous dites là, mon capitaine. — Farceur. Attendez, je crois qu'en appuyant vers la gauche.... Oui, c'est cela, nous allons retrouver le chemin creux. » Il dit et subito il reprend son pas accéléré. Je le suis du plus près possible. Tout à coup je vois que je ne vois plus rien. Le capitaine avait disparu. Je hâte le pas... je sens la terre manquer sous mes pieds et me trouve presque sur la tête de M. Mareuge qui étouffe un gros juron.

— « A votre tour, me dit-il, vous êtes peu amusant. »

Nous étions dans le chemin creux. Nous reprenons notre course, toujours au pas accéléré. Nous marchions ainsi depuis au moins dix minutes, mon capitaine s'arrête de nouveau : « Voilà un homme. » Cela dit, M. Mareuge fait demi-tour et se met presque à courir. Mes yeux étaient excellents alors et je ne vis rien, même en me baissant. Je n'en suis pas moins mon chef, mais avec bien plus d'assurance : je ne pouvais ni perdre mon chemin, ni être accusé d'avoir peur en restant derrière.

En arrivant nous trouvons M. Dubos fort inquiet, et sur le point de faire partir des patrouilles pour tâcher de nous trouver. Nous racontons notre tournée. — « Convenez, dis-je au capitaine, que nous avons manqué de prudence. Si l'homme que vous avez cru voir avait été un cavalier ennemi, qu'aurions-nous fait avec nos épées ? — Eh ! que ne disiez-vous tout cela avant de partir ? — Oui, pour que jeune et inexpérimenté on pense que la crainte me fait parler. Vous m'auriez mené au bivouac ennemi que je n'aurais

pas soufflé mot. C'était bien assez d'avoir de la peine à vous suivre. — C'est vrai, j'ai remarqué cela. J'ai remarqué aussi qu'au retour j'allais encore plus vite et vous encore moins. Si la peur vous avait arrêté en allant, elle vous aurait donné des ailes en revenant. »

Tous les jours nous partions de grand matin. Nous allions faire une reconnaissance jusqu'à l'autre bout de la plaine et dans les villages qui la bordaient. Un jour nous rentrions à notre poste très tranquillement, nous sommes accueillis par un coup de fusil. La balle frappe nos baïonnettes et est respectueusement saluée par toute la compagnie. Des grenadiers du 44e avaient aussi été envoyés en reconnaissance et s'étaient arrêtés dans notre village en nous attendant. Un de leurs factionnaires nous avait crié : « Qui vive ! » Ne recevant pas de réponse il avait fait feu. Nous n'avions pas entendu parce que notre capitaine gourmandait sa compagnie qui, disait-il, marchait mal. Il s'était retourné en disant : « Tas de coquins — c'était son mot favori quand il était content — voulez-vous marcher mieux ? » Or, dans la bouche de M. Mareuge *tas de coquins* avait le privilège d'exciter l'hilarité des voltigeurs. Il ne s'en fâchait ; je l'ai même plus d'une fois soupçonné de le dire exprès.

C'était un très bon homme, M. Mareuge. Il avait été soldat et méritait bien le commandement d'élite qui lui était confié. Ses voltigeurs l'aimaient. Son défaut était de toujours crier ; mais on le connaissait et personne ne lui en voulait. Fils d'un cocher de Paris, il avait le bon esprit de ne pas en rougir. Son père, nous disait-il, était un grand seigneur, tout le long du jour il se promenait en voiture dans la capitale.

Une huitaine après mon entrée aux voltigeurs, nous sommes attaqués en plein jour par les mêmes hussards prussiens (de la Mort). Le poste de dragons se replie précipitamment sur nous. Ils avaient à peine eu le temps de monter à cheval. Quelques-uns s'enfuient jusqu'à Harbourg où ils jettent l'alarme. On bat la générale : toute la garnison prend les armes.

De la hauteur que nous occupions nous pouvions voir tout le mouvement de la ville. L'ennemi s'avançait avec précaution. Il

était peu nombreux et n'avait pas d'infanterie, ou du moins il n'en paraissait pas. Il ne semblait pas savoir que notre village était occupé, nos factionnaires se trouvant cachés par les maisons et les arbres. Notre position était excellente contre la cavalerie. Je suis donc très étonné de recevoir l'ordre du capitaine de me porter en tirailleur avec une vingtaine d'hommes. Je pars aussitôt et vais me placer entre Harbourg et l'ennemi, ma gauche appuyée à notre cantonnement. Je fais commencer le feu immédiatement. Dès les premiers coups de fusil nous voyons des cavaliers prussiens tomber et leurs chevaux galopper dans la plaine. L'ennemi commence à opérer sa retraite avec beaucoup d'ordre, en répondant à notre feu par des coups de carabine. Ces coups portaient mal, n'atteignaient personne. Pour la première fois j'entendais siffler les balles, c'était peu effrayant. Encouragés par le succès de leurs premières décharges mes hommes s'avancent rapidement et ont bientôt dépassé le village. J'allais les rappeler lorsque je vois que mon capitaine suit notre mouvement et que ma gauche continue à être soutenue par lui.

Cependant, par suite de l'alarme causée dans la ville par la générale, tous les régiments avaient pris les armes. Le général commandant, beaucoup d'officiers supérieurs, qui étaient à la suite faute d'emploi, et notre colonel, qui était bien aise de voir ce que devenait la 2me compagnie de voltigeurs, étaient sortis. En un clin d'œil la plaine est couverte de cavaliers. Ils durent s'éparpiller pour ne pas présenter un but trop sûr au feu de l'ennemi. Tout cela se mêla avec mes tirailleurs, il me devint alors impossible de bien surveiller leurs mouvements. Je fis tout ce qu'était en mon pouvoir pour les faire se rapprocher de la compagnie. Je ne réussis qu'en partie. Involontairement ils étaient entraînés par les cavaliers mêlés à eux. Quelques-uns de ces cavaliers avaient mis le sabre à la main et poussaient vivement les Prussiens. Ceux-ci battaient en retraite avec un ordre qui ne présageait rien de beau. Ils atteignirent ainsi un bouquet de bois derrière lequel se tenait caché un peloton de hussards qui chargea dès qu'il nous vit à portée. Toute la ligne de nos cavaliers battit en retraite, laissant à découvert les voltigeurs qu'ils avaient entraînés. J'eus trois hommes faits prisonniers et j'en

aurais eu bien davantage sans le mouvement vers la gauche, que j'avais commencé, et sans le sang-froid d'un chef d'escadron français. Il rassembla une demi-douzaine de cavaliers, vint se placer fièrement à la droite des tirailleurs, protégeant ainsi leur retraite. Impossible de voir plus belle contenance que celle de ce petit peloton défiant tranquillement, à haute voix, l'ennemi d'avancer.

J'avais enfin réussi à rassembler mes tirailleurs. Je m'arrêtai pour attendre nos braves protecteurs. Je me plaçai sur leur gauche, de manière à ne pas gêner leurs mouvements et à n'être pas masqué par eux, dans le cas où l'ennemi se déciderait à les charger. Quelques tirailleurs s'avancèrent par mon ordre et recommencèrent le feu contre les Prussiens dont ils descendirent encore quelques hommes. Cette manœuvre les arrêta tout à fait : nous fîmes alors tranquillement notre retraite. Chemin faisant je m'approche du commandant, je lui adresse mes remerciements et lui demande ses ordres.

— « Continuez, me dit-il, continuez : vos dispositions sont excellentes. Je vous en fais mon compliment, car vous paraissez bien jeune. — C'est mon étrenne, mon commandant. — Eh bien, ce n'est pas mal, qu'en dites-vous, Messieurs ? Ma foi, mon camarade, vous avez l'instinct du métier. »

Le colonel et le capitaine suivis de la compagnie rejoignaient en ce moment. Je leur rendis compte et parlai avec chaleur du chef d'escadron qui nous était venu en aide. Le colonel alla le remercier et je vis aux gestes du brave cavalier qu'il était question de moi. Le capitaine le vit de même et me serra la main : ce me fut un sensible plaisir, car, avant cette petite escarmouche, j'étais tourmenté par la peur d'avoir peur.

Le 29e resta encore quelques semaines à Harbourg. Puis il fut commis à la garde des îles qui séparent cette ville de Hambourg. La confiance qu'inspirait la compagnie, composée d'hommes forts, presque tous de conscriptions arriérées, et surtout son brave capitaine, nous firent placer à la pointe supérieure de ces îles, auprès d'un moulin nommé Morwiander. Nous fûmes logés dans les maisons qui sont de chaque côté des digues destinées à protéger l'intérieur contre les crues du fleuve. Un poste bivouaqua à l'extrémité de l'île

sur un terrain d'alluvion en dehors des chaussées. Notre bivouac à la construction duquel je présidai, parce que le premier je l'occupai, consistait en un trou rond et circulaire. Les terres étaient rélevées tout autour en talus. Des perches d'aunes, assujetties par plusieurs rangs de gaules se réunissaient en forme de cône. On mit sur le tout des roseaux en laissant une issue à la fumée, car un bon feu y fut allumé nuit et jour. Une espèce de banc en terre régnait tout autour. J'ai passé plusieurs semaines dans ce trou. Nous y étions à l'abri de la pluie et du froid, trop même car la chaleur rendait les soldats paresseux. C'était à qui n'irait pas fendre et scier du bois. Derrière une rivière aussi large que l'Elbe il était difficile, mais non impossible, d'être surpris. L'artillerie jugea à propos de couvrir notre bivouac par un redan. A peine l'ouvrage fini et les artilleurs partis, l'ennemi démasque sur la rive opposée une batterie de 2 pièces de canon qui enfilaient le redan par la gorge. A notre chef de bataillon, M. l'Arpenteur, petit homme d'une grande intelligence, nous faisons remarquer la direction des embrasures qui paraissaient pratiquées dans la digue nous faisant face. — « Que faire, nous dit le commandant ? — Je crois, lui dis-je, qu'il faut faire de ce redan une redoute. Elle sera irrégulièrement construite, mais elle mettra ceux qui l'occupent à l'abri du canon de l'ennemi. — Vous en parlez à votre aise ; qui fera faire cela, maintenant que les artilleurs sont partis ? — Mon commandant, c'est une chose assez facile, ils nous ont laissé leurs profils, il n'y a que la direction à changer. — Vous en chargez-vous ? — Oui, mon commandant, je ne ferai pas aussi bien que l'artillerie, mais je puis vous assurer que les boulets ne traverseront pas le parapet que j'élèverai. — Et bien, à l'œuvre. Commençons tout de suite. — Je ne vous le conseille pas, si vous ne voulez pas que vos travailleurs reçoivent des coups de canon. — Ah bast ! dit l'adjudant-major qui nous écoutait. Pourquoi voulez-vous qu'ils tirent ? — Pourquoi ? Parce qu'à leur place je ne manquerais pas l'occasion de faire du mal et d'empêcher mon ennemi de se fortifier. — N'ayez pas peur, allez.... » A peine avait-il prononcé ce mot qu'un coup de feu se fait entendre et la balle siffle à nos oreilles. Le commandant ne bouge pas, mais M. Maréchal et moi baissons la tête.

— « Quelle révérence vous avez faite, me dit ironiquement l'adjudant-major ! — Moins profonde que la vôtre, lui dit sévèrement M. l'Arpenteur, et Monsieur est presque un enfant. Dans tous les cas cette balle prouve qu'il a raison. Son projet n'est exécutable que la nuit et dans le plus grand silence. M. Maréchal, vous commanderez, pour cette opération le nombre d'hommes que Monsieur vous demandera. »

Maréchal était un grand escogriffe de 5 pieds 8 à 9 pouces, dont la langue était bien affilée. Il avait eu le talent de capter l'amitié des vieux officiers du 29ᵉ. Il ne manquait ni d'esprit ni de finesse. Sa bravoure était au moins douteuse. Cependant il payait assez bien de sa personne quand il ne pouvait pas s'en dispenser. Il valait mieux l'avoir pour ami que pour ennemi. Je craignais que la réprimande du commandant ne l'eût irrité contre moi ; heureusement la rancune n'était pas son défaut, nous continuâmes à être bons amis.

Le lendemain matin, nous étions à l'abri des boulets.

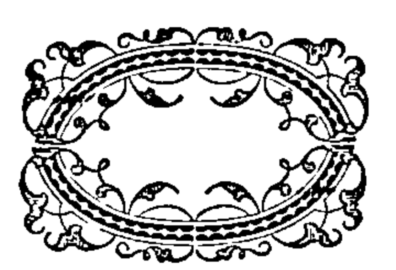
L'année 1813 touchait à sa fin. Le mouvement rétograde de l'Empereur avait continué après la trahison des Saxons et les désastres qui en furent la suite à Leipsick. Nous ne recevions plus des nouvelles de la France.

Dans la prévision d'un blocus dont la durée était inconnue, chacun se munit de la plus grande quantité possible de provisions. Les pommes de terre étaient la partie principale. Elles abondaient surtout dans les îles que nous occupions, de sorte que tous les officiers supérieurs, l'état-major, des généraux même et une foule d'employés, vinrent s'abattre sur ce malheureux pays. Le colonel Pierre, dans l'intérêt de son régiment et de l'humanité, s'opposa à ce pillage et donna des ordres sévères pour l'empêcher. Il réussit. Mais sa fermeté lui fit des ennemis qui firent payer bien cher à lui et à son régiment son opposition à leurs rapines. On commença par faire sur lui des remarques fâcheuses ; mais n'anticipons pas.

Le 1ᵉʳ janvier 1814 approchait. M. Mareuge nous avait quitté pour prendre une compagnie de grenadiers. Il fut remplacé par M. Menuisier. Dans la nuit du 31 décembre au 1ᵉʳ janvier nous recevons l'ordre de traverser l'Elbe et d'aller attaquer l'ennemi dans ses cantonnements. On nous donne des barques conduites par des

marins français. Chacune d'elles pouvait porter 20 à 30 hommes. L'expédition dirigée par le général Hostein était commandée par M. Maurice, capitaine des grenadiers du 2me bataillon. Deux autres compagnies, les grenadiers et les voltigeurs du 3me bataillon devaient débarquer sur un autre point. Le général ordonna à son aide de camp de nous suivre, afin de lui rendre compte de ce qui se passerait. Je fais ici mention de cet officier parce que sa maladresse, pour ne pas dire plus, pensa nous coûter cher.

(A suivre).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE)[1]

Le capitaine Maurice était un des plus anciens et des plus braves officiers du 29ᵉ. Au moment de partir il vient me dire que, lieutenant de voltigeurs, j'ai droit aux honneurs de l'avant-garde. Il tenait de M. Mareuge qu'on pouvait compter sur moi. En conséquence je devais entrer dans la 1ʳᵉ barque. M. Maurice me laissait 5 minutes d'avance. A tout seigneur tout honneur. Je m'embarque aussitôt. La nuit était très noire, nous traversons les 3 quarts du fleuve avant que la sentinelle ennemie nous voit. Un coup de feu qui casse la tête au voltigeur derrière moi nous avertit que nous sommes aperçus. — « Nagez, nagez ferme, les enfants, commandé-je aux marins. » — En un clin d'œil nous atteignons le rivage sur lequel échoue notre embarcation. Je saute dans l'eau, suivi de tous les voltigeurs au cri de vive l'Empereur ! Nous nous élançons sur la levée, nous nous en emparons sans peine, le poste qui la gardait, et dont le factionnaire avait tiré sur nous, l'ayant abandonnée. L'ennemi est poursuivi jusque dans les maisons les plus voisines par les grenadiers et les voltigeurs. Tout ce qui veut résister ou sortir des maisons est tué à coups de baïonnettes. Une pauvre femme est ainsi victime de sa frayeur. Obligé de retourner sur mes pas pour appeler mon tambour que la peur, dirent ses camarades, avait cloué dans la barque, je vois du haut de la chaussée qu'il n'y a plus ni tambour ni barque. L'aide de camp du général l'avait prise pour aller rendre compte. M. Maurice vient à moi dans ce moment : « L'ennemi se rassemble de tous les côtés, il est temps d'opérer notre retraite. Tâchons de réunir tout notre monde pendant que

[1] Voir la livraison de mars 1895.

l'effet de notre attaque tient encore les Russes sur la défensive. Prenez à droite tandis que je vais aller à gauche ». Je m'avance le long de la chaussée et je rassemble tout ce que je trouve de grenadiers et de voltigeurs. On n'entend plus que quelques coups de feu, ce qui prouve que notre retraite se fait sur tous les points. En voulant m'assurer que je ne laisse personne derrière moi je tombe dans un gros de Russes. Je marchais en me baissant et pus voir à l'horizon leurs baïonnettes et distinguer la forme aplatie de leurs coiffures. D'un bond je franchis l'espace laissé entre moi et nos soldats ; ils n'y étaient plus. Je cours au rivage, je vois avec chagrin toutes les barques s'éloigner les unes après les autres. Malgré le froid, déjà assez piquant, je vais sans hésiter me jeter à la nage. Je commençais à me débarrasser de mon demi-manteau et j'allais en faire autant de mes bottes, lorsque j'aperçois une dernière barque, dont les rameurs faisaient d'inutiles efforts pour gagner le large. A mon approche les rames restent immobiles. Je saute dans la barque, personne n'avait pensé à la démarrer, parce que dans ce moment une idée fixe dominait tout le monde... fuir.

« — Nous sommes attachés, dis-je d'une voix sourde.

— Coupez la corde, répondent plusieurs voix.

— Impossible, je n'ai que mon épée, cessez de ramer. » En même temps je tire sur la corde, je ramène l'embarcation près du poteau auquel elle est amarrée et la détache. Nous étions protégés par la hauteur de la chaussée. Les Russes faisaient un feu très vif sur les bateaux qui, en traversant l'Elbe attiraient leur attention heureusement pour nous. Si notre position leur eut été connue, nous aurions tous été pris, ou tués presque à bout portant. Je me préoccupais peu du danger et défaisais l'amarre avec le plus grand sang-froid, lorsque mon capitaine, M. Menuisier, accourt avec quatre grenadiers. Dès qu'ils sont embarqués je commande à voix basse : « Au large ». Je suis encore à comprendre comment nous avons pu nous diriger vers l'autre rive, les marins nageaient, le gouvernail en avant. Sur l'avertissement donné je ne sais par qui, j'essaie de descendre dans l'intérieur de l'embarcation. On y était serré comme des harengs. Je suis obligé de rester debout sur le nez du bateau. Je dois à cette position qui semblait la plus périlleuse de

ne recevoir aucune égratignure, tandis que mes pauvres compagnons sont criblés de balles. Tant que nous sommes cachés par la chaussée tout va bien, mais dès que l'ennemi nous aperçoit nous devenons le but de ses coups. Par bonheur pour moi, les Russes visaient spécialement le point noir qui filait sur l'eau. M. Maurice, dont j'avais bien cru reconnaître la voix lorsqu'on m'avait engagé à quitter le devant de la barque, reçoit une balle dans la main, une autre dans le bras ; la poignée de son sabre est brisée. Le fourrier de notre compagnie mourut de ses blessures 15 jours après, beaucoup de soldats sont plus ou moins gravement atteints. Je fus bien heureux de n'être pas blessé, car l'espace, sur lequel j'étais debout, était si peu large que j'aurais probablement fait la culbute et me serais noyé. Mon demi-manteau (collet) fut percé de plusieurs balles. Nous abordons enfin la rive amie. Deux compagnies du centre bordaient le rivage. Les hommes protégés par un fossé, répondaient au feu de l'ennemi plutôt pour détourner son attention que dans l'espoir de lui faire du mal. Sorti le dernier du bateau je m'en allais emportant deux fusils de voltigeurs blessés, et fort insouciant des balles qui continuaient à me siffler aux oreilles, lorsque je me trouve en face du général Hostein : — « Où vas-tu ? » — On sait que les Hollandais tutoient tout le monde. — « D'où viens-tu ? — Mon général, je ne sais pas trop où je vais. Ce sera où vous voudrez. Je sais mieux d'où je viens. Je suis lieutenant des voltigeurs du 2e qui ont passé de l'autre côté... — Tu en viens, interrompt le général me prenant par le bras et m'entraînant vers le rivage sans s'inquiéter du sifflement des balles, raconte-moi cela. Comment avez-vous été reçus ? — Mais... très honnêtement, mon général. — Ah ! fait-il en quittant mon bras et me regardant, tu dis très honnêtement ? — Nous allions chercher des coups de fusil, ils ne nous les ont pas épargnés. Si nous les avons étrillés en arrivant, ils nous l'ont bien rendu à notre retour. Voyez, mon général. » — Je lui montrais notre barque dans laquelle un bon nombre de fusils attestaient l'état de ceux qui les avaient abandonnés. — « Tu as raison. Voyons, conte-moi cela. » — Il s'assied sur le nez de la barque et écoute mon récit aussi tranquillement que si une cuirasse d'acier défendait son dos contre les

balles russes. Quand j'ai fini, il se lève en disant : « C'est bien », et s'éloigne. Presque aussitôt je m'entends appeler. C'était d'Alméras. Je vais à lui et sur ses instances je m'assois et me trouve ainsi à l'abri derrière le fossé. Chose étrange : moi qui venais de causer tranquillement avec le général, après quelques minutes derrière le fossé je me sentis intimidé par ces sifflements dont je faisais si peu de cas quelques instants auparavant. Peu à peu le feu cessa des deux côtés. Le général donna l'ordre de rentrer et les soldats regagnèrent leurs cantonnements.

Je ne sais à qui nous dûmes cette expédition dont l'utilité a toujours été problématique à mes yeux. Si, sur les points que nous attaquâmes, nous avions réussi à nous maintenir de manière à nous y établir jusqu'au jour et à y attendre du renfort, nous étions perdus; car avec le jour nous vîmes l'Elbe couvert d'énormes glaçons charriés avec une telle force que toute communication entre les deux rives était impossible. Nous aurions donc été forcés de mettre bas les armes ou de nous faire tuer jusqu'au dernier. A titre de reconnaissance au milieu d'une nuit obscure l'opération ne pouvait avoir pour résultat que de faire très inutilement tuer du monde des deux côtés.

L'état du fleuve nous mettait à l'abri des représailles, nous pûmes donc dormir tranquilles pendant quelques jours ; ensuite la surveillance devint plus nécessaire que jamais. L'Elbe était gelé, et le 15 janvier la glace aurait pu porter des pièces de canon Les Russes recommencent à tirailler derrière leurs digues. Le 19 ils redoublent leur feu et nous tiennent toute la journée sur le qui-vive. Nos soldats étaient réunis dans des maisons qu'on leur avait désignées, ils s'y tenaient prêts à tout événement. En faisant ma ronde je trouve un petit voltigeur, appelé Toulouse, qui était très pâle, très ému. Je demande ce qu'il a. Ses camarades répondent en souriant à demi, qu'il a probablement peur : « Allons, dis-je, vous vous trompez sûrement, un homme qui a des épaulettes ne peut pas avoir peur. D'ailleurs c'est à peine si les balles peuven, venir jusqu'ici. Viens, mon garçon, viens avec moi et tu vas voirt au bout de quelques secondes tu n'y penseras plus. » Je l'entraîne à la porte, mais sans pouvoir le faire sortir. Il tremblait de

tous ses membres. « Je vais te prouver, ajoutai-je, que tu n'as pas de raison, ne bouge pas de là et regarde. » Je m'avance tranquillement jusque dans les roseaux sur la rive, au moins à 150 pas de la maison. Les coups de fusil ne me furent pas épargnés, à ma lévite bleue il était facile de reconnaître un officier — les soldats avaient alors des capotes grises. — Je reviens comme je suis allé, sans me presser. Je dois convenir que le dos tourné à l'ennemi j'éprouvai de terribles tentations de hâter le pas. L'amour-propre m'empêcha de céder. Rien ne put rassurer mon homme. Je demandai s'il était toujours aussi faible. On m'affirma que dans les affaires qu'avait eues la compagnie il s'était conduit comme tout le monde.

Il n'est, paraît-il, pas donné à tous les hommes d'être braves tous les jours. Je n'ai point appris que ce voltigeur se soit mal montré depuis.

L'ennemi nous laissa assez tranquilles pendant toute la journée du 20 ; mais le 21, dès qu'il fit jour, il fut évident que les Russes tenteraient le passage sur la glace.

D'Alméras se trouvait de garde dans la redoute à la pointe de l'île. Il avait une section de sa compagnie et des artilleurs du 29ᵉ, nécessaires pour manœuvrer deux pièces de canon mises en batterie avant l'affaire du 31 décembre.

Toute la ligne avait pris les armes. Naturellement, le point occupé par d'Alméras fut le premier attaqué. Il le fut vigoureusement et défendu de même. Notre compagnie était placée derrière la digue de manière à défendre le flanc gauche de l'île de Morwarder. Nous entendions un feu terrible à notre droite et le canon de la redoute, répondant à la batterie russe. C'était évident, les Russes voulaient enlever la position occupée par d'Alméras avant d'essayer de pénétrer dans l'intérieur de l'île. J'étais sur des épines. Mon inquiétude était visible. M. Menuisier vient à moi et me demande ce que j'ai :
— « J'ai, mon capitaine, que d'Alméras va être pris d'assaut s'il n'est pas secouru. En vérité, un semblable abandon ne peut s'expliquer. A la vivacité de l'attaque on peut juger celle de la défense. Elle durera tant qu'il aura des cartouches, mais après ?

— Mon cher, je partage vos inquiétudes. Tout ce que je puis faire c'est d'envoyer prendre les ordres du commandant »

Un sous-officier part immédiatement demander des instructions. M. l'Arpenteur vient lui-même. Comme nous ne pouvions voir ce qui se passait, à cause d'un petit taillis qui nous cachait le lieu du combat, il veut aller voir. M. Menuisier et moi l'accompagnons. Nous traversons le bois avec précaution, nous nous plaçons sur la lisière des arbres, et en hommes qui connaissent le pays. M. l'Arpenteur avait le coup d'œil militaire ; me mettant la main sur l'épaule : — « Comprenez-vous ? — Je crois que oui, mon commandant. — Eh bien, allons-nous-en. »

Chemin faisant, il demande à mon capitaine quel est l'officier qui défend la redoute. Sur sa réponse, il se détourne de mon côté en souriant :

— « Votre ami ? Je comprends maintenant. C'est un brave garçon. Soyez tranquille, à la façon dont il riposte, ils ne le tiennent pas.

— Mon commandant, je n'aurais aucune inquiétude si j'étais sûr qu'il ne manquera pas de cartouches. Depuis que l'Elbe est gelé tous les officiers qui ont occupé ce poste ont en vain réclamé une provision plus forte.

— Ah, diable ! c'est différent. J'ignorais cela et puisque j'ai l'ordre d'évacuer ce point... Capitaine Menuisier, ce sera assez d'une section, n'est-ce pas ?

— Je pense que oui, mon commandant ?

— Qui va la commander ? à qui est-ce de marcher ? »

Le capitaine allait nommer Dubos, personne n'ayant marché depuis notre affaire du 1er de l'an. Je fais observer qu'il ne peut y avoir de tour pour une expédition demandée par moi. Je connaissais d'ailleurs la position de l'ennemi, ignorée de mon collègue :

— « C'est juste, fait le commandant. Prenez la moitié de la compagnie et allez dégager votre ami. Vous le ramènerez, et aussi les deux pièces de canon.

— Faut-il prendre ma section, demandé-je à mon capitaine, ou des hommes de bonne volonté ?

— Faites comme vous l'entendez. Cela m'est égal.

— Dans ce cas, m'écriai-je, car nous arrivions devant la compagnie, voyons, tas de coquins, qui veut venir avec moi dire un mot

à cès honnêtes Russes qui causent là-bas avec nos camarades ?

Le mot emprunté à l'éloquence de notre ancien capitaine, et connu même du commandant, fait rire tout le monde. La compagnie entière s'offre à marcher.

— « Un moment, mes braves voltigeurs, intervient le commandant. Vous ne pouvez pas tous y aller. Je suis content de vous et de la confiance que vous avez dans votre jeune lieutenant, mais j'ai besoin de vous ici. Ce point est important à garder. Lieutenant, prenez par la droite de la compagnie ». J'obéis. Nous partons. Arrivé à la lisière du taillis, j'envoie les deux sergents avec chacun dix voltigeurs à droite et à gauche, pour m'éclairer, leur enjoignant de prendre toutes les précautions nécessaires pour n'être pas vus, et de ne pas tirer un seul coup de fusil avant moi, à moins d'y être forcés. Ils devaient en même temps suivre exactement mon mouvement. M. l'Arpenteur qui m'accompagnait, approuve ces dispositions. Je m'enfonce dans le bois que j'avais traversé avec lui quelques minutes avant. Le bois dépassé, je mets en ligne mes voltigeurs et j'aperçois mes deux sergents qui ont bien suivi mes instructions. Je leur fais signe de se rapprocher de moi. Nous avançons rapidement jusqu'à demi-portée. Les Russes étaient trop occupés de leur attaque contre la redoute pour nous voir. Nous étions du reste à demi cachés par les broussailles. Aussi, lorsque notre feu commence, les prenant de flanc et par derrière, ils n'opposent qu'une faible résistance, c'est bientôt une déroute complète. Je laisse les deux sergents les pousser jusque sur l'Elbe qu'ils repassent en toute hâte. Je m'avance à droite, je fais le tour de la redoute et la dépasse pour déterminer la retraite des ennemis qui l'attaquaient par l'autre côté. Un cri de vive l'Empereur s'élève. Les soldats d'Alméras avaient reconnu leurs camarades. Tous se portent du côté opposé, de sorte que les Russes se trouvent en but à un feu plus nourri de la redoute et à celui des hommes que je dirige contre eux. Ils reculent sans désordre, ripostant avec beaucoup de calme. D'Alméras sort avec la moitié de son monde et vient m'aider à déblayer le terrain.

— « Je vous disais bien que les voltigeurs viendraient nous chercher, répète-t-il à ses hommes en nous rejoignant.

— C'est vrai, mon lieutenant, ce sont de braves camarades. En les attendant nous avons couché par terre plus d'un Russe. Ils nous en ont descendu aussi eux.

Je m'approche d'Alméras : — « Le commandant t'ordonne d'évacuer la redoute et d'emmener les deux pièces. Ne perds pas de temps, car... regarde, les Russes se rassemblent ; avant une demi-heure nous allons être attaqués plus vigoureusement que la première fois. » Il court à son poste ; un quart d'heure après, les deux pièces étaient en marche escortées par d'Alméras et tout son monde. Je rassemble les miens en forme d'arrière-garde. Le mouvement des Russes commençait. Ne pouvant pas traverser le taillis les pièces prennent à gauche pour le tourner. Je me retire lentement et ne m'enfonce dans le bois qu'après avoir perdu de vue nos camarades. Je presse alors le pas pour gagner la chaussée où, à mon grand étonnement, je ne trouve personne. J'avais prévenu les canonniers qu'il fallait tourner à droite dès qu'ils auraient atteint la digue parce que à gauche le chemin était impraticable. Ils crurent que le froid avait rendu la terre assez dure et, comme c'était plus court, ils s'y étaient engagés, bien que d'Alméras leur affirmât qu'étant dans le pays depuis trois mois je devais bien le connaître. Le terrain était consolidé, mais horriblement tourmenté par les ornières et de profondes excavations. Ils n'eurent pas fait vingt mètres dans ce chemin qu'une roue fut brisée à la pièce qui allait devant, l'autre était tellement engagée que ni hommes ni chevaux, malgré des efforts inouïs ne purent la faire sortir de là. Averti par ce temps d'arrêt qu'il se passait quelque chose d'embarrassant pour nous, l'ennemi s'avança sans être vu presqu'au milieu de l'Elbe. D'Alméras, désespéré de voir les pièces compromises, se précipite au devant des Russes, trois fois forts comme lui, les charge avec impétuosité et à plusieurs reprises les force à reculer ; mais leur nombre augmente.

Entendant les coups de fusil, je cours de ce côté. Les canonniers avaient perdu la tête, ne savaient plus ce qu'ils faisaient. Il ne faut pas l'oublier, c'était de l'artillerie régimentaire, de nouvelles recrues. Je leur dis de prendre leurs fusils et de rester auprès de leurs pièces. J'envoie un sergent faire part au commandant de ce qui se

passe et je lance mes voltigeurs au secours de leurs camarades. L'ennemi, repoussé une troisième fois, nous laisse un moment de répit.

« Que faire, gémit d'Alméras. Si nous abandonnons les pièces nous sommes déshonorés !

— Restons jusqu'à ce que le commandant envoie des ordres, je lui ai dépêché un sergent. »

Nous nous faisons une ceinture de tirailleurs ; doucement nous nous rapprochons des pièces que nous craignions de voir attaquées par les Russes. Nous voyons mon capitaine prendre sur la chaussée la place, où j'avais en vain attendu d'Alméras. M. l'Arpenteur, accompagné du sergent, venait à nous par l'intérieur de l'île. Nous lui montrons les canons. Notre air consterné lui en dit plus que n'auraient pu faire des paroles.

— « Comment avez-vous eu l'idée de vous engager dans un semblable chemin ? Qu'est-ce que le feu que j'ai entendu tout à l'heure ?

— Mon commandant, c'étaient les Russes qui voulaient prendre les pièces.

— Oui, ajoutai-je, d'Alméras les a repoussés deux fois quoique trois fois moins nombreux, il a fallu lui aider la troisième fois.

— Vous êtes de braves enfants, reprit le commandant. Allons, ce n'est pas votre faute. Il faut enclouer les pièces. »

Pendant que le sergent d'artillerie exécute cet ordre, d'Alméras réfléchit : « Mon commandant, tout est sauvé, si vous voulez.

— Sans doute je le veux, parlez.

— Nous jetons les canons hors de leurs affûts. Alors nous sortons facilement les affûts, nous les emmenons avec les chevaux.

— Et bien... et les canons ?

— Impossible à l'ennemi de s'en servir ni même de les enlever, et, cette nuit ou demain, nous venons avec des roues de rechange. »

Le commandant approuve, et le lendemain les pièces furent retrouvées et emmenées.

Le commandant renvoie mon capitaine à son premier poste. Je reçois l'ordre de former une ligne de tirailleurs dans l'intérieur de l'île. L'affût démonté est chargé sur l'autre et part aussi vivement que le permet le chemin. D'Alméras reste à ma droite jusqu'à ce qu'il soit relevé par une autre compagnie envoyée par le comman-

dant Puis, il va rejoindre la sienne à la gauche de M. Menuisier.

Nous restons dans cette position près d'une heure. De temps en temps quelques tirailleurs russes se montraient sur la digue et nous tiraient quelques coups de fusil auxquels nous ne répondions pas, le commandant nous ayant prescrit de garder la défensive et de ne répondre qu'à une attaque sérieuse. Les Russes, encouragés par cette attitude pleine de douceur, descendent dans l'intérieur de l'île et nous forcent à nous embusquer derrière les arbres. Nous en étions là, lorsque le général me fait appeler. C'était le général dont j'ai parlé dans la nuit du 31 décembre.

« Qu'y a-t-il de nouveau, demande-t-il en m'abordant?

— Rien, mon général, si ce n'est l'évacuation de la redoute par l'ordre du commandant.

— Oui je sais... comment... c'est toi avec qui j'ai causé il y a 15 jours? Quel âge as-tu?

— 20 ans, mon général.

— C'est l'âge de mon fils. (En disant cela, le général me prend le bras, comme l'autre fois, et se met à marcher en avant). Mais tu es lieutenant de voltigeurs, toi, et lui n'est encore que sergent.

— Mon général, c'est que je sors de l'Ecole militaire.

— Ah! tu as raison. J'ai eu tort de ne pas l'y envoyer... bast, il faudra bien qu'il fasse son chemin tout de même. »

(A suivre).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE)[1]

En devisant ainsi nous avancions toujours, les coups de fusil se multiplaient; l'ennemi dont nous nous étions sensiblement rapprochés nous distinguait. « Mon général, passons-nous à l'ennemi avec armes et bagages? — Comment, que dis-tu? — Mon général, nous avons, je crois, fait la moitié du chemin. » Ce disant j'imprime une secousse à mon compagnon et l'entraîne avec moi derrière un arbre que nous allions dépasser. En même temps une forte explosion se fait entendre, les branches tombent autour de nous, une dizaine de balles sifflent à nos oreilles. Les Russes reconnaissant le grade de M. Hostein avaient fait un feu de peloton. J'avais aperçu leur mouvement en mesurant de l'œil la distance qui nous séparait d'eux. Sans l'arbre nous étions criblés.

— « Sacrebleu ! dit le général, est-ce que ces animaux-là m'ont reconnu. — Il paraîtrait, à voir les honneurs qu'ils vous rendent. Un lieutenant de voltigeurs n'a pas droit à des feux de peloton. — Eh bien, viens... allons nous-en. » Le général se met en marche sans que le sifflement des balles lui fasse hâter le pas.

Quelques instants après que M. Hostein m'a quitté, l'ennemi disparaît derrière la chaussée, et je reçois l'ordre d'aller remplacer mon capitaine, envoyé plus en arrière. En me laissant son poste le capitaine me souffle à l'oreille : « Regardez donc Dubos. » Je me retourne et vois mon camarade complètement ivre. L'adjudant-major Maréchal l'avait mis dans cet état. Dès le matin Maréchal était

[1] Voir la livraison de juin 1895.

venu nous trouver avec une bouteille de rhum. Il m'avait plaisanté sur mon refus de boire. Le pauvre Dubos fut moins prudent, on dut l'emmener sur les derrières.

Pressés par le besoin de manger, nous n'avions rien pris encore, une partie de ma section entre dans les maisons voisines. J'étais avec une douzaine d'hommes sur la chaussée, lorsque le feu recommence à notre gauche. Les Russes qui s'étaient avancés sur la glace sont repoussés et nous voyons nos gens qui les suivent, conduits par M. Menuisier. Un moment après un officier est emporté sur le dos d'un soldat. Un voltigeur vient me dire que d'Alméras a reçu une balle dans la cuisse droite. C'est lui qu'on emportait. Il avait été blessé à côté de M. Menuisier et était tombé sur le coup. J'allais envoyer prendre des informations sur la gravité de sa blessure; mon sergent me fait apercevoir les Russes qui s'avancent sur la chaussée du côté du taillis. Ils paraissaient nombreux. Je n'ai que le temps de placer mes douze hommes derrière les deux maisons voisines. Comme la chaussée faisait un coude je pus en me mettan, derrière un arbre, rester très près de mes voltigeurs. Je leur recommande de ne pas quitter l'angle de chaque maison, de ne tirer qu'à coup sûr et à demi-portée. Le sergent se joint au petit groupe qui est le plus éloigné de moi. Dès que l'ennemi est assez près je fais commencer le feu. Quatre hommes seulement peuvent tirer, les autres leur passent les armes chargées. Chaque coup abat un homme et les coups se succèdent avec une rapidité qui laisse croire à nos adversaires que nous sommes nombreux. Ils reculent. A plusieurs reprises ils tentent de forcer le passage. Dès qu'ils battent en retraite je fais cesser le feu. S'ils avancent, ils voient leurs hommes tomber. Quelques voltigeurs me rejoignent; j'en profite pour placer sur ma droite des tirailleurs derrière des arbres. J'avais une peur épouvantable que les Russes ne me prennent par là. Une fois ils s'avancent jusqu'à quart de portée, leur tambour est tué en battant la charge. Je vois l'officier qui les conduit faire deux tours sur lui-même et tomber. Des branches grosses comme le bras s'abattent coupées par les balles. Mon demi-manteau qui dépasse l'arbre derrière lequel je suis posté en reçoit plusieurs. Presque tous les coups sont adressés à mon tronc d'arbre. Encore obligés

de rétrograder, les Russes laissent sur la chaussée presqu'autant de morts que les voltigeurs ont tiré de coups de fusil. Les tirailleurs placés derrière des arbres à droite les inquiétaient beaucoup : leurs balles les prenaient de flanc.

Cela durait depuis plus d'une heure et je ne recevais aucun renfort. Les voltigeurs de ma section qui ne m'avaient pas rejoint s'étaient réunis au capitaine vers lequel ils avaient été attirés par le feu commencé avant le mien. L'inquiétude me gagnait, l'ennemi pouvait me tourner et alors je pouvais être obligé de mettre bas les armes. J'aperçois se dirigeant vers nous un capitaine étranger à mon régiment et qu'à son uniforme je reconnais pour un aide de camp. Les Russes s'étaient un peu retirés, mais leur feu continuait et leurs balles nous dépassaient de beaucoup. Je fais signe à cet officier de se diriger de manière à éviter le danger. Il en tient fort peu compte et vient directement à moi, se découvre poliment et me regardant beaucoup : — « Vous devez être élève de Saint-Cyr, monsieur ? — Oui, mon capitaine. — On voit cela... et puis votre âge. Je le suis aussi moi, mais, comme vous voyez, plus ancien que vous. Envoyé par M. le maréchal dont je suis aide de camp, je viens voir ce qui se passe pour lui rendre compte. Comment vous trouvez-vous là ? — Comme vous voyez, un peu à l'étroit et en face de camarades qui n'épargnent pas les coups de fusil. — Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire, répond-il en souriant. Comment vous trouvez-vous dans cette position avec si peu de monde et près de 200 hommes sur les bras ? — J'ai été dans l'impossibilité de me retirer : d'abord mon capitaine poursuivait l'ennemi ; en abandonnant ce poste je laissais couper sa retraite ; secondement, en fuyant je faisais voir aux Russes à quel petit nombre d'hommes ils avaient affaire. — Y a-t-il longtemps que vous êtes-là ? — Une heure 3/4. — Pourquoi ne ripostez-vous pas ? — Je le fais quand ils essaient de forcer le passage, je crains de manquer de munitions. Tenez, voici les Russes qui s'avancent pour la 3e fois. Attention, voltigeurs, feu... Approchez-vous de moi, mon capitaine, ou vous rendrez compte à Dieu ce soir et moi au maréchal. » En parlant, je le prends par le bras et le force à se mettre derrière moi. Les branches recommencent à tomber.

— « Regardez à droite, lui dis-je, il y aurait imprudence à faire la demi-tête tous les deux du même côté. Et bien, mon capitaine, ajoutai-je en voyant tomber encore deux ou trois Russes, que pensez-vous de mes voltigeurs. Vous n'aurez, je crois, pas de mal à en dire à Monsieur le Maréchal ?

— Non certes, pas plus que leur chef. Comptez sur moi, Monsieur, pour vous faire connaître. » Il me serre la main. — « Cessez le feu, commandé-je à mes hommes, les voilà qui se retirent. » — « Bravo, mes camarades, dit l'aide de camp, le prince saura ce soir votre belle conduite, le capitaine Lavoie vous le promet. » — Puis se tournant vers moi : « vous êtes ? — Lieutenant de la 2e compagnie de voltigeurs, 29e de ligne. — Adieu, Monsieur. Adieu, mes amis, vous êtes tous des braves. Je vous quitte pour vous envoyer du renfort, d'abord, et rendre compte. » Il me tend la main, salue et s'éloigne. Dix minutes après l'ancien fourrier de M. Robert arrive avec une vingtaine d'hommes. Il venait de passer officier, n'avait pas eu le temps de se procurer des épaulettes et marchait son briquet à la main. — « En avant, mon lieutenant, s'écrie-t-il dès qu'il est à ma hauteur ! — Arrêtez, Bachos, répondis-je en étendant le bras, si vous avancez, vous êtes mort. » J'avais à peine prononcé ces paroles qu'il tombe sur moi. Il venait de recevoir une balle au-dessus du genou. Deux de ses hommes l'emmènent. J'envoie le sergent avec tout son monde rejoindre les voltigeurs placés derrière des arbres à ma droite. Ils ont l'ordre de ne faire feu que quand je donne le signal, et de ne pas faire un pas en avant sans entendre battre la charge. L'ennemi ne tarde pas à avancer de nouveau, en se faisant éclairer sur sa gauche. S'il avait eu cette idée une demi-heure plus tôt nous étions pris. Le feu s'engage plus fort que jamais. Mes nouveaux auxiliaires bien postés rivalisent de courage avec les voltigeurs et arrêtent les Russes, mais ne les font pas reculer. Leur nombre augmente, les officiers font tous leurs efforts pour les porter en avant. De notre côté un feu bien nourri répond au leur et les empêche d'avancer. Mes hommes ne tirent qu'à coup sûr. Arrive en ce moment un autre détachement de 30 hommes conduit par mon ancien sergent-major. Il vient aussi lui de passer officier et, comme son fourrier, n'a que son sabre à la main. Je veux

en vain l'arrêter en prenant la main qu'il m'a tendue. Ne voulant pas être devancé par lui je crie : « la charge, tambour, et en avant! » Nous nous élançons suivis de tous nos soldats qui répètent : « En avant ! » Notre attaque était trop impétueuse pour que l'ennemi pût résister. Après une décharge qui ne peut nous arrêter les Russes prennent la fuite et disparaissent dans le bois. Je regarde autour de moi et ne vois plus mon ancien sergent-major. Ses soldats me le montrent à 20 pas en arrière, couché la face contre terre, il avait été tué raide par une balle dans la bouche. Nous apercevons une vingtaine de soldats ennemis fuyant au pied de la chaussée à droite. Ils sont poursuivis par les soldats de Bachos et le sous-lieutenant de M. Maurice, arrivé avec quelques grenadiers. Nous leur faisons mettre bas les armes et les envoyons sur les derrières sous la conduite d'un sergent. Après avoir en quelques mots remercié le sous-lieutenant du secours qu'il m'amène, je lui demande ce qui lui paraît convenable de faire, poursuivre l'ennemi ou nous retirer. — C'est vous qui commandez, répond-il d'un ton assez sec, cela vous regarde. » Très ancien militaire, M. Guri n'était pas content de se trouver sous les ordres d'un homme aussi jeune. De mon côté, je tenais beaucoup à montrer de la déférence aux vieilles moustaches, surtout quand elles étaient portées par des hommes estimés. Guri était du nombre. Puis, bien que dans cette journée et dans l'affaire du 1er janvier j'eusse fait mes preuves, je n'osais prendre l'initiative, ma pensée étant qu'il fallait battre en retraite. — « Il ne s'agit pas ici de commandement, M. Guri, vous êtes bien plus ancien que moi, c'est à votre expérience consommée que j'en appelle. — Eh bien ! je pense que nous devons rassembler nos hommes et reprendre nos positions. » Nous procédons sans délai à la première opération. Elle était presque finie, nous allions nous retirer lorsque je crois voir un voltigeur entre le taillis et nous. Je m'avance pour lui faire signe de revenir. C'était un Russe qui me couche en joue en même temps que l'ajuste un voltigeur qui m'a suivi et l'a reconnu. Les deux coups partent ensemble, le soldat russe tombe ; sa balle après avoir frappé la terre vient me traverser la jambe droite et va se loger dans celle de mon compagnon. Les voltigeurs accourent. Je fais appeler le sous-lieutenant des grena-

diers et le prie d'emmener tout le détachement. On me place sur un fusil et on m'emporte. En chemin je trouve Alexandre de Becdelièvre, de Nantes. Il venait nous renforcer avec un détachement de son régiment, le 30e. Dès que je suis hors de portée du champ de bataille un chirurgien de chasseurs à cheval offre de me panser. J'accepte. Il coupe toutes les chairs qui sortaient par les 2 orifices de la blessure. — « Je vous fais bien mal, n'est-ce pas ? — Non, Monsieur, je sens seulement une douleur agaçante, mais très supportable. — Vous avez probablement la jambe engourdie. Avez-vous beaucoup mangé aujourd'hui? — Pas... depuis ce matin. — Et bu? — — Encore moins. — Et vous vous battez intrépidement, m'a-t-on dit, depuis la pointe du jour ! Mon compliment, vous êtes doué d'un bon tempérament. Vous voilà pansé. On va vous mettre dans un traîneau et vous conduire chez le chirurgien de votre régiment qui vous dirigera sur Hambourg, au revoir. » Je remercie le docteur et vais en sautant à cloche-pied me mettre dans un traîneau qui m'attendait à la porte. J'y trouve déjà établi sur le devant un homme de ma compagnie. « Qu'as-tu donc, mon pauvre garçon ? — Mon lieutenant, gémit-il en souriant, j'ai dans la jambe la balle qui a traversé la vôtre. Mais je crois que j'ai donné son décompte à celui qui nous a blessés. Dites-donc, mon lieutenant, en v'là d'une journée. Les voltigeurs se sont crânement battus, hein ? C'est vrai qu'avec vous y a du plaisir à ce jeu-là. On dirait, quand les balles sifflent, que ça vous amuse. En ont-ils mis, les gredins, dans votre arbre, il était tout pelé de leur côté. Les camarades disaient : regarde donc le lieutenant, il n'a l'air occupé que de nous, on dirait qu'il est à l'exercice. — Avons-nous des blessés ? — Quelques-uns, mais pas de morts, si ce n'est dans le centre qui est venu à notre secours. Aussi, c'est la faute de leurs officiers. S'ils vous avaient écouté, ils vivraient encore peut-être. Avez-vous vu, mon lieutenant, notre petit tambour, comme il battait la charge ! Il vaut mieux que son camarade. Il a emporté la caisse du tambour russe. Vous savez bien, celui à qui nous avons fait si grand peur avec nos bayonnettes ; vous avez crié de le laisser mourir tranquille. — Je me le rappelle et notre tambour aussi. Pendant que le feu était le plus vif, il a essayé cette caisse et l'a ensuite passée à son épaule avec un calme qui m'a frappé. »

Causant ainsi, nous arrivions chez M. Carlin qui s'écrie en me voyant : — « Vous voilà ! Je vous attendais. Où êtes-vous blessé ? ... à la jambe ? — Comment, vous m'attendiez ? — Sans doute, je viens de panser votre ami d'Alméras qui m'a affirmé que je pouvais compter sur vous ; puisqu'il était blessé, vous ne pouviez manquer de l'être aussi. D'ailleurs, M. l'Arpenteur, qui sort d'ici, m'a raconté que, sans manquer d'une certaine prudence, vous alliez de manière à recevoir votre compte avant peu. — Ah bast, docteur, vous voyez bien que les Russes n'ont pas le coup d'œil très-juste. Il leur a fallu toute la journée pour me mettre une balle dans la jambe. Et ils l'ont payée cher cette balle, car je leur ai fait 19 prisonniers et tué au moins 30 hommes sans compter les blessés. — Et qui les a emmenés, les prisonniers ? — Ma foi, docteur, je n'en sais rien, j'avais autre chose à faire qu'à penser au logement de ces braves Russes. Leurs camarades qui couraient devant nous me donnaient plus de soucis qu'une vingtaine de pauvres diables dans l'impossibilité de nous faire du mal. — Mon jeune ami, passez-moi l'expression, vous êtes un maladroit. Un drapeau pris à l'ennemi, des prisonniers sont choses que l'on doit présenter soi-même au général en chef.

— Docteur, vous avez peut-être raison ; mais encore à présent je me demande comment j'aurais pu faire. Jugez-en : j'avais 200 Russes à combattre. Or, quand M. Guri est arrivé avec ses grenadiers, notre force totale n'allait pas à 80, dont 2 officiers seulement, puisque Bachos a été mis hors de combat en arrivant et que le pauvre Guillon a été tué en me serrant la main et qu'il est à l'heure présente étendu sur la chaussée en compagnie d'une trentaine de Russes. — Enfin, vous avez confié vos prisonniers à un sergent ; il fallait lui dire d'attendre vos ordres. Vous manquez une belle occasion de vous faire décorer. Ce qu'il y a de pis, c'est qu'un autre va en profiter. » Le docteur avait encore raison, car je n'ai jamais entendu parler de cette affaire. Ayant fini avec moi, M. Carlin s'occupe de mon compagnon, nous fait dîner tous les deux et par le même traîneau nous expédie à Hambourg avec un billet qui doit nous faire admettre à l'hôpital. Ce billet nous sert en outre à passer devant bon nombre de piquets de cavalerie, postés de distance en

distance, pour arrêter au besoin les fuyards. Il est au moins 8 heures du soir quand nous arrivons à la porte de l'hôpital. La première nuit fut assez calme, ma blessure ne me faisait pas encore assez souffrir pour me priver de sommeil. La journée avait été fatigante et il y avait plus de trois mois que je n'avais couché dans un lit. Le lendemain je reçois la visite du chirurgien en chef. Un jeune aide-major l'avait précédé et avait levé le premier appareil.

— « Qu'avez-vous, jeune homme, me dit le bon docteur ? — Un coup de feu à la jambe, Monsieur le Docteur. — Voyons cela. » Il examine attentivement la blessure, tâte les os et finit par introduire ses petits doigts dans les deux trous, en me regardant fixement. Cela me fit un mal atroce ; je parvins cependant à ne pas souffler mot. — « Jeune homme, dit le docteur, vous êtes un garçon courageux. Je vous ai fait bien mal, n'est-ce pas ? — C'est vrai, Monsieur. — Il n'y a rien de fracturé dans votre jambe. Vous l'avez échappé belle. Allons, pauvre enfant, du courage, il faut espérer que nous vous tirerons de là. Ce sera long. Vous allez faire demi-diète pendant quelques jours, à cause de la fièvre qui va survenir. » Je demande des nouvelles d'Alméras. Après avoir écouté quelques mots dits à voix basse par son aide, le docteur me répond que sa blessure est plus grave que la mienne ; il est aussi bien que permet sa position. Réponse évasive. Je l'ai su depuis : d'Alméras avait demandé que je sois transporté dans sa chambre. On éluda toujours dans la crainte que la mort de mon pauvre ami qui paraissait imminente ne m'affecte trop et ne me soit fatale.

(A suivre).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

La garnison continua à prendre les armes tous les matins, tant que l'Elbe gelé laissa craindre des attaques comme celles du 9 et du 19 février. Il y eut encore des escarmouches, mais point de combats sérieux. Aussitôt que les glaces commencèrent à fondre la garnison respira. Une partie des officiers de mon régiment, celle avec laquelle mon capitaine était le plus lié, voulut célébrer par un repas cette délivrance de dangers incessants et surtout la suppression des prises d'armes matinales. J'ai vu plus d'une fois ces messieurs revenir le nez et les oreilles gelés. M. Menuisier fut chargé des apprêts de la fête, il s'y entendait et s'en acquitta de façon à surpasser l'attente des convives qui avaient pourtant une haute idée de son savoir. Les mets ne pouvaient pas être bien recherchés, la viande salée faisait le fond de nos provisions, et la viande fraîche était du cheval. En récompense le liquide, les pommes de terre et surtout la franche gaîté ne firent pas faute. On m'avait fait la politesse d'inviter l'aide-major qui avait la bonté de me continuer ses soins dans mon logement. On le plaça à côté de moi, il fut l'objet de tous les égards des vieilles moustaches. A la fin du repas on voulut me faire boire, l'aide-major me conseilla la réserve, je résistai. Mes penchants naturels me rendaient cette privation peu pénible. M. Mareuge et M. Maurice étaient comme deux diables, et après le repas ils me félicitèrent de m'être abstenu. Leur amitié que j'appréciais s'en accrut ; il m'en ont donné des preuves.[1]
Si mon pauvre d'Alméras avait vécu, il aurait eu sa part de la bien-

[1] Voir la livraison de décembre 1895.

Par le même motif l'adjudant major Maréchal me témoigna plus d'égard, après que j'eus refusé de goûter son rhum au début de l'affaire de Morwaider.

veillance, de la considération de ces vieux soldats. Il fut vivement regretté. Plus d'une fois j'ai entendu son éloge dans la bouche de ses braves frères d'armes qui le disaient officier de grande espérance.

J'aurais bien voulu aller en garnison à Montpellier, sa ville natale. J'aurais cherché sa famille. J'aurais fait connaître sa mort glorieuse, l'estime et les regrets dont elle fut entourée, malgré la courte durée de sa carrière .... Les officiers du 29e avaient pris bonne idée des élèves de l'Ecole.

La belle saison revenue, nous ignorions ce qui s'était passé à la grande armée. Surprise générale lorsque l'abdication de l'Empereur et le retour de Louis XVIII furent affichés dans Hambourg. Chacun se demandait qui était Louis XVIII.

— « Dites donc, vous, me demande un officier, ancien troupier, vous qui êtes un savant, à ce qu'ils disent : qu'est-ce que c'est donc ça, Louis XVIII ? — » Je fus un moment sans répondre.

— « Je vais vous le dire moi, intervient un vieux sous-lieutenant en relevant sa moustache, parce que j'ai vu tout ça, moi, voyez-vous. Louis XVI a été guillotiné en 93, le 21 janvier. Mais, ce que ne peut savoir notre jeune camarade qui ne vivait pas dans ce temps-là, où j'étais grenadier à l'armée de Sambre et Meuse, quoi ! c'est qu'il y avait un petit qu'on appelait tous bas Louis XVII, qu'on dit comme ça qu'on ne sait pas guère ce qu'il est devenu. Queuxques-uns ont prétendu qu'il s'tait sauvé, mais généralement parlant on disait qu'il était mort de misère chez le cordonnier Simon. Tout de même un gredin ce Simon-là, car enfin, le petit Capet, comme ils l'appelaient, était trop jeune pour avoir fait du mal et qu'il n'était pas cause de celui qu'avaient fait son père et sa mère, qui était, disaient-ils, un tyran. Et voilà.

— Votre mémoire est plus fidèle que la mienne, mon ancien, mieux vaut avoir vu qu'avoir lu. Alors Louis XVIII est l'oncle de Louis XVII ? — Comme vous dites, c'est son oncle et il ne doit pas être jeune ; ce qui fait que nous devons nous attendre à mener quelque temps la vie de garnison ; ce qui ne me fâchera pas du tout, car voilà pas mal de temps que je roule ma bosse et que j'ai assez comme ça mangé de la vache enragée ».

Ce désir d'un repos durement acheté fut à peu près le sentiment

général du corps d'armée, ou du moins fut-il manifesté au premier instant.

Lorsque cet événement fut connu, le 29e décimé par une épidémie avait, sur 1800 hommes, 1600 malades dans les hôpitaux. Il était dans un des faubourgs les plus sains de la ville, pour se rétablir. Nous y faisions un service très doux, nous y jouissions des douceurs de la paix, plus d'un mois avant qu'elle fût proclamée. Ma blessure bien guérie me permettait de marcher, avec peine cependant les premiers temps. La réunion du régiment dans un lieu aussi circonscrit me fit faire connaissance avec beaucoup d'officiers de mon grade que j'avais à peine vus. Je retrouvai le sous-lieutenant de grenadiers qui le 9 février reçut une balle dans la bouche. Je le voyais tous les jours au café, buvant et menant aussi joyeuse vie que s'il avait encore sa mâchoire en bon état. Il s'appuyait sur ce principe que les humeurs tendant toujours à descendre, une blessure à la tête n'a pas besoin du régime prescrit pour les autres parties du corps. Frais et réjoui, d'un embonpoint assez rare chez les officiers de son grade et de son âge, bon chanteur, convive réellement aimable, il joignait de l'esprit à un caractère affable. A ces qualités il réunissait celles qui font estimer dans le métier des armes : la loyauté et la bravoure. Quand nous quittâmes Hambourg, nous étions très liés. Bajau avait quelques années de plus que moi. Il était né à Toulouse et fils unique. Il s'était engagé, entraîné par la passion des armes ; il avait résisté aux larmes de sa mère. Il était Gascon d'accent et de naissance seulement, on pouvait compter sur sa parole, aussi était-il estimé de tous les anciens du régiment. Ma liaison avec lui augmenta visiblement leur considération pour moi, considération fort appréciée à cette époque où il existait une ligne de démarcation bien plus tranchée qu'aujourd'hui entre les capitaines et les officiers subalternes. Ainsi le café fréquenté par les capitaines ne l'était pas par les lieutenants et les sous-lieutenants.

Le maréchal Davout était trop dévoué à l'Empereur pour accueillir à la légère les premières nouvelles des événements survenus en France. Avant de reconnaître le nouveau gouvernement il voulut être bien sûr qu'il n'y avait plus rien à faire pour celui qui avait

toutes ses sympathies. Cette preuve d'une fidélité qui faisait l'éloge de ses sentiments et prouvait la noblesse de son caractère, lui valut une espèce de disgrâce. Il fut remplacé dans son commandement. On ne voulut pas lui laisser la satisfaction de ramener en France un beau corps d'armée de plus de 35 mille hommes. Le général Gégard fut envoyé remplacer le maréchal.

Le comte Dejean, administrateur d'un haut mérite était mort pendant le blocus. Son corps fut réclamé par sa famille et ramené en France dans un char funèbre attelé de 2 chevaux. La compagnie des voltigeurs du 2e bataillon étant désignée pour escorter en même temps le général Avril et le corps du comte Dejean, nous sommes dirigés sur Valenciennes par Brémen, Osnabruck, Munster, Dusseldorf que nous laissons à notre gauche pour aller passer le Rhin à Crefeld. De là nous prenons la route de Maëstricht. Nous traversons la Belgique et rentrons en France par la petite ville de Condé, après avoir passé à Malines et à Louvain.

Arrivés à notre nouvelle garnison vers le mois de juin 1814 nous cessons d'être sous les ordres de M. Avril qui continue sa route vers Paris. A Valenciennes nous trouvons le 150e de ligne qui va être incorporé dans le 29e. Par suite de la réorganisation les numéros plus élevés que 100 étaient supprimés. Je me liai avec le comte du Bouzey, déjà ancien lieutenant du 150e. Nous fûmes rejoints par un certain nombre d'officiers du 29e qui avaient pris part à la défense de Dantzick et qui, prisonniers de guerre par suite de la capitulation, avaient été rendus à la paix.

Les premières journées de marche en sortant de Hambourg me furent excessivement pénibles. Quoique ma blessure fut bien guérie, il m'était restée une grande faiblesse dans la jambe droite. Je dus recourir à toute mon énergie pour résister à la fatigue. Aussi lorsque je revis M. Loie, notre capitaine trésorier, il eut de la peine à me reconnaitre. Il me plaisanta sur ma mauvaise mine qu'il attribuait à une vie déréglée. Il serait difficile de peindre son étonnement lorsqu'un de mes camarades lui dit que j'étais grièvement blessé et que c'était la véritable cause de ma mauvaise mine. Le brave trésorier qui n'avait jamais vu que le feu de son bureau ne se lassait pas de répéter : « O mon Dieu ! si jeune, est-ce bien

possible! pauvre jeune homme. » Lorsqu'on lui apprit que j'avais été mis à l'ordre du jour, qu'il en trouverait la preuve sur mes états de service, il m'embrassa et s'attendrit quand je lui racontai la mort d'Alméras.

Mon ancien capitaine Robert avait recouvré la santé et l'usage de ses jambes à la fin de la campagne, lorsque la paix fut signée. Il était un des plus anciens capitaines du 29e et comptait bien être maintenu en activité. Il se trouva un capitaine de plus qu'il n'y avait d'emplois. M. Campagnac, venu de l'Aude comme M. Robert, fut désigné pour aller en demi-solde. Or, Campagnac connaissait de longue date son collègue. Il va le trouver et lui dit qu'il compte sur son amitié, qu'il a reçu lui Campagnac son renvoi en demi-solde, ce qui ne lui convient pas du tout et qu'il vient le prier de prendre sa place et de lui donner la sienne. — « Tu es fou, Campagnac, s'écrie Robert d'un air ébahi. — Nullement, je t'assure, rien n'est plus sérieux. Je viens te prier de permuter ou, si tu àimes mieux, t'annoncer que tu permutes avec moi. Tu retournes dans ta bonne ville de Carcassonne que tu n'aurais jamais dù quitter et dans laquelle tu es impatiemment attendu.

— Campagnac, je te le répète, je ne suis pas d'humeur à souffrir plus longtemps cette plaisanterie, et je t'engage à y mettre un terme. — Robert, mon ami, vous parlez sagement et maintenant, sans plaisanter, je vous signifie d'avoir à vous rendre sur-le-champ chez le colonel pour substituer mon nom au vôtre, sans quoi je fais connaître à tous nos camarades que vous êtes un capon. Comprends-tu, mon ami ? » Robert ne pouvant résister à une prière aussi touchante promit et alla déclarer qu'il voulait aller en demi-solde.

Mon ex-capitaine M. Mareuge, moins ancien que le capitaine du 150e dut lui faire place. On lui donna une compagnie de voltigeurs. Menuisier eut la 3e et je restai son lieutenant. Les anciens du 29e ne purent pardonner à leur nouveau collègue du 150e le départ de M. Mareuge. Le capitaine Maurice, excité par l'adjudant major Maréchal, lui chercha querelle. Je sus tout cela par Bajau devenu le sous-lieutenant du nouveau capitaine. A ce titre il lui servit de témoin, malgré son ancienne position vis-à-vis M. Maurice.

En ce temps-là les officiers d'une compagnie étaient solidaires et le capitaine avait droit à un certain dévouement de leur part. Bajau n'ayant pas sa liberté d'action m'engagea à faire quelques démarches auprès de son chef, m'assurant que personne n'avait plus chance de réussir. Je saisis la première occasion pour entamer cette difficile négociation. Je me présentai comme voulant surtout prendre une leçon de point d'honneur. Ecouté avec une bienveillance toute paternelle je ne tardai pas à m'apercevoir que j'échouerais. Je dus me retirer de peur d'être indiscret. Le duel eut lieu, mais ne remplit pas le but de Maréchal et autres instigateurs de cette mauvaise affaire. Le capitaine des grenadiers du 3e bataillon ne payait pas de mine assurément, mais il était brave et maniait très bien un sabre. Loin d'être tué comme on l'avait espéré, il fendit le pouce droit de son adversaire et le mit ainsi hors de combat.

Aussitôt organisé le régiment reconnut son colonel le comte d'Adhémar, un descendant du comte de Grignan, gendre de Mme de Sévigné. M. d'Adhémar avait servi sous l'Empire, dans les états-majors. Il faisait partie de la garnison de Dresde sous les ordres du maréchal Gouvion Saint-Cyr. Elle fut prisonnière de guerre malgré les clauses de la capitulation qui lui assuraient son retour en France. Le colonel avait deux fils : l'un servait dans la cavalerie ; l'autre fut placé sous-lieutenant dans le 29e. Il était né le même jour que moi et avait les mêmes prénoms : « Théodore-Jan. » Pendant l'hiver, nous nous rencontrions souvent dans le monde que nous fréquentions avec plaisir l'un et l'autre. C'était un jeune homme bon et franc, caractère calme, un peu moqueur.

Le gouverneur envoya des drapeaux à toute l'armée. Ce fut une occasion de fête. Le 29e donna un repas suivi d'un beau bal, dans la salle de spectacle. Je fus, avec mon capitaine, un des commissaires. Après nous le 8e de ligne (Condé), ensuite le 7e hussards (Orléans) qui faisaient partie de la garnison, célébrèrent aussi la bénédiction de leurs drapeaux. L'affaire de M. Maurice ayant eu lieu au milieu de ces premières cérémonies, j'avais essayé de lui faire prendre en considération cette circonstance comme étant un motif pour mettre en oubli toute rancune. Le vieux soldat fronçait les sourcils toutes les fois que mes paroles lui rappelaient le

nouveau gouvernement et la chute de l'Empereur. On savait — cela se sait toujours — que j'avais des relations d'amitié et de parenté avec des familles vendéennes et quoique je n'aie pas manifesté d'opinions, on me supposait favorable à la Restauration. Si le brave capitaine fronçait le sourcil, gardait le silence, il ne m'en voulait nullement des opinions qu'il me supposait, il avait le bon goût d'être discret. A la suite d'autres événements on voulut lui inspirer de la défiance, il répondit : « ses opinions ne me regardent pas. Il se bat bien, je l'ai vu à la besogne et ce sont des soldats qu'il faut à l'Empereur. A l'âge de cet enfant, on ne connaît point encore la trahison : s'il ne donne point sa démission, c'est qu'il est résolu à faire son devoir. Je réponds de lui. » Lorsque l'Empereur revint de l'île d'Elbe je manifestai devant M. Maurice ma surprise d'un pareil événement. Il me répondit en souriant que, lui, il n'en était nullement étonné. M. Maurice pouvait bien avoir été prévenu du retour de l'Empereur longtemps d'avance.

Nous fûmes très bien reçus à Valenciennes tout l'hiver, nous veut dire le petit nombre d'officiers que leur éducation et leurs goûts portaient à s'y présenter. L'été même n'était pas sans agréments. Nous connaissions la société qui ne dédaignait pas les kermesses. En Flandre ces fêtes ont lieu à certaines époques de la belle saison dans les villages de la banlieue. Dans tout ce pays couvert de places fortes, les militaires sont bien accueillis, les mariages avec des officiers sont fréquents. Le général Dubreton était gouverneur de Valenciennes. Il avait sous ses ordres un maréchal de camp qui commandait la place avec le titre de lieutenant de Roi.

Le lieutenant des grenadiers du 3e bataillon avait été longtemps sergent de recrutement à Rennes. Excellent tireur, il ne se prévalait point d'une réputation méritée. Il est d'une force telle, me dit-on, qu'on ne peut parer un dégagé. Je soutins que c'était exagéré. On nous mit en présence. Je parai facilement. M. Villiers lui-même disait que le mot impossible était trop. Je reconnus en lui un véritable talent comme vitesse et beauté du jeu. Sa figure ne m'était pas inconnue. — « Où donc, lui demandai-je, avez-vous appris à si bien manier un fleuret, talent rare dans un régiment ?

— C'est vrai, aussi est-ce ailleurs que j'ai appris. Mériel m'a donné des leçons pendant mon séjour à Rennes. — Ah ! mon Dieu... Oui... Vous rappelez-vous où vous étiez logé ? — Certainement. J'étais sur la place des Lices chez une vieille dame qui avait un neveu d'une dizaine d'années. — Auquel neveu vous avez offert de donner des leçons d'armes ? — C'est vrai... Comment savez-vous cela ? Mon cher Monsieur, ce neveu est devant vous. Etonnement général

Vient à passer un régiment. Il est décidé que les officiers du 29e inviteront à dîner ceux de ce régiment ; chacun prendra celui de son grade dans la compagnie correspondante. Je me présente à la 3e compagnie de voltigeurs et reconnais dans le collègue que je dois inviter un ancien fourrier d'infanterie légère. Je l'avais vu à Rennes et l'avais remarqué à cause de sa prononciation. Il était Piémontais, je crois, et, lorsqu'il commandait, il prononçait ainsi : « *Sanzez de pas.* » Il fut très surpris lorsqu'en causant je lui dis : « Vous êtes sorti en 1808 de l'infanterie pour entrer dans une légion qu'on formait à Rennes. »

Ce fut un malheur pour moi de n'avoir pas été mis en demi-solde. Je serais très probablement retourné à mes premières études pour me faire avocat et serais arrivé à une position bien autre que celle qui m'a été faite par les événements.

La paix fit rentrer mes deux frères. L'aîné revint quelques mois avant, il avait été échangé. Benjamin fut incorporé dans le 1er de ligne (du roi), qui à cause de son titre fut appelé à faire partie de la garnison de Paris. Il retrouva dans la capitale les deux Charette qui étaient dans les gardes du corps. Par leur influence lui fut accordée la faveur de retourner dans ses foyers avec un congé définitif.

(*A suivre*).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

Athanase, toujours actif, s'occupait sérieusement d'apprendre son métier pour lequel il se sentait beaucoup de goût. Comme chef de la famille, son frère se voyait directement appelé à recueillir la récompense due aux services rendus par son père et par son oncle. Il sollicitait une plus belle position que celle de simple garde du corps. Son ambition était le commandement d'un régiment d'infanterie, cela même lui paraissait chose toute simple.

Ne tenant aucun compte de ce qui s'était passé depuis le commencement de la Révolution, il lui semblait impossible qu'on pût préférer à un jeune homme de 22 ans, fort brave, mais sans expérience, les vieux soldats qui comptaient autant de campagnes que d'années de service. Ce ne fut pas le moindre des embarras de la Restauration que ces nombreuses prétentions à satisfaire. Il y avait des dévouements qui ne pouvaient être contestés, que le temps ne saurait prescrire ; des sacrifices dont les résultats pesaient douloureusement encore sur leurs auteurs ou sur leur famille. Le Roi ne pouvait, sans la plus noire ingratitude, rester sourd à de si justes réclamations. Il fallait ménager les droits non moins légitimes d'une armée qui pendant 20 ans avait généreusemeut versé son sang pour le pays ; elle en avait fait la gloire, elle en était encore la force. D'un côté, une fidélité à toute épreuve avec une inexpérience dangereuse ; de l'autre la connaissance et la pratique du métier des armes avec des dévouements plus que douteux. Un plus habile que Louis XVIII aurait pu être fort en peine. On fit donc beaucoup d'écoles dont les partisans de l'Empereur et les républicains firent habilement leur profit. Les républicains, qui détestaient Napoléon, travaillèrent pour

[1] Voir la livraison d'août 1896.

parce qu'au parti de l'opposition il faut surtout des changements de gouvernement qui affaiblissent le respect de l'autorité et lui donnent des chances de succès. On vit ainsi les hommes qui avaient encensé le despotisme se dire libéraux et accuser la Restauration de vouloir confisquer des libertés inconnues avant elle. La Charte de 1814, vingt fois plus libérale que la constitution de l'Empire, cessa d'être libérale à leurs yeux ; elle était l'œuvre d'un Bourbon. A Louis XVIII on reprocha de s'entourer d'émigrés, d'anciens nobles. Les trahisons, dont il fut plus tard victime, prouvent assez le contraire.

Nous restâmes 11 mois à Valenciennes. Vers la fin de 1814 le Duc de Berri passa par cette ville. Les officiers de la garnison lui furent présentés. A cette occasion je fus proposé pour la décoration. Je me rappelle la figure de ce prince dont la fin devait être si malheureuse. Il était de taille moyenne, assez épais. Madame Athanase de Charette est celle qui lui ressemble le plus.

Dès que le débarquement de l'Empereur fut connu, une sourde agitation se manifesta dans la garnison. Un jour j'étais au café avec le comte du Bouzey, il demande à notre porte-drapeau qui venait d'entrer, s'il consentirait à porter le drapeau impérial. « Je porterai tout ce qu'on me donnera », répondit cet officier d'une manière si comique que nous nous mîmes à rire. Le porte-drapeau fronça les sourcils et nous quitta sans dire un mot ; 24 heures après on savait dans la ville l'entrée de l'Empereur à Paris. Le général Dubreton réunit tous les officiers de la garnison, nous annonça ce que nous savions tous et ajouta : « L'Empereur ne règne que là où il est. La guerre avec l'étranger est imminente ; une belle mission nous est offerte : fermons les portes de Valenciennes à l'usurpateur et aux étrangers et, fidèles à nos serments, gardons la place au nom du Roi. » La réponse fut unanime. Je crois qu'elle fut loyale malgré les événements prochains qui semblent la démentir. Le lendemain à la pointe du jour les hussards d'Orléans montent spontanément à cheval, se présentent devant les casernes du 8e et du 29e où ils sont accueillis par les cris de « vive l'Empereur ! » Le général Dubreton quitte aussitôt la ville, laissant le commandement au général lieutenant de Roi. A 7 heures tous les officiers convoqués au quartier

reçoivent l'ordre de prendre la cocarde tricolore. Chacun de nous rentre chez lui pour s'y conformer. Le duc d'Orléans, (Louis-Philippe) avait passé la journée précédente à Valenciennes où il avait été très bien accueilli par la garnison. Après la revue; il visita les fortifications, ce qui l'amena vers le quartier du 29e qui y touchait : l'esprit de la troupe avait changé depuis le matin, quelques cris de « vive l'Empereur » se firent entendre lorsque le prince parut sur le rempart qui longe la cour de la caserne. Réprimés aussitôt par les chefs présents, le Duc n'eut pas l'air de voir ce qui se passait. Il fit une allocution aux quelques officiers qui, en le voyant venir, étaient allés au-devant de lui. Il ne se dissimulait point, nous dit-il, que c'était à nous qu'il devait l'accueil reçu par lui le matin et il nous en remercia. Quelques nouveaux cris, partis de ma compagnie dans laquelle il y avait beaucoup d'anciens pupiles de la garde, durent le confirmer dans cette pensée. Il partit dans la nuit. Ce prince était encore jeune, il avait une ressemblance frappante avec le portrait de Louis XIV. A cheval c'était un très bel homme.

Nous avions l'ordre de nous tenir, en quittant le quartier, dans les environs de la place d'armes, prêts à tout événement. Nous avions mission surtout de surveiller la troupe et d'empêcher le désordre. J'étais au café depuis quelque temps lorsque le porte-drapeau entre. Venait-il avec des projets arrêtés ou pour se mettre à l'abri de la pluie? Je ne sais. Il s'approche du poêle, près duquel j'étais debout et seul. Il se met à me raconter sur sa famille, ses enfants et leurs protecteurs une foule de choses sans intérêt et absolument incompréhensibles pour moi. Habitué dès ma jeunesse à une grande déférence envers la supériorité de l'âge, je l'écoute assez longtemps avec l'intention d'être poli. Voyant qu'il n'en finit pas, je saisis un moment favorable pour passer dans une autre pièce. Il me suit. Je m'assois à une table, la tête appuyée sur une main. J'étais dans la position de quelqu'un qui veut dormir. Rien ne peut empêcher ce brave porte-drapeau de recommencer son histoire avec la même prolixité et le même succès à entasser les absurdités. Un saint aurait perdu patience. Je me lève, je rentre dans la première salle et vais reprendre ma place à côté du poêle. Mon persécuteur vient se mettre vis-à-vis de moi et continue à bavarder. J'allais prendre la fuite

lorsque j'entends de sa bouche l'épithète de lâche. Trait de lumière, je comprends enfin ; ce manège, ces phrases incohérentes étaient un moyen de me chercher querelle. Cependant je doutais encore : je le regardais fixement, le cou tendu, les yeux étincelants ; le vieux maître d'armes, qui me croyait terrifié par ses vieilles moustaches, répète le même mot. Il avait à peine prononcé que son schako sautait à dix pas et lui-même trébuchait à reculons. Malgré ma fureur j'eus assez de calme, lorsqu'il voulut se jeter sur moi : « Assez, proféré-je, je suis à votre disposition, sortons. » Au bruit du soufflet, car pas une seule parole n'avait pu appeler l'attention, deux ou trois personnes s'étaient interposées. Profitant de leur intervention, je sors et, en passant devant Bajau, je le prie de me suivre. « Monsieur, repris-je, en voyant mon adversaire qui était sorti, allez chercher un témoin, dans dix minutes je vous attends à la porte de France. »

Nous arrivons tous les quatre presque en même temps au rendez-vous. Il est sévèrement défendu par les règlements de tirer l'épée ou le sabre dans l'intérieur des fortifications. Sans tenir compte de cette défense à laquelle aucun de nous ne pensa et que nous ignorions peut-être, nous sortons de la ville. Chemin faisant nos témoins s'étaient fait raconter l'affaire qui dut leur paraître peu susceptible d'arrangement : néanmoins, comme c'était leur devoir, ils voulurent faire quelque tentative. Je leur fermai la bouche par ces mots. — « Monsieur m'a appelé lâche, je lui ai répondu par un soufflet qu'il m'aurait rendu s'il avait pu. Il y a nécessairement un de nous, si ce n'est tous les deux, à qui il faut une réparation autre que des paroles. Ainsi, Monsieur, en garde. » Tout en parlant nous avions quitté nos habits et ouvert la chemise de façon à montrer qu'il n'y avait pas de fraude. Dès que nous avons croisé le fer et que le signal est donné, je me baisse et me fends vivement en marquant un dégagé en-dessus, la main aussi haute que possible. Je lui traverse la poitrine d'un coup d'épée qui l'eût tué s'il avait été moins effacé, car beaucoup trop tard arriva la parade. Le voyant chanceler, les témoins courent à lui et l'empêchent de tomber. Immédiatement il se met à vomir le sang d'une manière effrayante. J'étais consterné, je le savais père de famille. — « Va-t'en, me souffle Bajau, va chez moi. » Je suis son conseil, mais assez lentement.

En passant sur le pont-levis je suis arrêté par un de ces lourds chariots à quatre roues que l'on rencontre fréquemment en Flandre. Un homme, qui nous avait suivis des yeux, vient à moi : « Pour un maître d'armes, votre adversaire ne s'est pas montré bien adroit. Il comptait sans doute sur votre jeunesse et votre inexpérience. Vous lui avez donné une rude leçon. » J'allais répondre lorsque Bajau accourut en me criant : « Que fais-tu là ! va-t'en donc... il est mourant. » Je me sauve à toutes jambes et arrive chez Bajau dans un état difficile à décrire. J'étais là depuis peu, causant d'une manière distraite avec la maîtresse de la maison et sa fille, lorsqu'une femme paraît à la fenêtre. Nous étions au rez-de-chaussée : « Qu'avez-vous, lui demande celle chez qui j'étais ? — Ah ! madame, on vient de tuer mon mari. Oui, on a tué mon mari... c'est un petit brun... un lieutenant de voltigeurs... ah ! le gueux ! Si je le tenais, je lui arracherais les yeux ! » — Cette menace était peu rassurante ; à 20 ans personne n'est bien curieux de devenir aveugle. Mon émotion fut remarquée par celles avec qui je causais. Aussitôt la femme du blessé partie, la mère se tourne de mon côté : « mon Dieu ! Monsieur, vous avez l'air bien ému, seriez-vous le coupable ? — Hélas oui, c'est moi qui ai donné un coup d'épée au mari de cette femme. C'est sa faute, il m'avait gravement insulté. — Je vous crois, cher monsieur, mais ne restez pas là : cette femme est méchante, elle pourrait revenir et vous soupçonner. Elle vous a beaucoup regardé. Montez chez M. Bajau. » Je monte. Bajau rentre peu d'instants après, m'apportant des nouvelles plus rassurantes. Mon adversaire était un peu moins mal. Le médecin espérait qu'aucune partie organique n'était attaquée, malgré la profondeur de la blessure. Il était guéri au bout de huit jours. Je voulus aller savoir de ses nouvelles. Bajau et l'autre témoin m'en empêchèrent à cause du langage grossier de la femme. Ils m'avertirent que le blessé montrait beaucoup de rancune ; son amour-propre de maître d'armes était froissé, il prétendait avoir sa revanche. Il réfléchit, paraît-il, car il ne me fit rien savoir et m'évita même avec soin.

Cette affaire me causa un autre désagrément. Les officiers du 29e résolurent de se réunir dans la soirée pour prendre un punch et boire au retour de l'Empereur. D'Adhémar vint se concerter avec

moi sur ce que nous avions à faire. D'après l'usage, un homme, dans la position que m'avait faite le duel du matin, ne doit se montrer en aucun lieu public tant que la vie de son adversaire est en danger. Adhémar convint que, en temps ordinaire, la justesse de mes raisons était sans réplique; mais il prétendit qu'elles n'auraient aucun poids aux yeux de nos camarades qui ne manqueraient pas d'attribuer mon absence à des motifs politiques. Il vit juste. Nous crûmes tout concilier en assistant à la réunion et en ne nous retirant qu'après avoir bu à la santé de l'Empereur. On ne nous tint aucun compte de cet acte de présence et notre retraite fut incriminée à l'égal d'une abstention complète.

Le maréchal Ney vint quelques jours après à Valenciennes. Après la revue de la garnison il réunit le corps d'officiers de chaque régiment séparé. Si les expressions dont il se servit dans le discours qu'il nous adressa étaient de nature à être reproduites, je redirais ici textuellement ses paroles. Je me les rappelle comme si je venais de les entendre. D'après lui, la France était humiliée de la position que lui faisait la Restauration, dont les préférences pour l'ancienne noblesse rendaient, à tout ce qui n'en faisait pas partie, ce gouvernement insupportable. Tout cela, débité avec une espèce de colère concentrée, dénotait bien une situation d'esprit facile à expliquer par les événements récents. Le maréchal nous avait fait former un demi-cercle et nous fit approcher de lui aussi près que possible. Son discours sembla s'adresser plus particulièrement au colonel que son grade plaçait en face. Je remarquai la position étrange, pénible de ces deux hommes : l'un était une des gloires de notre temps, l'autre un représentant des temps anciens. Courbé sous le poids de la dépendance dans laquelle le mettait le défaut de fortune, le colonel recevait en silence et devant son corps d'officiers qui connaissaient ses antécédents et ses sympathies, l'affront que cherchait à infliger à sa caste le héros de la Bérézina. Le maréchal, prince de la Moscowa, subissait lui-même les conséquences de la faute qu'il venait de commettre; faute qu'on doit attribuer non à une intention préméditée, mais à l'ascendant irrésistible de l'Empereur. — On pourrait dire à tous ceux qui ont servi sous le grand homme : que celui d'entre vous qui se croit assez fort pour faire

autrement que le maréchal Ney lui jette la première pierre. Le maréchal avait trop de loyauté dans le cœur pour rester indifférent à la position qu'il s'était faite. Il ne pouvait cesser d'être le brave des braves ; mais les circonstances ont prouvé qu'il n'avait plus comme général cette énergie inspirée qui le rendait si redoutable sur le champ de bataille par la promptitude de ses décisions et la sûreté des coups qu'il frappait. L'histoire dira combien son hésitation devint funeste.

Le 29e fut désigné pour faire partie de l'armée qui devait immédiatement être organisée et se tenir prête à entrer en campagne au premier signal. Tous les régiments furent réduits à 2 bataillons de guerre, dans lesquels furent versés les hommes du 3e. Le cadre, dont je faisais parti, reçut peu de temps après l'ordre de se rendre à Paris. En route de nouveaux ordres nous dirigèrent sur Beauvais. Dans cette ville, le colonel Rousselot, qui avait repris le commandement du 29e, nous rejoignit en se rendant à l'armée où il allait retrouver les bataillons de guerre. Il resta avec nous juste le temps nécessaire pour organiser un 3e bataillon. Mon capitaine, M. Menuisier, eut le commandement des grenadiers. Il fut remplacé à la tête de ma compagnie par M Brosset, neveu du major de ce nom qui nous vint à Hambourg après la mort du colonel Pierre. Le gros major Brosset, avait eu par le capitaine Lavoie connaissance de mon affaire de Morwarder.

Les puissances étrangères ne perdirent pas plus de temps que Napoléon. L'Europe coalisée de nouveau se prépara à la guerre malgré les actes et les proclamations pacifiques de l'Empereur. Une lutte acharnée devint inévitable. Louis XVIII se retira à Gand où quelques-uns de ses partisans allèrent le retrouver. Ce fut la dernière émigration. Parmi ceux qui suivirent le mouvement, le personnage le plus marquant fut le maréchal Berthier, l'ancien Major général de la grande armée, le bras droit de l'Empereur. Berthier ne put résister au chagrin d'avoir abandonné l'Empereur : atteint d'une fièvre cérébrale il se jetta par la fenêtre. La fidélité à ses serments avait été chez lui plus forte que ses sympathies, elle lui coûta la vie.

Mon frère Benjamin m'écrivit que l'Empereur était aussi ménacé à l'Ouest et que la Vendée fermentait. Quelques jours après, le général

commandant la division me fait demander. C'était le comte Rey, célèbre par sa belle défense de Saint-Sébastien. Il me donne l'ordre de me tenir prêt à partir pour une mission qu'il veut me confier. Il s'agissait de me rendre à une dizaine de lieues de Beauvais pour surveiller et arrêter un agent du comte de Lille (Louis XVIII). Cet agent était signalé au général comme cherchant à entraîner la population dans la guerre civile. Il y avait deux compagnies du 8e léger dans le village où j'avais ordre de m'établir. J'avais au besoin un pouvoir quasi discrétionnaire ; la gendarmerie et la troupe étaient à ma disposition, toutes les autorités civiles devaient me seconder. On me donna deux sous-officiers du 29e pour m'accompagner. Je pris Meunier, sergent-major de ma compagnie, dans lequel j'avais beaucoup de confiance, et un sergent-major de grenadiers de ses amis qu'il me pria de choisir. Meunier sortait des pupiles de la garde, ce charmant sous-officier justifia ma confiance en lui. Je fus étonné, inquiet même de me voir, moi réputé royaliste, choisi pour une semblable mission. Je fis mon possible pour décliner cet honneur ; à l'air sévère du général je vis que le seul parti à prendre était de me soumettre. Je pars avec mes deux acolytes ; je trouve tout le monde disposé à faire ce que voudrais, excepté les officiers d'infanterie qui eurent l'air assez mécontent d'être obligés de mettre leurs gens à ma disposition. Le maire m'indique le directeur de la Poste comme le plus capable de me guider dans les recherches que j'ai à faire.

(*A suivre*).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

Quel est mon étonnement et mon embarras lorsque cet homme me dit en confidence que celui que je suis chargé d'arrêter est le *neveu du fameux chef de brigands Charette.* J'ai beau lui représenter qu'il n'est pas possible que ce personnage ait quitté un pays où son nom a une énorme influence pour venir opérer dans une province qui le connaît à peine, le directeur, loin de soupçonner à qui il parle, soutient ce qu'il avance et finit par m'ébranler. Je me garde de prononcer le *nom* dans les rapports adressés au général. J'aurais eu peur que ce nom, répété devant les officiers du régiment qui connaissaient en partie mes relations et mes affections, n'éclairât tout à coup sur ma position. Ma résolution était prise : j'étais décidé à arrêter l'individu signalé et à fuir avec lui si c'était un des Charette. Meunier était dans le secret. Ses opinions cadraient avec les miennes. Sincère admirateur de l'Empereur, il reconnaissait les droits antérieurs de la Maison de Bourbon. Nous ne voulions faire la guerre que contre l'étranger. Nous ne pensions point être en contradiction en arrêtant un agent de guerre civile ; pourvu que ce ne soit pas un ami d'enfance. Mon sergent-major me répondit de son collègue. Néanmoins nous lui laissions ignorer nos projets qui consistaient à ne nous faire assister que par deux gendarmes, et surtout à éviter de requérir l'aide de la troupe. Si l'agent en question était un M. de Charette, à un signal convenu nous désarmions les deux gendarmes dont l'extrême surprise paralysait la résistance, et nous prenions la fuite avec mon ami. Nous

[1] Voir la livraison de septembre 1896.

passons plusieurs nuits dans un champ de blé sans voir personne. J'avais soin de me faire donner la carabine d'un gendarme. Fatigué de passer ainsi les nuits à la belle étoile, je commençai à me défier de la bonne foi de M. le directeur des Postes. Je pris et fis prendre, par le brigadier de gendarmerie, des informations en dehors du cercle d'action de cet homme. Je finis par acquérir la preuve que mon directeur était à peu près l'inventeur de cette affaire. Au fond se trouvait peut-être quelque tentative, mais par des agents de très peu d'importance. Pour se donner du relief et obtenir de l'avancement, ce directeur avait grandi le mal et mis en avant un nom connu. Bénissant la Providence de sortir ainsi de ce mauvais pas, je fais au général un rapport rassurant sur l'état du pays et j'obtiens mon rappel. Le général me reçut très bien, m'invita à dîner, me témoignant sa satisfaction sur ma correspondance avec lui. — Il m'avait recommandé de ne pas lui épargner mes lettres. — Il me fit longuement causer sur ma mission et ne me congédia pas sans m'assurer que je le trouverais toujours disposé à me protéger si l'occasion se présentait.

A mon retour à Beauvais j'aperçus un mouvement extraordinaire. Il était causé par le passage des gardes nationales actives. Un décret venait de les mobiliser. Elles allaient à la frontière prendre la garde des places fortes. Le peuple appelait cela la traite des blancs, à cause du trafic auquel cette mesure donna lieu par le rachat de ceux qui ne voulaient pas partir. La promptitude de cette organisation ouvrit la porte à mille abus. Il a été prouvé que beaucoup de remplaçants désertèrent et se vendirent plusieurs fois avant que la guerre soit commencée.

Les gardes nationales ordinaires furent aussi organisées. Nous vîmes celle de Beauvais défiler devant le préfet dans un morne silence qui ne fut troublé que par un seul cri de vive l'Empereur.

Le 3e bataillon, dont le cadre seul existait, ne fit pas un long séjour à Beauvais. Au retour de ma mission nous fûmes envoyés à Evreux recevoir des recrues. Le cadre du 4e bataillon resta à Beauvais avec le major Brosset et les comptables. Pour la seconde fois je fus chargé de la caisse avec Meunier pour secrétaire. Je voulus faire des observations, on me menaça des arrêts forcés avec un

factionnaire à ma porte. C'était visible, on me soupçonnait d'intentions qui étaient loin de ma pensée ; on voulait m'enchaîner par une responsabilité. Notre chef de bataillon était nouveau, il avait l'air extrêmement dur. Les sous-officiers l'appelaient la *figure de fer*.

Pendant la route, le lieutenant Simon un provençal venu du 150e — essaya quelques allusions à mes opinions. Je reçus ses plaisanteries avec calme et un regard ferme. Il comprit qu'il fallait cesser ou avoir une affaire sérieuse. Ce sujet avait été traité, je l'ai su depuis, en présence des anciens officiers du régiment. Ils avaient averti Simon qu'il n'avait affaire ni à un maladroit — il le savait bien, puisqu'il était un des parieurs à propos de M. Villiers, — ni à un homme trop endurant, — encore moins à un poltron. Ils lui représentèrent que sa prétention de vouloir contrôler mes opinions politiques était au moins hazardée, que dans le 23e on n'avait jamais demandé à un officier compte de sa façon de penser pourvu qu'il s'acquittât de ses devoirs comme militaire. Simon était plus léger qu'autre chose, il comprit que l'opinion m'était favorable et abandonna des procédés que je n'aurais pu souffrir.

A Evreux, il fallut habiller les recrues. En peu de jours leur nombre atteignit 800. Sur ces entrefaites nous apprîmes que les hostilités étaient commencées. Bientôt après nous furent connus les brillants résultats de la bataille de Fleurus. Comme militaires, nous étions tous contents. Les habitants, dont généralement l'opinion était défavorable à l'Empereur, ne disaient mot, persuadés qu'ils étaient que rien ne pourrait résister à son génie.

J'étais logé chez la veuve de l'ancien maire d'Evreux. Cette dame avait deux filles très bien élevées, elle paraissait avoir une prédilection marquée pour la plus jeune. L'aînée était la plus jolie. D'abord on me reçut assez froidement. Toute la famille était royaliste et on ne supposait pas qu'un officier de l'armée de l'Empereur pût avoir des opinions politiques raisonnables. Ainsi je me trouvais mal jugé par les deux partis. Cependant on s'habitua peu à peu à me juger mieux. Je faisais quelquefois de la musique avec la plus jeune de ces demoiselles qui jouait de la harpe assez bien.

Un matin je m'attarde chez moi après l'heure ordinaire du déjeuner. Je trouve tous les officiers l'air consterné. A mon arrivée

la conversation cesse presque. Quelques mots seulement me font soupçonner de graves événements. Je demande ce qu'il y a : « Vous le savez bien, bougonne Simon, cela vous intéresse trop et vous fait trop de plaisir pour que vous n'ayez pas été instruit un des premiers. — Monsieur Simon, répliqué-je, je ne comprends pas ce que vous voulez dire. Je crois seulement apercevoir dans vos paroles des insinuations dont je vous demanderai compte plus tard. Veuillez quant à présent m'apprendre de quoi il est question et vous expliquer. Resté chez moi toute la matinée, je n'ai vu personne et ne sais rien. — Eh bien, l'Empereur vient de perdre une bataille décisive à Mont-Saint-Jean. En vain il a voulu se faire tuer. L'armée française est dans une déroute complète, les Anglais et les Prussiens marchent sur Paris. On raconte que l'Empereur a abdiqué de nouveau et s'est retiré à la Malmaison. — Et vous prétendez, Monsieur, que cette nouvelle me fait plaisir ? Mes compatriotes sont étendus sur le champ de bataille, la France est humiliée, sa capitale menacée une seconde fois et je me réjouirais ! Sachez-le, j'ai le cœur plus français que vous, car je n'aurais jamais soupçonné un de mes camarades d'un sentiment pareil. Ce soupçon est une injure dont vous me rendrez raison. » Le commandant, interposant son autorité, me fait rasseoir et, après avoir loué ma juste susceptibilité et blâmé Simon, il nous engage l'un et l'autre à ne pas oublier ce que nous lui devons. Mon capitaine, M. Brosset, prend alors la parole et s'adresse à mon antagoniste. « Nous vous avons averti, Simon, que vous jugiez mal notre jeune camarade ; que vous finiriez par avoir une affaire et les torts de votre côté. Ses excellents sentiments sont aujourd'hui rehaussés par la différence de ses opinions qui ne nous regardent pas. Pour moi je déclare qu'il a mon estime et je crois que tous ces messieurs pensent comme moi. » Un oui unanime se fait entendre. « Et moi aussi, pardieu, déclare Simon, je l'estime et c'est pourquoi j'enrage de le voir royaliste. C'est égal, dans les circonstances où nous sommes, ce qu'il vient de dire est d'un bon enfant. Je conviens que j'ai eu tort. Voyons, tête de Breton, ajoute-t-il en me tendant la main, cela vous suffit-il ? » Je me tourne vers le plus ancien du bataillon, juge compétent en pareille matière. Son approbation appuyée de tous les as-

sistants met fin à cette scène. On parle alors longuement et sans contrainte des nouvelles du jour.

La ville d'Evreux resta très calme. Rien dans le quartier, où nous avions au moins huit cents recrues ne fit pressentir la plus petite émotion. L'appel du soir ne constata même pas des absences plus nombreuses que de coutume ; mais au premier appel du lendemain il ne restait absolument que le cadre des sous-officiers et caporaux, toutes les recrues avaient disparu comme par enchantement.

Les nouvelles commencèrent à se succéder avec rapidité. Une grande foule stationnait chaque jour devant la poste à l'heure de l'arrivée du courrier. Les progrès de l'ennemi étaient d'une rapidité incroyable. Enfin Paris dut ouvrir une seconde fois ses portes à l'Europe ameutée. La France épuisée n'avait plus d'énergie. Aucun essai de résistance ne fut tenté. Et pourtant la position était meilleure qu'en 1814 : il n'y avait rien à craindre du côté de l'Espagne. L'armée retirée sur la rive gauche de la Loire pouvait encore tenter le sort des armes, surtout si on avait la Vendée et la Bretagne. Ces deux provinces pacifiées rendaient plus de 20 mille hommes de troupes intactes, aguerries. Mais il eut été impossible d'amener ces contrées à combattre sous les drapeaux de l'Empire. Napoléon le comprit et ce ne fut pas une des moindres causes de sa seconde abdication. — Le retour des Bourbons ne fit plus l'objet d'un doute.

L'armée ennemie s'étendit sur la rive droite de la Loire. L'espèce de capitulation, qui avait réglé la position réciproque des deux armées, avait mis fin aux hostilités sans rétablir la paix. Notre commandant, ne recevant pas d'ordre, crut prudent de se tenir sur ses gardes. Les officiers furent armés de carabines et des reconnaissances furent faites chaque matin vers Paris. Puis l'arrivée des Prussiens à Evreux fut officiellement annoncée. Nous reçumes l'ordre de nous rendre à Rouen. Nous arrivions dans cette ville presque en même temps que la duchesse d'Angoulême. Les Rouennais firent à cette princesse le plus brillant accueil. En voyant l'enthousiasme de cette grande population qui se pressait pour l'acclamer, la Duchesse dut croire que les peines de l'exil étaient enfin terminées pour elle, et que le destin ému de ses souffrances ne la ferait pas mourir sur la terre étrangère...

Pendant nos derniers jours à Evreux un prétendu agent de Louis XVIII nous proposa de signer une adresse au Roi. Il nous promettait, si nous prenions l'initiative de cette démarche, que nous serions compris dans la garde royale, dont la formation était chose arrêtée. Le croira-t-on ? C'est Simon qui nous fit les premières ouvertures. Il fut écouté en silence, mais avec la plus grande surprise : « Ah ça, mon cher, commença le capitaine Brosset, je ne sais si je dors ou si je veille. C'est bien vous, n'est-ce pas, qui venez de parler ? Vous qui, il y a moins de huit jours, traitiez l'un de nous de royaliste ? Savez-vous que son rôle est aujourd'hui plus honorable que le vôtre. Les propositions que vous nous faites seraient surtout bien plus à leur place dans sa bouche. Qu'en pensez-vous, Messieurs ? — Ma foi, opina un lieutenant, je pense comme vous, mon capitaine. » Puis se tournant vers moi : « Je serais bien aise d'avoir votre avis à vous ? — Le sujet est délicat. Il s'agit, répondis-je, de renier tous nos actes depuis trois mois. Je pense encore qu'un officier français ne peut donner sa démission lorsque la guerre est imminente ; mais la modération n'a jamais été la compagne des passions de partis. On ne pardonnera ni à moi ni aux autres. Le seul moyen pour nous faire absoudre serait de faire ce que propose Simon. Reste à savoir si ce serait honorable. Poser la question, c'est la résoudre, restons ce que nous sommes. On pourra nous rendre malheureux, mais non méprisables. » — C'est juste, fut la réponse de tous. Simon n'insista pas, il comprit tardivement sa double faute. La leçon était rude. Je n'ai jamais entendu parler de lui après le licenciement.

Rouen devait être occupé par les Anglais, nous n'y restâmes pas longtemps. On nous dirigea sur la petite ville de Montevilliers, à quelque distance du Havre. J'y fus logé chez un ancien capitaine du 65e de ligne, homme très distingué. Il était marié à une riche héritière du pays. Je fus très bien accueilli dans cette maison dont le maître avait conservé l'esprit du métier. Plus tard mes opinions ne firent qu'ajouter à la bienveillance primitive. Ils avaient une petite fille de 5 ans qui fut bientôt familiarisée avec moi. Je dis à sa mère qu'elle serait plus tard une femme remarquable. La mère me fit signe de me taire et me dit à part que sa fille avait déjà trop

de penchant à se croire jolie; elle me pria de ne pas la flatter. Mère sage et prudente !

Le bruit se répandit que les chefs de l'armée royale s'étaient entendus avec le général Lamarque qui commandait dans ces provinces pour l'Empereur et que la reprise des hostilités n'était pas impossible. Nous y vîmes un moyen de rendre un peu meilleure la position de la France. Un jour que nous causions, témoignant tous le regret d'être destinés par notre éloignement de la Loire à ne pouvoir prendre part à ce qui allait se passer, je proposai à mes camarades d'aller rejoindre les Vendéens. La grande difficulté était le passage de la Seine. Etant déjà allé au Havre pour ma comptabilité je pus les rassurer. Un paquebot partait chaque jour pour Honfleur d'où il nous serait facile de gagner la Bretagne. Simon, piqué de sa mésaventure à Evreux, eut la maladresse de rappeler mes objections d'alors. Il lui fut répondu qu'il n'y avait aucune analogie entre les deux propositions. Il ne s'agissait plus de protestations de dévouement au gouvernement rentré, mais de nous réunir à des Français qui oubliaient leurs dissentiments pour combattre l'ennemi commun. On me demanda seulement si je pouvais répondre d'une bonne réception. Je m'empressai de leur donner l'assurance d'un succès complet à cet égard. Il fut convenu que le surlendemain je me rendrais au Havre pour voir si le passage était surveillé, et que à mon retour nous fixerions le jour du départ.

Depuis plusieurs jours je songeais à partir. J'étais arrêté par la responsabilité des fonds à moi confiés. A notre départ d'Evreux je songeais aux moyens de m'en affranchir. Le meilleur me semblait être d'épuiser ces fonds en faisant la solde. Il ne me restait plus rien lorsque je proposai de passer en Bretagne. Ma comptabilité arrêtée et signée par le conseil d'administration n'avait plus besoin que du visa du commissaire des guerres au Hâvre.

Fûmes-nous trahis par Simon ? j'en ai toujours eu le soupçon.

La veille de mon départ, le commandant nous réunit et, après nous avoir vivement reproché notre peu de confiance en lui, il nous prévint qu'il avait connaissance de nos projets, qu'ils étaient basés sur de fausses nouvelles. Il était vrai que toute hostilité avait cessé entre le comte Lamarque et les chefs vendéens ; mais il n'était nul-

lement question de recommencer la guerre contre les alliés. Je fis remarquer au commandant que les nouvelles n'ôtaient rien à l'opportunité de notre projet. Il était surtout utile de montrer les Français disposés à ne plus connaître d'autre ennemi que celui qui menaçait de partager la France. Partant de l'armée l'initiative de cette union devait être d'un excellent effet. C'était seconder le gouvernement du Roi et lui permettre de prouver que la France était vaincue, pas conquise. Le commandant ne me répondit pas. Il se borna à répéter que, si nous ne lui donnions pas notre parole de renoncer à ce départ, il préviendrait l'autorité et nous ferait arrêter. Ces Messieurs promirent. Moi je me tus, on fit semblant de m'oublier. Dans la suite les événements ont prouvé que mon idée était bonne.

Le commandant ne m'avait fait aucune défense. Je me rendis au Havre. Le licenciement de l'armée de la Loire était la nouvelle du jour; on s'attendait à voir paraître l'ordonnance. Les officiers payeurs devaient rester dans le département où ils se trouvaient. En conséquence ils concouraient à la formation des légions de l'endroit. Mon parti fut bientôt pris. Je résolus d'exécuter seul mon projet. Je mis dans ma confidence mon capitaine et mon secrétaire Meunier qui tous les deux faisaient partie du conseil d'administration. Ils m'aidèrent à faire signer un congé par le commandant et les autres membres du conseil qui n'eurent pas le moindre soupçon. Arrivé au Havre je pus passer à Honfleur avec des papiers parfaitement en règle.

La veille de mon départ, j'avais fait mes adieux à mon brave hôte et à sa famille. Non seulement il approuva mon dessein, il m'offrit encore sa bourse avec insistance. Je pus résister à ses offres obligeantes en lui montrant que je n'avais besoin de rien. Je partais avec les fonds nécessaires à mon voyage et, de plus, je laissais quelque argent à ceux de mes camarades auxquels, en qualité d'officier payeur, j'avais fait des avances. Ils se sont acquittés plus tard avec une loyauté toute militaire, admirable chez d'autres que des officiers de l'armée. Je n'avais aucun titre, aucune signature d'eux.

En partant seul je ne me faisais point illusion. J'avais perdu du temps, ce qui, aux yeux de ceux qui avaient pris les armes en Bre-

tagne, ôtait bien du mérite à ma démarche. Mon seul but désormais était de rentrer dans ma famille. Je prévoyais bien d'ailleurs qu'on n'admettrait pas, de ma part, même à Nantes, une autre opinion que celle de l'armée.

Le marquis de Fougères était lieutenant de Roi au Havre. Il signa, sans demander ce que c'était, le congé que je lui présentai. J'avais eu déjà des rapports de service avec lui. Il avait été enchanté de trouver un officier qui n'était pas ennemi du gouvernement du Roi. S'il l'avait fallu, je lui aurais avoué mes desseins, il m'aurait aidé. C'était un jeune homme de fort belle mine, très neuf, je crois, dans le métier et qui semblait plus occupé de mettre à profit les circonstances pour s'amuser que pour apprendre à commander la place.

Je remis toutes les pièces concernant l'administration du bataillon entre les mains du commissaire des guerres. Après un rapide examen il m'adressa quelques questions et parut très satisfait. Je n'avais pas oublié les leçons du commissaire des guerres de Metz. Mon secrétaire Meunier m'avait accompagné au Havre. Après avoir déjeuné ensemble nous nous quittâmes à trois heures de l'après-midi. Il retournait à Montevilliers avec une lettre dans laquelle j'annonçais mon départ au commandant. Je m'embarquai pour Honfleur, d'où la diligence me conduisit le jour même à Caen. J'y arrivai presque en même temps que les Prussiens qui se répandaient déjà dans tout le pays entre la Seine et la Loire. Des hussards de la mort étaient logés dans l'auberge où j'étais. Ils avaient assisté au commencement du blocus de Hambourg et étaient au nombre de ceux auxquels j'avais eu affaire en avant d'Harbourg. Leur officier me rappela la belle contenance du chef d'escadron et lui rendit justice. Il me demanda des renseignements sur les provinces de l'Ouest, dont on lui avait, me dit-il, beaucoup vanté l'esprit guerrier et le dévouement aux Bourbons. Je l'engageai à prescrire à ses soldats, dans leur intérêt, la plus grande circonspection et à traiter les habitants avec beaucoup de ménagements. Je lui montrai ces provinces capables de lutter avec avantage contre des troupes régulières, tant à cause des armes dont la population était pourvue que grâce à la configuration du pays coupé de haies, couvert de bois. Nous

échangeâmes des poignées de main qui étonnaient beaucoup les assistants.

Je gagnai Saint-Malo par Dol, vieille cité devenue célèbre par le combat entre les Bleus et les Vendéens.

Je couchai à Saint-Malo et le lendemain j'atteignis Rennes que je n'avais pas revue depuis la mort de ma bonne tante ! J'y trouvai Fidèle de L'Epinay. Il m'apprit la mort ou plutôt la disparition de son frère aîné. Le pauvre garçon était parti dans les gardes d'honneur et on n'avait pas eu de ses nouvelles depuis Leipsick. Le lendemain j'arrivais à Nantes.

Dans la diligence se trouvait un monsieur âgé. Il me demanda d'où je venais et où j'allais. Je lui racontai mon histoire. Il me dit qu'il s'appelait Bunel, colonel attaché à l'état-major du duc de Bourbon et m'offrit ses services. J'acceptai. Nous causâmes beaucoup politique. Il était ennemi de Napoléon qu'il accusait d'avoir abandonné son armée en Russie et de n'avoir pas su trouver une mort glorieuse à Waterloo. M. de Bunel m'a montré, dans la suite, tout le bon vouloir qu'il m'avait promis pendant ce voyage.

Fin du premier volume.

MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

DEUXIÈME VOLUME

En arrivant chez ma mère, je vois un monsieur qui m'embrasse en me disant qu'il est mon frère aîné. Il y avait quinze ans que nous ne nous étions vus.

Ma mère rentre quelques instants après. Dès les premiers mots pour la préparer à me revoir, elle répondit : « Eh, mon Dieu, je devine, c'est Théodore qui est arrivé. » Elle était contente de me revoir après une longue absence et des dangers réels.

Les journaux m'avaient appris la mort du malheureux Ludovic de Charette. Je demandai des détails qui me donnèrent une haute idée du courage des braves qu'il commandait. Mais quelle complète ignorance de l'art de la guerre, du soin surtout de se garder. Cette insouciance des règles premières rend plus étonnants encore les succès obtenus et explique leurs revers. On me parla beaucoup d'Athanase que la mort de son frère venait de faire un homme très important. Il était bien jeune, mais les services de ses parents... J'allai le voir, à la Trémissinière. Sa mère y était. A peine nous étions-nous embrassés, Athanase me demanda si j'avais l'intention de continuer à servir : sur ma réponse affirmative il ajouta : « tu es bonapartiste, mais c'est égal, je te sais incapable de manquer à tes serments. Aussi tu peux compter sur moi, si je puis t'être utile dans tes projets. » Après ce qui m'était arrivé au 29e, m'entendre

[1] Voir la livraison d'octobre 1896.

appeler bonapartiste m'indigna. Ma première pensée fut de la refuser net, puis de me justifier. Je repoussai l'un et l'autre. Mes traits altérés trahirent ma douleur ; je vis la surprise se peindre sur la physionomie d'Athanase. Parvenu à me maîtriser je le remerciai assez froidement. Je n'ai point essayé de le dissuader tant que j'ai été au service. Longtemps après les événements de 1832 et seulement à son retour d'exil, je lui ai appris combien il s'était abusé sur mon compte. Je le faisais alors sans crainte, il ne pouvait plus rien pour moi.

Je restai quelques jours dans ma famille sans m'occuper de mon avenir. J'aimais mon métier cependant, mais j'avais besoin de connaître mes frères que le malheur avait tenus si longtemps éloignés. Leur caractère était resté le même. Benjamin aussi doux, aussi calme; huit années sur les pontons anglais avaient en vain mis sa patience à l'épreuve. Mon frère aîné avait passé onze ans à Normancrosse. En se frottant avec tant d'espèces d'hommes dans cette prison de terre, il s'était modifié sans changer ses habitudes. Il en avait abandonné quelques-unes auxquelles l'impérieuse nécessité l'avait fait renoncer ; mais il avait appliqué toute son énergie à conserver les autres. Il connaissait peu le monde avant son départ de Nantes. De là chez lui des idées singulières qui lui donnaient une teinte d'originalité. Il était de retour depuis près d'un an. Ses opinions politiques devaient se ressentir de son séjour à Normancrosse où l'on comptait sur le génie de l'Empereur pour humilier l'Angleterre et venger les prisonniers des souffrances inouïes auxquelles les condamnait l'égoïsme du gouvernement britannique. Ces prisonniers regardèrent les événements de 1814 comme une catastrophe, malgré ce qui leur advint d'heureux, puisqu'ils recouvraient la liberté. Mon frère René était donc bonapartiste. Il s'était fait une singulière idée de l'état de la France. Il croyait, par exemple, que les longues guerres avaient tellement décimé la population masculine qu'il n'y avait presque plus d'hommes. Il avait pris à la lettre cette menace d'un soi-disant devin prédisant qu'un jour viendrait où une jeune fille s'écrierait : « Maman, voilà un homme qui passe. »

Benjamin était royaliste modéré. Nous nous comprîmes bientôt

tous les trois. Il n'y eut jamais entre nous de ces discussions orageuses si fréquentes à cette époque et qui brouillaient les amis intimes, troublaient l'intérieur des familles les plus unies.

J'allai avec Benjamin voir M. de Busnel à Couëron, il me promit ses bons offices auprès du colonel de la légion de la Loire-Inférieure dont la nomination venait de paraître.

Quelques jours après Athanase vint me prévenir qu'il recevait ce colonel à déjeûner le lendemain à la Trémissinière avec plusieurs officiers supérieurs de l'armée royale. De là ils se rendaient à Carquefou pour inspecter une partie de la division de M. de Lendemon et incorporer dans la nouvelle légion tous les jeunes gens qui voudraient prendre du service. Athanase m'engageait à me trouver à cette réunion. Il voulait profiter de l'occasion pour me présenter au comte de Labesse, le nouveau colonel. Je fus fidèle au rendez-vous. Nous attendîmes vainement ces messieurs. Ils n'arrivèrent qu'après dix heures, ils avaient déjeûné. Nous montons tous à cheval excepté mon frère aîné qui pensa que l'affaire la plus importante était de se remplir l'estomac. J'aurais bien voulu en faire autant, mais je n'étais pas venu pour cela. Aussi malgré mon appétit de vingt ans, je suivis Athanase et me fit présenter à M. de Labesse. J'aurai bien souvent à parler de ce dernier ; les faits le peindront mieux que je ne saurais le faire.

Je profite d'un moment où il restait en arrière pour lui adresser la parole. Il se prête à mon désir et entame ainsi la conversation : « Vous voulez être adjudant-major, m'a dit M. de Charette qui vous recommande chaudement. Je suis disposé à céder à ses instances. Cet emploi est un des plus importants et je ne voudrais le confier qu'à un homme capable. — Mon colonel, je connais toute l'importance des fonctions que j'ambitionne ; elle ne m'effraie pas. Je ne demande pas une confiance aveugle. Veuillez me mettre à l'épreuve . J'ose espérer que je pourrai vous satisfaire. Ma jeunesse vous fait hésiter, — il fit un signe de tête affirmatif — un adjudant-major doit être jeune. En outre j'ai déjà quatre ans de service, deux campagnes et une blessure. — Vous avez donc toujours été officier ? — Oui, mon colonel, je sors de Saint-Cyr. — A la bonne heure !... Et bien, je ne vous refuse pas. J'ai très bonne opinion

de vous. Venez me trouver à Nantes dans quelques jours. Vous avez le temps d'aller avec votre ami à la campagne, où il a besoin de vous pour recevoir les Prussiens. Ils doivent y arriver demain ou après demain. » M. de Labesse me quitte pour rejoindre M. de Lendemon et son état-major. Je les suis. Quelques minutes après nous arrivons à Carquefou. Deux cents hommes environ nous y attendaient : quelques-uns demandèrent du service et furent inscrits par un jeune officier en habit rouge. Il portait l'uniforme de ce qu'on appelait alors les compagnies rouges de la maison du Roi. Il saluait en penchant la tête à droite. J'en conclus que c'était la mode. C'était M. Budan de Boislaurent, neveu de M. de Labesse. Depuis j'ai été lié avec lui et l'ai trouvé assez bon enfant pour lui faire part de ma remarque relative à son salut. Nous en avons ri.

Le colonel était un fort beau, fort joli homme d'une quarantaine d'années. Sans être laid son neveu était loin de lui ressembler. Sans son brillant uniforme et ses saluts de tête sur l'épaule droite je ne l'aurais pas remarqué ce jour-là. Après la revue j'allai saluer le colonel, Athanase et moi prîmes la route de Couffé. Chemin faisant nous parlâmes à plusieurs paysans. Le pays était très ému de l'arrivée des Prussiens. Leur conduite indisposait les habitants, d'un caractère facile à irriter. Les conséquences d'un conflit pouvaient être graves. Les gars étaient organisés, ils avaient des chefs, des armes et le triomphe de leur cause les rendait peu endurants. Ils disaient hautement qu'ils ne s'étaient pas insurgés pour subir les vexations de ces étrangers qui paraissaient ne faire aucune distinction entre eux et les patauds (bonapartistes) ; si ça devait continuer, ils sauraient bien les mettre à la raison. Je souriais de satisfaction en écoutant ces propos éminemment français; j'approuvais néanmoins le calme de mon compagnon dans toutes ses réponses. La situation présentait déjà une certaine gravité. Le moindre conflit pouvait amener une conflagration générale et il était impossible de prévoir quel en serait le résultat. Il n'y avait de certain qu'une suite de malheurs. L'armée de la Loire n'était pas encore licenciée.

(*A suivre*).

MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

DEUXIÈME VOLUME

A notre arrivée dans le petit bourg de Couffé l'émotion était visible. Nous y étions depuis moins de deux heures lorsque parut l'avant-garde prussienne. Leurs bagages étaient transportés par des bouviers qui venaient de Rennes. Les pauvres diables réclamaient avec instance leur renvoi. Ils avaient quitté leurs familles depuis près de huit jours déjà. Le chef du détachement à qui j'en parlai dès qu'il fut arrivé, me déclara qu'il ne demandait pas mieux pourvu qu'on lui promît de lui en fournir d'autres jusqu'à Nantes. Le maire autorisa cette promesse et les bouviers purent enfin reprendre la route de Rennes. Ces pauvres gens me remercièrent avec effusion, ils étaient déterminés à abandonner bœufs et charrettes plutôt que d'aller plus loin. Cette petite affaire me posa bien dans l'esprit des paysans. Ils oublièrent de demander à leurs chefs si je n'étais pas un pataud. Mes moustaches et ma lévite bleue boutonnée jusqu'au menton devaient le leur faire soupçonner. Les soldats prussiens voulurent être exigeants ils éprouvèrent de la résistance ; des querelles s'en suivirent Les plaintes arrivaient de tous les côtés. Nous courons sur le lieu : impossible de s'entendre, tout le monde parlait à la fois, qui en français, qui en allemand. Athanase et deux ou trois de nos amis survenus dans l'après-midi, faisaient de vains efforts pour apaiser les habitants. Je possédais assez d'allemand pour me faire un peu comprendre pas assez pour discourir et rai-

[1] Voir la livraison de septembre 1898.

sonner. Le tumulte augmentait ; il était évident que malgré tous nos efforts on allait en venir aux coups. Je vais à Charette : « Cela va mal finir. Je ne connais qu'une manière de faire entendre raison à ces gens-là Laisse-moi agir, seulement vous viendrez à mon secours si vous voyez que je ne réussis pas et que je suis trop engagé. » Je m'élance entre les deux groupes paysans et Prussiens et tombe sur ces derniers à grands coups de poing. Aussitôt ils battent en retraite devant cette manière toute prussienne de les traiter. La lévite bleue et les moustaches font aussi leur effet Un des Prussiens s'avance vers moi et baragouine moitié en allemand : « Si vous êtes officier, dites-le, nous vous obéirons ; mais... » Ce mais, je le trouve dangereux et au moyen d'arguments semblables aux précédents j'envoie celui qui osait le prononcer rejoindre ses camarades. Les paysans étaient stupéfaits. Athanase et nos amis riaient comme des bienheureux. Je leur expliquai comment en Prusse, l'autorité, militaire surtout, ne se manifeste pas autrement et ne se laisse jamais discuter. Désormais je n'éprouverai pas la plus petite résistance des braves alliés logés dans le bourg. Cependant je fus d'avis de se tenir prêt à tout événement ; d'autres plaintes nous parviendraient sans doute des villages et des points plus isolés, il fallait être en mesure d'y porter secours.

Athanase fit venir le capitaine de paroisse. Dans les guerres civiles, c'est un homme qui joue un rôle assez important. Il est élu par les paysans et toujours choisi dans leur classe. C'est rarement un jeune homme. Il est chargé de toutes les convocations et pour toutes les affaires de service il est l'intermédiaire obligé entre les paysans et les officiers ou chefs supérieurs. Ceux-ci sont pris parmi les gens instruits. Pour toute autre affaire les communications sont directes, très libres, familières même, quoique toujours respectueuses.

Le capitaine de paroisse nous fit observer que nous le prévenions bien tard, que cependant, en faisant galoper les gars, il pourrait avoir une cinquantaine d'hommes armés dans une heure en les tirant des environs du bourg. — « Combien, lui demandai-je, pourriez-vous, en prenant le temps nécessaire, mettre d'hommes sous les armes ? — 250 à 300, *monsieu* ; mais si vous retirez tous les hom-

mes des maisons, qui sait ce qui arrivera avec ces damnés étrangers, quand ils verront qu'ils n'y a plus que des marraines ? Dans les environs du bourg on pourra encore aller à elles ; à demi-lieue et trois quarts de lieue on ne saura pas seulement ce qui s'y passe. Je vois bin, monsieu, que vous vous entendez vrai bin à mener ces gas-là (les Prussiens) ; mais vous ne pouvez pas être partout et m'est avis qu'avec 50 hommes que je vas vous *choisi* et quelques coups de poing que vous voudrez bin, s'il vous plaît, *leu* donner encore (aux Prussiens) je les ferons *teni* tranquilles Sinon, dam, qu'ils prennent garde à eux... j'avons tertous des fusils et de la munition... et je savons nous en *servi* !... »

Athanase calma le brave capitaine qui commençait à s'animer. Nous tînmes conseil et on décida de ne rien faire pour le moment. Grâce à l'ascendant que j'avais pris, il était probable que la nuit se passerait tranquillement. Dans tous les cabarets et beaucoup d'autres maisons nous fîmes quelques visites qui nous confirmèrent cette idée. Athanase et ses amis, tous en uniforme de chouans, affectèrent de ne me suivre qu'à une distance respectueuse. Partout où j'entrai, les Prussiens se tinrent debout, le bonnet de police à la main, les femmes et les petites filles ébahies me firent des révérences jusqu'à terre, augmentant ainsi mon importance aux yeux de leurs hôtes.

Le détachement faisait séjour le lendemain et le surlendemain. Il était composé de deux compagnies : l'une commandée par un lieutenant, l'autre par un capitaine sous les ordres duquel naturellement se trouvait le premier.

Le capitaine fut logé avec son sous-lieutenant et son sergent-major au château de la Villejégu, très belle habitation située à une portée de fusil du bourg et appartenant à madame Busson. Cette dame était cousine-germaine de Fleuriot et parente éloignée d'Athanase. Monsieur Busson mort d'un accident — une chute de cheval, je crois — avait laissé deux enfants : le petit garçon était contrefait ; sa sœur qui promettait d'être jolie avait 8 à 10 ans.

Il y avait un nombreux domestique, peu en rapport avec la fortune. Le château était vraiment beau, mais mal entretenu, en mauvais état. Madame Busson fut enchantée de loger les officiers prussiens. Elle

était du nombre de ces royalistes exaltés qui auraient donné la moitié du royaume pour ravoir les Bourbons. Elles reçut très bien ces messieurs qu'elle appelait *nos bons alliés* et leur prodigua tout ce qu'elle crut pouvoir leur être agréable. Fleuriot qui était à la Villejégu depuis quelques jours vint de la part de sa cousine nous inviter à dîner le lendemain avec ces messieurs, évidemment pour leur faire honneur. Nous fîmes tous un peu la grimace. Cependant nous acceptâmes pour ne pas mécontenter Fleuriot et sa cousine.

Le lieutenant, commandant l'autre compagnie, avait été logé à la Roche, jolie maison de campagne dont les jardins touchent presque le bourg. Il s'y conduisit avec beaucoup de courtoisie. Il parlait bien le français et sut de bonne heure le matin ce qui s'était passé. Il s'empressa de venir à la Contrie, fit presque des excuses et nous assura qu'il allait donner des ordres sévères pour que rien de ce qui était arrivé la veille ne pût se renouveler. Athanase le garda à déjeuner. Nous commencions à être nombreux. Benjamin était arrivé le soir fort tard, et tous les messieurs de Lendemon, au nombre de quatre ou cinq avaient quitté leur château de la Guère, près d'Ancenis, pour venir à Couffé. Après déjeuner, la bande joyeuse partit pour la chasse, emmenant avec elle le lieutenant prussien. Je ne les suivis pas, j'étais un peu indisposé ; d'ailleurs on jugea ma présence indispensable au quartier général. Le capitaine de paroisse avait déjeuné avec nous. Il devait au besoin m'appuyer avec ses 50 hommes qui étaient avertis d'accourir si le drapeau blanc cessait de flotter au haut du clocher. Il devait être retiré aussitôt qu'un coup de fusil parti des fenêtres de la Contrie en donnerait le signal.

Vers midi tout le monde rentra. Ces messieurs s'étaient peu éloinés du bourg autour duquel ils avaient dirigé leur chasse, ne voulant pas perdre de vue le clocher. Chacun rajusta un peu sa toilette et nous partîmes pour la Villejégu. Malgré nos instances l'officier prussien refusa de nous suivre. Il était dans de mauvais termes avec son capitaine et ne se souciait pas d'avoir avec lui d'autres rapports que ceux forcés du service. Le capitaine de paroisse fut chargé de faire retirer le drapeau au besoin et pour plus de sûreté il devait nous envoyer un exprès. La prudence ne permettait pas de laisser nos armes derrière nous. Chacun prit donc un fusil à deux coups et nous traversâmes Couffé dans sa plus grande longueur.

Tout se passa assez bien à la Villejégu. Le dîner fut même gai. Cependant on voyait que la maîtresse de la maison n'avait plus le même enthousiasme pour ses chers alliés. Les domestiques paraissaient servir les officiers à contre-cœur. Après le dîner l'un d'eux appelé le *grand* Pierre, lieutenant de la compagnie de Couffé, vient trouver Athanase. Il lui débite que ça ne peut pas durer comme ça, que ces animaux-là, chefs et soldats, sont d'une exigence, d'une dureté intolérables, la journée ne se passera point sans qu'il y ait quelque chose. Le *grand* Pierre était une mauvaise tête, Athanase eut beaucoup de peine à le calmer un peu.

Nous faisons à la Villejégu un séjour aussi long que possible, et nous rentrons à Couffé. La nuit se passe assez tranquillement. Dès le matin Fleuriot nous arrive porteur d'une invitation nouvelle pour déjeuner et dîner chez sa cousine. Cette fois il ne s'agissait plus de faire honneur aux chers alliés, mais de garder madame Busson et de la garantir, elle et les siens, contre leurs mauvais procédés. D'ailleurs *grand* Pierre était parti, en jurant, chercher du secours. Il pouvait rentrer à tout instant avec une troupe armée et il était impossible de prévoir ce qui allait arriver, vu la quantité de soldats que le capitaine prussien avait à sa disposition tant chez les fermiers du château qu'à titre de plantons et domestiques. Nous voulions la paix, mais pas à tout prix.

Mons de Fleuriot nous donnait à peine le temps de réfléchir, il voulait nous emmener immédiatement. Athanase renouvelle ses instructions au capitaine de paroisse et suit Fleuriot avec la moitié de nous ; l'autre moitié reste avec moi, il me fallait le temps d'arrêter nos conventions avec le capitaine de paroisse. Cette fois nous évitons de passer dans le bourg, c'était facile. Arrivé au château je demande à madame Busson où est Athanase. « Il est allé parler aux officiers prussiens, me répond-elle. Les domestiques et eux ne peuvent plus s'entendre. Je suis accablée de leurs plaintes auxquelles je ne peux rien pour les mettre d'accord ; je n'entends pas ce qu'ils disent. Mon cousin a voulu monter, quoiqu'il ne les comprenne pas plus que moi. Allez-y donc, Monsieur, vous qui entendez un peu leur langage ; à ce qu'on raconte. » Je sors. Parvenu au premier, je suis guidé par le bruit d'une conversation qui ne me paraissait pas trop

calme. J'ouvre une porte et trouve Athanase le sabre à la main en face du capitaine, de son sous-lieutenant et de son sergent-major. Tous les trois avaient dégaîné. Auprès de Charette était un domestique de la maison armé d'une chaise.

J'arrivais au bon moment ; mais j'étais sans armes. Je saisis une chaise. Je la lance de toute ma force et avec tant de bonheur que le capitaine et le sergent-major tombent en voulant l'éviter. Athanase et le domestique sautent sur eux, les désarment pendant qu'avec une autre chaise je fais face au sous-lieutenant. Nous les poussons dans une chambre dont la porte était derrière eux et nous les enfermons à clef. Réfléchissant que tout n'est pas fini, qu'ils vont appeler et être secourus, nous ouvrons tout de suite la porte. J'emploie tout ce que je possède d'allemand à leur faire comprendre qu'ils ne se conduisent pas en gens bien élevés. Je finis par apprendre que le sujet de cette querelle venait d'une boîte de beurre frais. Ces messieurs avaient gaspillé et demandaient d'autre beurre qui leur était refusé par les domestiques, bien plus par malice que par économie. Nous leur rendons leurs armes, en leur promettant nos bons offices auprès de madame Busson. Elle leur fit donner du beurre, mais n'invita plus à sa table ses bons alliés. On les servit dans leur chambre. Pour éviter de nouveaux débats, je donnai le conseil de les faire servir par des femmes. Cette idée fit rire tout le monde. Ce moyen réussissait toujours avec nous dans leur pays et ils n'en faisaient pas faute, malgré ce qui pouvait en résulter.

Nous passâmes la journée à la Villejégu. Tout était tranquille à Couffé où nous allions tous alternativement faire une tournée. Après le dîner, nous étions assis sur le perron du côté du jardin, la petite Busson accourt en criant que les Prussiens veulent tuer sa bonne. La cuisine était en contrebas du jardin Je saute dedans par une fenêtre et me trouve en face d'un soldat qui, le sabre à la main, menaçait la bonne pour la forcer à lui donner ce qu'elle lui avait refusé. Je saisis l'individu par le bras et m'efforce de le désarmer. Ce n'était pas facile. Je ne sais ce qui serait arrivé si on n'était venu à mon aide. Le drôle était vigoureux et ne manquait ni d'adresse ni d'audace. Il résista longtemps. Athanase seul put en venir à bout et le terrassa. Après lui avoir arraché son sabre il lui en

donna deux ou trois coups du plat qu'il dut sentir, car ils étaient appliqués de main de maître. Il sortit en nous menaçant de la colère de son capitaine. Je lui dis de nous l'envoyer, que nous serions aises de nous expliquer avec lui. Nous l'attendions encore lorsqu'on vint nous annoncer que la compagnie se réunissait en armes dans la cour verte. Nous nous y rendons assez inquiets. Nous sommes pleinement rassurés en voyant le capitaine occupé à passer une revue de détail. Madame Busson et ses enfants remis un peu de leur émotion viennent nous rejoindre. La revue allait se terminer lorsque surviennent deux femmes se plaignant d'avoir été volées par les soldats logés chez elles. Je vais au capitaine et lui fais part de la réclamation. « Cela, me répond-il, est bon pour des Français ». Je lui demande s'il aurait le courage de répéter ces mots après avoir renvoyé sa compagnie. En attendant je le somme de nous mettre à même d'être juges de la probité des Prussiens Il fait mettre sacs à terre, on les ouvre comme pour une revue de linge et chaussure. Les bas et les deux pelottes de laine réclamés ne s'y trouvent pas. Le capitaine était triomphant, son air m'irritait, j'aurais donné beaucoup pour que le vol fût prouvé. Je demande aux plaignantes si elles reconnaissent les soldats qu'elles accusent, elles me les montrent aussitôt. Je fais alors remarquer au capitaine qu'il n'a pas regardé dans les schakos. Il avait bonne envie de s'y refuser, il n'osa. Les schakos sont visités, on y trouve à ma grande joie tous les objets volés. Qui fut déconcerté ? ce fut mon Prussien.

Il se mit dans une colère terrible et rossa ses deux voleurs à coups de poing et à coups de plat de sabre. Madame Busson et sa fille s'enfuirent. Mes camarades comprenaient maintenant l'effet de mes coups de poing de l'avant-veille.

En rentrant à la Villejégu Athanase reçoit un message du capitaine de paroisse qui l'invitait à se rendre au bourg. Nous prenons congé de la maîtresse de céant et nous hâtons de regagner la Contrie. Là nous apprenons que dans toutes les maisons les soldats étrangers pour faire leurs adieux ont signifié à leurs hôtes d'avoir à fournir deux livres de tabac et un litre d'eau-de-vie ou à leur donner deux francs en argent.

« Diable, profère Athanase, ces gens-là veulent nous traiter en pays

conquis ! — Mon ami, lui assuré-je, ils en feraient dix fois plus qu'ils ne nous rendraient jamais la moitié du mal que nous leur avons fait. Toutefois ce n'est pas une raison pour souffrir cela, si nous pouvons l'empêcher. D'ailleurs je crois qu'il y aurait imprudence à plier, car les habitants paraissent décidés à résister. Mon avis est de réunir ici tout ce que vous avez d'hommes armés et de faire des patrouilles toute la nuit ; un de nous se mettra à la tête de chacune d'elles, cela vous va-t-il. » Ma proposition acceptée, 200 paysans assez bien pourvus de fusils de munitions et fusils de chasse arrivent à la brume et campent dans la cour de la Contrie. Athanase en prend le commandement, je suis son adjudant-major. J'organise des patrouilles de 25 à 30 hommes qui se succédèrent sans interruption jusqu'au jour.

Elles parcouraient le bourg et ses environs, écoutant avec soin si aucun bruit ne parvenait à leurs oreilles ; chacune d'elles fit une pointe sur un des villages importants qui sont disséminés dans la campagne. Le capitaine de paroisse avait eu soin, en faisant convoquer son monde, de défendre partout de donner quoi que ce soit aux Prussiens. Dès la pointe du jour ceux-ci commencèrent à se rassembler près de l'église. Ce que voyant, nous prenons les armes et allons nous mettre en bataille vis-à-vis d'eux. Tout se passe très bien ; ils défilent devant nous. Leur chef leur fait porter les armes, nous de même et nous nous saluons comme si nous étions les meilleurs amis du monde. Néanmoins pour plus de sûreté, quatre ou cinq bons gars reçoivent l'ordre de les suivre de loin jusqu'à la grande route. Ils doivent prendre leurs sabots à la main et revenir en courant les uns après les autres, si les *bons alliés* font mine de vouloir se répandre dans la campagne ou entrer dans les fermes. Notre troupe reste rassemblée dans la cour de la Contrie jusqu'au retour de nos éclaireurs qui nous rapportent bientôt que pas un soldat n'est resté en arrière. Je m'en étonnai et pourtant je savais que les Prussiens ne s'avançaient qu'en tremblant dans l'intérieur de la France. Ils prenaient, surtout en Bretagne, les plus grandes précautions, tant ils redoutaient les Chouans et les Vendéens.

(*A suivre.*)

MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

DEUXIÈME VOLUME

Je regagnai Nantes. J'avais le pressentiment que ma présence y était nécessaire pour me faire admettre dans la légion de la Loire-Inférieure. Le caractère de M. de Labesse m'avait semblé un peu léger et m'offrait peu de garantie. Aussitôt rendu je m'informe de sa demeure. Je me présente chez lui plusieurs fois, impossible de le voir. Un jour, je sortais de chez lui aussi inutilement pour la cinquième ou sixième fois; j'étais péniblement affecté d'être ainsi toujours éconduit; je me trouve en face de M. de Busnel. — Où allez-vous me demande-t-il après les saluts d'usage? — Je ne sais pas, répliqué-je, je viens de chez M. de Labesse. Voilà je ne sais combien de fois que je me présente à sa porte, il n'y est jamais. — Il y est; mais on ne vous connaît pas, venez avec moi.

M. de Busnel sonne et, sans demander si le colonel y est, il entre et me présente[2]. Très bien reçu je suis à l'instant admis à faire partie de la légion. M. de Labesse avait disposé de l'emploi d'adjudant-major. Je fus plus que contrarié, car c'était mon seul espoir d'avancement, dans un moment où toutes les portes allaient être fermées aux officiers qui n'avaient pas donné leur démission au 20 mars. Cependant je ne voulais pas me retirer sans combattre. Convaincu que je devais supplanter tous mes rivaux, je me mis aux ordres du colonel.

Sur les ponts, dans l'ancien couvent des Récollets était une ma nufacture dont on venait de faire une espèce de caserne, jusqu'à ce

[1] Voir la livraison d'octobre 1898.

[2] L'inimitié de M. de Busnel pour l'Empereur s'explique comme ses entrées libres chez M. de Labesse : Amador-Félix-Annibal de Busnel, né le 17 février 1771 au château de Beauvais, paroisse de Paimpont, évêché de Saint-Malo, volontaire au régiment de Béarn en 1788, avait émigré en 1791 et fait avec l'armée de Coblentz toutes les campagnes jusqu'en 1800.

Il avait été commandant de la division d'Ille-et-Vilaine, puis adjudant général de l'état-major des armées royales de Bretagne, Maine, Anjou et Basse-Normandie. La Restauration l'a nommé colonel d'infanterie et chevalier de Saint Louis.

que le départ des Prussiens permît aux soldats français de passer sur la rive droite de la Loire. C'est dans ce quartier provisoire que je trouvai le noyau de la légion de la Loire-Inférieure. Il serait assez difficile de décrire l'organisation de ce petit rassemblement d'hommes sortant les uns des armées royales de l'Ouest, les autres des régiments qui venaient d'être licenciés. On y voyait toute sorte de tenues, depuis le grand chapeau et les sabots du paysan breton qui avait quitté les landes de Savenay, jusqu'aux uniformes en petit nombre venant du 65e de ligne licencié presque à la porte de Nantes. Les officiers n'offraient pas moins de variétés : à ce moment le plus grand nombre venaient des chouans ou de la Vendée. Leurs uniformes offraient les plus singulières bigarures. On avait formé quelque semblant de compagnies. L'une était commandée par M. Bernard, fils du procureur du roi, il sortait de l'armée et d'abord de l'Ecole militaire. L'autre avait pour chef M. Martin, lieutenant du 65e passé aux chouans après la bataille de Waterloo. On me plaça dans cette compagnie. Je n'eus pas de peine à m'apercevoir que mon nouveau capitaine était de peu de valeur comme homme et qu'il était fort ordinaire comme militaire.

L'officier auquel le colonel avait confié l'emploi d'adjudant-major s'appelait Faucheux. Je ne saurais dire ses antécédents. C'était une vraie culotte de peau, sans aucune éducation et ne parlant même pas français. Mais il est toujours difficile de mettre de côté un titulaire ; d'ailleurs loin de moi était la pensée d'employer l'intrigue.

Me sentant des dispositions pour instruire et discipliner, capable de faire mieux que tout ce qui m'entourait, j'avais sous les yeux une magnifique occasion de développer un talent inné, talent que le major Brosset du 29e paraissait avoir deviné lorsqu'il avait fait mon éloge à son neveu, en lui donnant le commandement de la compagnie dont j'étais le lieutenant à Beauvais. En regardant autour de moi je vis qu'on pouvait donner des grades et des emplois à mes rivaux, mais qu'il y avait un champ de bataille ouvert à tous sur lequel il fallait les combattre et vaincre, celui de l'instruction. Je résolus de m'y livrer tout entier, persuadé que les capitaines auraient assez à s'occuper du service intérieur de leur compagnie, dans un premier moment d'organisation où tout était

à refaire. Un vaste champ m'était ouvert : instruire les nouvelles recrues venant des armées royales, donner de l'ensemble aux anciens soldats qui allaient arriver de tous les régiments de l'ancienne armée, et, ce qui était peut-être plus difficile que tout cela, former un corps de sous-officiers et caporaux capables de donner des leçons de détail assez uniformes pour concourir au but commun ; vaincre d'anciennes habitudes, lutter contre des préventions, détruire une foule de préjugés auxquels une longue suite de campagnes a donné force de loi, contrairement aux prescriptions bien positives des règlements qui ont été oubliés et entièrement mis de côté, telle était la tâche. Je n'hésitai pas un instant devant ces difficultés. Et pourtant je n'avais que 22 ans dont 4 ans de service.

M. Faucheux s'acquittait de son devoir très médiocrement quant à la discipline et pas du tout quant à l'instruction. Il ne s'en occupait même pas. Aux nouveaux arrivés quelques sous-officiers essayaient bien de faire faire le mouvement des armes, mais sans aucune méthode et chacun à la manière adoptée dans le régiment d'où il sortait. J'en fis l'observation devant les capitaines qui s'empressèrent de me prier de prendre la direction et la surveillance de cette importante partie du service. C'est ce que je voulais.

Les Prussiens ne firent à Nantes qu'un court séjour pendant lequel ils furent toujours sur le qui-vive. La population tout entière leur était hostile sans distinction d'opinion politique. Beaucoup de leurs soldats qui eurent l'imprudence de hanter les mauvaises maisons des petites rues de la Fosse ne reparurent pas. La garde nationale restée en uniforme pendant tout le temps de leur présence à Nantes fut bien souvent obligée d'intervenir pour les tirer de presse. Un matin en montant la rue de la Boucherie je vois un gros rassemblement tout près du pont Sauvetout. Les physionomies étaient menaçantes. J'entends distinctement ces mots : il faut le jeter par-dessus le pont. Des cris de fureur appuient cette cruelle motion. Mon uniforme me permet de pénétrer au milieu du groupe, on se range devant moi en disant : place... il y a encore des braves... à bas les étrangers !... — Arrivé au milieu du rassemblement, qui vois-je ? Le lieutenant qui avait logé à Couffé chez M. de la Roche-Macé. Le pauvre diable était bien embarrassé. Son inquiétude était

d'autant plus naturelle, qu'aucune des menaces proférées contre lui ne lui échappaient puisqu'il parlait et entendait très bien le français. « Comment, c'est vous, Monsieur ? » lui dis-je. Puis m'adressant à la foule : « Mes amis, pas plus que vous, je n'aime les étrangers ; mais je connais Monsieur depuis longtemps, nous nous sommes rencontrés plusieurs fois et il a toujours été bon enfant. J'espère qu'à cause de cela vous ne voudrez pas lui faire de mal. Un homme seul doit être respecté parce qu'il est le plus faible..... —Emmenez-le, emmenez-le, me souffle dans l'oreille un gros homme qu'à son teint enluminé je reconnais pour un boucher. Je *vas* vous y aider, mais ne perdez pas de temps, il est trop près du pont. Allons ! les autres, suivez-moi et laissons-le puisqu'il est de connaissance avec ce brave officier. — Il est bien heureux, murmurent *les autres*, sans c'te rencontre, il aurait fait le plongeon dans la douve et il aurait pu se vanter d'avoir le crâne plus dur que celui des bœufs de son pays s'il avait résisté à ce coup de massue-là, le gredin. »

J'entraîne le Prussien sans regarder derrière moi, jusqu'à la première rue à droite et ne le quitte qu'après l'avoir mis en sûreté. « Vous êtes une terrible nation, me dit-il après m'avoir vivement remercié. Il est heureux que les opinions de partis vous divisent, sans cela vous seriez bien à craindre; si je n'étais pas Prussien, je voudrais être Français. — Déjà, répliquai-je, j'ai entendu des Russes en dire autant, il est probable que toutes les autres nations le pensent, concluez. — Je m'en garderai bien, cela vous donnerait trop d'orgueil. »

Peu de jours après les Prussiens déguerpirent et le dépôt de la légion vint s'établir au quartier d'infanterie dont l'entrée est maintenant près de la place Louis XVI. Mes projets suivis avec persévérance, je réussis à tel point que personne ne tenta de lutter contre moi.

Cependant tout pensa s'évanouir au moment où je m'y attendais le moins. Je reçois deux lettres : une du capitaine trésorier du 29ᵉ, M. Loie, qui me prévenait que, si, pour rendre mes comptes, je ne me rendais pas à Toulouse où se trouvait le dépôt, on ferait contre moi un rapport au ministre ; et une du général Rivaux de la Raffinière commandant la division, dont le siège était encore à la Rochelle.

Cette dernière me prescrivait d'aller immédiatement au Havre rendre les comptes de la gestion qui m'avait été confiée. Ce dernier ordre émanait du ministre de la guerre. Je vais montrer au colonel la fatale missive.

— Je suis désolé, mon cher, me répète plusieurs fois M. de Labesse, car j'aurai bien de la peine à vous remplacer ; mais, vous le savez comme moi, il faut obéir. Je n'aperçois aucun moyen de vous sonstraire à un ordre aussi précis. Je vous conserverai une place dans mon organisation, c'est tout ce que je puis faire.

Je le quitte consterné. Quel contre temps ! Je m'en allais tristement, tournant et retournant la maudite lettre, lorsque mes yeux s'arrêtent sur le timbre de la poste. Je reviens promptement sur mes pas :

— Mon colonel, dis-je à M. de Labesse, veuillez regarder comme nulle ma visite de tout-à-l'heure. Si vous voulez bien me garder le secret, je crois pouvoir arranger mon affaire.

— C'est difficile, faites bien attention.

— Mon colonel, l'ordre m'est parvenu directement par la poste au lieu de m'être remis par vous. Si on ignorait mon admission dans la Légion, on devait envoyer par une autorisé quelconque, même civile. Rien ne peut donc constater que je l'ai reçu. Profitant de cette faute de l'état-major de la division, je vais faire le nécessaire pour que mes comptes, qui sont parfaitement en règle et arrêtés par qui de droit, soient envoyés au dépôt du 29ᵉ. J'en ai la convicviction, j'empêcherai ainsi les réclamations et le ministre de la guerre ne pensera plus à moi.

— Faites donc, mon ami, je prie le ciel que vous réussissiez afin de vous conserver, ce me sera un grand plaisir ; mais c'est bien hardi !

Je cours chez M. Le Horeau, alors commissaire des guerres. En entrant je lui explique qu'enhardi par ce que j'ai entendu dire à ma mère de la parenté existant entre elle et lui, je viens lui demander de me rendre un service. Bien reçu par M. Le Horeau qui m'assure qu'il fera avec plaisir tout ce qui sera en son pouvoir, je lui montre la lettre du trésorier du 29ᵉ et le prie d'écrire à son collègue du Havre d'expédier à Toulouse ma comptabilité. Je ne parle point de la lettre du général. Le commissaire des guerres me promet d'écrire

immédiatement. Depuis je n'ai plus jamais entendu parler de cette affaire.

La confiance en moi augmentait de jour en jour ; je faisais, il est vrai, tous mes efforts pour la mériter. Le colonel m'avait chargé spécialement de l'instruction de toute la légion et m'avait exempté de tout autre service, avec la faculté de choisir parmi les lieutenants et les sous-officiers ceux que je jugerais plus capables de me seconder. Je désignai deux sous-lieutenants qui avaient été à Saint-Cyr avec moi : MM. de Becdelièvre et Caudroy. Ce dernier me fut peu utile : très joli garçon il n'avait d'activité que pour flirter auprès des femmes et il ne les choisissait pas toujours parmi celles du meilleur monde. Je ne pris point d'aide du grade de lieutenant afin d'éviter tout conflit d'autorité, voulant que la mienne fut absolue. Deux sergents que pour la bonté de leur commandement je distinguai parmi ceux dont la conduite et la tenue ne laissaient rien à désirer furent adjoints à de Becdelièvre à qui je donnai le commandement de la 1re classe. Organisation un peu improvisée, car nous approchions de la fin de l'année. Cependant mes efforts furent couronnés de tout le succès qu'on pouvait espérer. Deux heures d'exercice le matin, autant le soir, firent faire à l'instruction de grands progrès et permirent dès la fin de septembre d'exempter la 1re classe de l'exercice du matin. Le colonel me chargea alors de l'instruction des jeunes officiers qui sortaient des armées vendéenne et bretonne. Je remis à l'année suivante tout ce qui concernait l'école du soldat que presque tous s'étaient fait enseigner par les sous-officiers. Je commençai une école d'instruction et immédiatement l'école de peloton, au moyen de cordaux. Je démontrais et commandais moi-même cette école, comme instructeur. J'étudiais chez moi la leçon à faire exécuter sur le terrain. Je m'exprimais avec d'autant plus de clareté que doué d'une excellente mémoire et d'assez de facilité à parler je ne m'éloignais guère des expressions de la théorie dont la précision et la netteté me séduisaient. Les explications que j'y joignais souvent prouvaient que j'avais l'intelligence de la chose.

Je tenais de la nature une voix sonore, une excellente poitrine, avantages réels, car je commandais régulièrement deux poses le matin et autant le soir sans en être incommodé. En peu de temps

j'acquis la réputation d'être un excellent instructeur et d'avoir un des plus beaux commandements de l'armée.

Les maniements d'armes et les manœuvres s'exécutaient avec plus de précision et d'ensemble lorsque je commandais en personne. C'était visible. De toute la ville on venait entendre le jeune officier; j'étais entouré d'un cercle nombreux d'amateurs qui s'éclaircissait rapidement lorsqu'un autre prenait ma place. Les soldats flattés des compliments reçus partout et des murmures d'approbation qu'ils n'entendaient que lorsque je commandais finirent par y mettre de l'amour propre et contribuèrent de leur côté à augmenter mes moyens de réussite. Peu à peu je fis entrer les retardataires dans la 1re classe. Le privilège de ne faire qu'une fois par jour l'exercice contribua beaucoup à hâter ce résultat. Aussi, à l'entrée de l'hiver le colonel pouvait mettre sous les armes deux bataillons passablement instruits, faisant le maniement des armes avec un ensemble remarquable et exécutant bien l'école de peloton. J'avais repassé presque toute l'école de bataillon, mais l'instruction des jeunes officiers laissait encore trop à désirer et les capitaines qui ne prenaient le commandement de leurs compagnies que lorsque le chef de bataillon tirait son épée n'avaient pas assez d'habitude pour que tout allât bien. Ce défaut me fut favorable. J'avais une connaissance si exacte de l'habileté ou de l'ignorance de ceux que je dirigeais que presque toujours je parvenais à deviner et à empêcher leurs fautes par un avertissement donné à propos, de manière à n'être entendu ou du moins compris que de celui à qui je m'adressais. Ménageant ainsi leur amour-propre, j'acquis sur eux un grand ascendant. Ils sentirent qu'ils dépendaient de moi d'agir autrement et que sous ce rapport ils étaient à ma discrétion. Les anciens officiers me vinrent aussi en aide par un chemin tout opposé : dans les repos ils élevaient des discussions sur beaucoup de choses que dans leurs régiments on n'avait pas l'habitude de commander et d'exécuter comme je le faisais. Je l'ai déjà indiqué, je ne me rendais jamais sur le terrain sans avoir repassé la leçon que j'allais faire exécuter, je la résumais en moi-même chemin faisant si bien que ces messieurs étaient toujours battus, augmentant mon ascendant aux yeux de leurs jeunes camarades qu'ils formèrent ainsi à me regarder comme infaillible. Nous

avions pour lieutenant-colonel M. Zimmer. Il était gros major dans le 69me de ligne, en garnison à Nantes pendant les cent jours et avant. Il avait été renvoyé de ce régiment par des motifs que l'on attribua à ses opinions politiques, défavorables au retour de l'Empereur. Nous verrons plus tard. Comme militaire M. Zimmer était capable, connaissait le service et raisonnait les manœuvres avec intelligence. J'étais reconnaissant de la bienveillance et de la confiance qu'il me montrait. C'est à lui toujours que je soumettais les points en litige, non prévus par la théorie. Il était bien rare qu'il ne me donnât pas raison. Nos deux chefs de bataillon étaient M. Avrin et M. Walchs. Le premier, venu des rangs de l'ancienne armée ne resta pas longtemps dans cet emploi, il fut nommé major.

(*A suivre*).



MÉMOIRES D'UN NANTAIS

(SUITE[1])

DEUXIÈME VOLUME

M. Walchs appartenait à la famille de ce négociant irlandais qui fournit au prétendant Charles Edouard le vaisseau qui le transporta sur les côtes de l'Ecosse lors de son entreprise en 1760. Il avait servi sous l'Empire dans les états majors, où il était difficile d'apprendre le métier. Il s'était marié à une demoiselle d'Achen qui avait de la fortune. Il était veuf et père d'un enfant en bas-âge. Au 20 mars 1815 il fut désigné par le préfet, M. de Barante, pour commander la 1re compagnie de volontaires royaux qui partit de Nantes pour aller défendre le trône de Louis XVIII. Il trouva ces messieurs peu disposés à l'accepter pour chef et se vit préférer M. Cottin de Melville. Ces volontaires royaux ne purent dépasser Ancenis ; ils y apprirent que Paris était au pouvoir de l'Empereur et que le Roi était passé en Belgique. Force fut à eux de revenir dans leurs foyers. M. Cottin de Melville entraîné par l'amour de son métier et par cet instinct de l'honneur qui ne permet guère à un officier de donner sa démission lorsqu'on va entrer en campagne, céda aux instances d'un général dont il avait longtemps été l'aide de camp. Il le suivit à la bataille de Waterloo et après le licenciement rentra dans ses pénates. Il ne tarda pas à être placé capitaine dans la Légion de la Loire-Inférieure où il trouva son ancien rival chef de bataillon.

[1] Voir la livraison de novembre 1898.

Après son échec, M. Walchs s'était retiré au Jaunay, maison de campagne appartenant à son fils et située dans la Vendée. Il prit part à l'insurrection et fut placé dans la garde après le retour du Roi. Puis il obtint de passer dans la Légion comme commandant. C'était un des hommes les plus spirituels que j'aie connus. Il excellait à dire des choses agréables, il savait dominer la conversation et la rendre intéressante avec un art admirable. Rempli de cœur et de bons sentiments il ne fit jamais sentir sa supériorité à son ancien rival. Cottin de Melville avec qui j'ai été intimement lié se plaisait à rendre à M. Walchs cette justice qu'il ne lui a jamais témoigné la moindre rancune. Les hommes de cette trempe ne sont pas communs. Le seul défaut de M. Walchs était un amour-propre excessif; encore savait-il le faire tourner au profit du service. Ainsi d'un officier très médiocre il devint un chef de bataillon distingué, par une instruction pratique et théorique suffisante, surtout par l'art de mener les hommes. Ce talent lui valut une influence très grande dans la Légion.

Comme il arrive toujours dans les moments de passion politique, la garde nationale était en grande faveur. Le receveur général M. de Lauriston commandait une compagnie. Il avait servi quelques temps dans la marine; complètement étranger à tout ce qui est militaire il était fort embarrassé. Il pria M. de Labesse de lui désigner un officier auquel il pût demander des conseils. Le colonel me nomma et me fit part du désir de M de Lauriston. Il me prévint que je recevrais sa visite le soir même et m'engagea à la devancer, ajoutant que c'était une bonne connaissance à faire à cause de l'influence personnelle qu'il avait et surtout à cause de celle du général de Lauriston son frère qui était puissant à la cour. Il me fut impossible de faire la première visite. M. de Lauriston se présenta à la maison au moment où je me préparais à aller chez lui. Les Lauriston sont descendants du fameux Law, célèbre sous la régence par son système financier qui bouleversa les fortunes de cette époque. Le receveur général était un excellent homme, mais d'une froideur qui le faisait passer pour orgueilleux : il devait sa place à la faveur dont son frère avait joui sous l'Empire ; le général de Lauriston était un des aides de camp de l'Empereur. Néanmoins le receveur général n'avait

pas hésité à réfuser le serment au 20 mars. Sans le retour du Roi il était complétement ruiné. Lors de la rentrée de Napoléon il éprouva des pertes considérables en faisant la banque. Il était père d'une nombreuse famille et il ne lui restait plus que trente mille francs lorsqu'il fut envoyé en disgrâce à Orléans. Mme de Lauriston, dont la beauté était une des moindres qualités, montra dans cette fâcheuse occurrence un courage et une détermination qui ne contribuèrent pas peu à soutenir son mari. Cette maison était des plus agréables. On y recevait tous les jours,et chaque semaine un jour était désigné pour réunir la jeunesse dansante. Je fus naturellement invité à toutes les fêtes et même assez fréquemment à dîner. La garde nationale ne pouvant se réunir que le dimanche, nous prîmes ce jour là pour rassembler la compagnie du receveur général. Je me rendais chez lui et après un bon déjeuner nous montions en voiture et gagnions le cours Saint-Pierre où l'on nous attendait La tâche qu'on m'avait imposée était bien difficile : enseigner le maniement des armes à des hommes de tout âge qui ne pouvaient s'en occuper que pendant deux heures chaque semaine; former à les commander des hommes qui pour la plupart n'avaient ni goût, ni aptitude. De ce nombre était spécialement M. de Lauriston. Impossible d'avoir les intonations plus fausses, un organe plus malheureux ; c'était à y perdre la réputation la mieux établie. Voyant tout de suite que jamais je ne ferais rien de lui, je dus songer à me tirer avec honneur de ce mauvais pas. Afin de mettre sa compagnie en état de le comprendre, je commandais la première pose ; je démontrais le maniement des armes avec tant de précision,de soin et de clarté,que je parvins à leur faire faire quelque chose,mais seulement quand je commandais. Leur capitaine,guidé par mes conseils et soutenu par les démonstrations que je faisais pour lui.commandait une seconde pose dont le résultat était de faire ressortir le succès de la première. A la troisième, je prenais le commandement ; je les faisais marcher, partie de l'instruction dans laquelle excellent les gardes nationales des villes Après quelques conversions et pour leur donner du courage je leur fis exécuter une partie de l'école de peloton. Mes mesures étaient si bien prises que rarement la manœuvre manquait. Les chefs de peloton, de section et les guides obéissaient le plus souvent à ma voix

sans comprendre ; ils arrivaient ainsi à la fin du mouvement sans s'en douter, conduits seulement par les avertissements que je leur donnais avec calme et un à-propos qui les magnétisait et en faisait de dociles machines.

Nous continuâmes tout l'hiver, toutes les fois que le temps permettait. Je couronnai l'œuvre en leur faisant exécuter quelques leçons de l'école de bataillon ; à cette fin je les mis sur un rang et pus ainsi avoir six petits pelotons. Vrai tour de force. Au repos je fùs entouré et félicité par toute la compagnie. — Ma foi, Monsieur, prononça un des chefs de peletons je crois, fermement que vous feriez marcher un mur, si vous vouliez vous en donner la peine. Pour moi j'avoue n'avoir pas compris ce que j'ai fait et je suis encore à m'expliquer comment j'ai pu commander mon peloton.

Ce naïf aveu fit rire tout le monde.

Ma réputation, l'opinion dans Nantes fut telle qu'aujourd'hui encore — il y a 37 ans de cela — les gens de cette époque me citent comme un officier de rare talent. Ces éloges et l'agrément des réceptions chez M. de Lauriston furent tout ce que je retirai de mes peines. Il fut toujours très aimable, mais ne sut ou ne voulut jamais saisir l'occasion d'employer pour mon avancement le crédit de son frère ; ce crédit était grand.

Le frère de M. Walchs était directeur de la poste ; il a conservé cette place jusqu'en 1830. Depuis cette révolution il s'est livré à la polémique dans les journaux et s'y est fait une certaine réputation, les lettres vendéennes l'avaient déjà fait connaître. Il vit encore (1852).

Parmi les capitaines de la Légion était M. de Martel On lui donna la première compagnie de voltigeurs et je fus son lieutenant. M. François, élève de Saint-Cyr, mort général de brigade il y a peu, eut la seconde ; Cottin de Melville eut les grenadiers, ainsi que Bernard.

Le lieutenant Faucheux ne tarda pas à mener une vie crapuleuse, on fut obligé de le renvoyer. Malheureusement deux adjudants-majors de l'ancienne armée vinrent faire valoir leurs droits et mettre obstacle à la bonne volonté du colonel. L'un d'eux, Mermet, était de Paimbœuf et neveu du général de cavalerie Je ne me souviens pas du nom de l'autre.

Le Gouvernement envoya un commissaire spécial, M. de Cadaillac

qui prêta l'oreille à toutes les dénonciations que l'esprit de parti encourage et produit dans les temps de réaction politique. M. de Labesse défendait de toutes ses forces ses officiers ; il sentait bien qu'il ne parviendrait pas à former un bon régiment avec les seuls éléments fournis par les armées royales. On lui força plus d'une fois la main ; Mermet fut de ceux qu'il ne put maintenir sur les cadres. Mermet dut rentrer momentanément dans ses foyers, je le remplaçai provisoirement.

Ce fut un surcroît de besogne dont je ne m'effrayai. Je m'appliquai à rétablir la discipline qui était fort relâchée.

Pendant ma semaine j'établis la plus grande régularité dans toutes les parties du service soumises à mon contrôle. Rien ne put échapper à la persévérance de mes investigations. La sévérité à laquelle on était préparé, parce qu'on m'avait vu dans mes fonctions d'instructeur, n'étonna personne. La Légion changea complètement. Le capitaine François qui avait été longtemps adjudant-major m'avertit que la résistance la plus obstinée viendrait des lieutenants parmi lesquels s'en trouvait un ou deux plus anciens de grade que moi. Il me conseilla de me montrer surtout envers ceux-là sévère et juste et de faire en sorte que les premiers arrêts infligés le fussent à des officiers connus pour être de mes amis. Je suivis ce sage conseil et ma bienvenue fut payée par MM. de Fleuriot et Coudroy.

Au commencement de l'hiver je confiai au colonel que je regardais comme très imparfaite l'instruction donnée au régiment, qu'il devait bien comprendre que le temps m'avait manqué et aussi les secours que j'aurais dû attendre d'un corps de sous-officiers plus exercé, surtout plus formé à suivre la même méthode. Je lui proposai de profiter de l'hiver pour les réunir et leur donner l'ensemble qui leur manquait. M. de Labesse, s'il était loin de connaître son métier, avait du moins l'instinct des bonnes mesures et une très grande confiance en moi. Il approuva et me donna carte blanche. Je trouvai tout de suite un local où je pus faire faire l'exercice pendant les mauvais temps et dès le lendemain je réunis tous les sous-officiers et caporaux. Les 16 compagnies formant les 2 bataillons n'étaient pas au complet, néanmoins je trouvai 180 hommes, le reste était à l'hôpital, de service ou manquants dans les cadres.

Je leur fis part des intentions du colonel dans l'espoir qu'ils me seconderaient par leur bonne volonté et leur assiduité. Satisfait de leurs promesses je leur donne rendez-vous au lendemain, persuadé que chacun d'eux est comme moi désireux de se distinguer par son application. Le lendemain l'appel fait par moi-même constate qu'il manque un peu plus de la moitié. Sans hésiter, les 92 manquants sont condamnés à 4 jours de salle de police et je donne aux deux adjudants l'ordre de ne pas oublier les 16 sergents-majors qui s'étaient donné le mot pour ne pas venir. De ce jour commença la lutte acharnée avec les officiers comptables et les chirurgiens aides-majors qui tous s'arrogeaient le droit d'exemption illimitée. Je fis de l'arbitraire, c'est vrai ; mais je prouvai que, neuf fois sur dix, mes adversaires étaient dupes des réclamants. M. Walchs m'encouragea, me soutint près du colonel. Je représentai à ce dernier que l'instruction entreprise était de la plus grande importance, que la tâche, déjà fort difficile par elle-même, était impossible si une partie parvenait à se soustraire aux exercices. Je lui demandai de tenir ferme pendant quinze jours seulement, certain que les sergents-majors et les fourriers trouveraient le temps de satisfaire les comptables et moi. M. de Labesse fit l'essai et au bout du laps de temps fixé tout marchait bien, il n'entendit plus aucune réclamation.

Lorsque le temps était beau, j'allais sur les cours exercer mes hommes à la marche. J'évitais d'y faire les maniements d'armes. Je tenais à ce que les progrès ne paraissent pas peu à peu ; mon intention était de présenter mes hommes au printemps, espérant ainsi produire plus d'effet. Les sergents-majors me tenaient rancune de la violence faite à leurs goûts ; quelques-uns voulurent faire les mauvaises têtes. Comme adjudant-major, je faisais souvent des contre-appels. Cela me donna une énorme influence sur eux et leur apprit à redouter mon mécontentement. L'habitude de faire l'appel moi-même et mon excellente mémoire me permirent promptement de me passer de contrôle, de sorte que la nuit, à la parade, dans toutes les réunions aucune absence ne pouvait m'échapper. Je les trouvais en faute à chaque instant. Il m'était impossible de me montrer indulgent pour les abus que je découvrais à chaque pas, mais j'ai pour système que le meilleur

moyen de conduire les hommes est de leur présenter d'un côté la punition de leurs fautes, et de l'autre côté la récompense de leur bonne conduite. J'épargnai beaucoup de punitions aux sergents majors dont j'étais satisfait; je leur faisais connaître qu'ils le devaient à leur mérite. Je me fis un devoir d'écouter patiemment toutes les réclamations faites en particulier, d'un ton convenable et avec soumission. Si j'avais affaire à un bon sujet je ne manquais pas de lui dire que je l'estimais et qu'en raison de ses bonnes qualités je levais la punition Aussi je me fis beaucoup d'amis et tous ceux qui vivent encore me font des prévenances partout où ils me rencontrent; ils se montrent flattés d'avoir servi avec moi. Je pus ainsi être l'adjudant-major le plus sévère et être en même temps indulgent pour ceux qui n'avaient pas l'habitude de mal faire. Je m'appliquai à être juste avec tous. Sévère ne veut pas implacable pour toutes les fautes. C'est de l'arbitraire, soit; il est un puissant moyen de bien conduire les hommes et de les entraîner, lorsqu'il est employé avec discernement, avec intelligence et pour le bien.

On comprendra maintenant combien j'étais occupé. Je ne commandais pas moins de quatre poses par jour et n'avais pas même le dimanche puisque la compagnie de M. de Lauriston me prenait ce jour-là. C'est encore moi qui commandais à la Messe de midi. On avait essayé de passer ce service aux capitaines; il s'en trouva de si incapables qu'on eut recours à moi. Tout cela ne m'empêcha pas de m'amuser beaucoup tout l'hiver et d'accepter toutes les invitations que je reçus. Bien des gens s'étonnaient que je puisse être au bal jusqu'à deux et trois heures et à l'exercice à sept heures du matin. Une constitution robuste, l'habitude dès l'enfance de ne craindre aucune fatigue; plus que tout cela, beaucoup de sobriété et l'éloignement des excès, me permirent de suffire à tout. Non pas sans fatigue; je rentrais parfois exténué; je me jetais sur un canapé et m'y endormais jusqu'à l'heure qui me rappelait au quartier. Mes sœurs donnaient des leçons de broderie à deux jolies enfants de 14 à 15 ans, gaies et folâtres comme on l'est à cet âge. Il y avait échange continuel de malices entre elles et moi; aussi n'étais-je pas sûr de me reposer mon content; mais les moments qu'elles

ôtaient à mon sommeil et qui se passaient en fou rire me rafraîchissaient si bien le sang et la tête que ce repos-là valait l'autre. Avec elles je devenais d'une gaieté folle et ma mère, si grave, si difficile à émouvoir se mettait de la partie. L'une d'elles vit encore fort bien mariée. L'autre a quitté Nantes avec sa famille.

Dans les maisons où j'étais reçu, la gravité de mon maintien, d'accord avec l'air sévère qu'on me voyait à l'exercice, donnait une idée bien différente de celle que prenaient de moi les personnes qui me voyaient à la maison.

Je fus dénoncé comme bonapartiste à M. de Cardaillac. Le colonel affirma qu'il répondait de moi, qu il fallait que j'eusse le diable au corps si je trouvais le temps de conspirer, puisque j'étais à l'exercice ou au quartier toute la journée et que la nuit il me rencontrait dans toutes les bonnes maisons où l on recevait et dans lesquelles il ne voyait pas de plus intrépide danseur. Si on m'ôte, ajouta M. de Labesse, ce jeune homme qui est sans contredit le meilleur officier de mon régiment, j'écris immédiatement à son Excellence le Ministre de la Guerre pour lui offrir ma démission. M. de Cardaillac céda et je continuai à diriger les détails du service.

(A suivre).

